

**Volvo et Saab
se refusent à fusionner**
LIRE PAGE 27

**Les firmes suédoises
se refusent à fusionner**
LIRE PAGE 27

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Abonnés, 1,20 par semaine, 1,50 par mois, 12 par trimestre, 120 par an.
Abonnés, 1,20 par semaine, 1,50 par mois, 12 par trimestre, 120 par an.
Abonnés, 1,20 par semaine, 1,50 par mois, 12 par trimestre, 120 par an.

Tarif des abonnements page 25

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS - CEDEX 10

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris 26 59 23

Tél. 246-72-23

La conférence de Londres

**Les principaux pays industrialisés
veulent réduire l'inflation et le chômage**

Le chef du gouvernement britannique, M. Callaghan, a ouvert samedi 7 mai en fin de matinée au 10 Downing Street la conférence des principaux pays industrialisés occidentaux, qui fait suite à celles de Rambouillet (1975) et de Porto-Rico (1976). Il était accompagné de M. Barre, qui regagne Paris dès samedi soir.

La première journée de ce « sommet » a été consacrée à la situation économique mondiale et, plus particulièrement, sur les problèmes du chômage et de l'inflation. Dimanche, en présence de M. Jenkins, président de la Commission de la C.E.E., seront abordées des questions plus spécifiques : commerce international, crises énergétiques, dialogue Nord-Sud.

Avant l'ouverture des travaux, M. Carter a reçu le chancelier Schmidt, qui avait auparavant, dans une interview à son chaîne de télévision allemande, évoqué les divergences de vues entre Bonn et Washington sur le sujet de l'installation nucléaire.

Vendredi soir, à l'issue du dîner qui a réuni les participants à la conférence (M. Giscard d'Estaing excepté), M. Carter a déclaré que le « sommet » ne devait pas se limiter à débiter sur la rédaction d'un communiqué final mais être « suivi d'effets ».

De nos envoyés spéciaux

Londres. — M. Carter a visité vendredi la région de Newcastle où se trouve la demeure ancestrale de la famille de George Washington. Cette excursion lui a permis de se livrer à un impressionnant exercice de « relations publiques », en lançant un message au monde occidental et surtout en célébrant, avec beaucoup de lyrisme, l'amitié « indissoluble » et les « liens spéciaux » entre la Grande-Bretagne et les États-Unis : « de nos jours, tant que président, à ce que nos liens et buts communs deviennent encore plus forts dans les années à venir », a-t-il déclaré.

M. Carter a insisté, d'autre part, sur le besoin de renforcer les États-Unis avec leurs alliés, les États-Unis sont fermement décidés à utiliser toutes leurs forces économiques, politiques et sociales, de manière qu'aucune « philosophie concurrente » ne puisse tenir le monde libre en échec. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, à nous engager dans la rivalité idéologique sur l'ensemble du globe ».

MAURICE DELAURE
et JEAN WETZ.
(Lire la suite page 4.)

M. Jacques Chirac appelle « au nom du pays » les Français à résister à « la pseudo-fatalité des abandons »

Le président du R.P.R. prend la tête de la campagne de la majorité et réclame la priorité pour l'emploi

Parlant, vendredi 6 mai, dans le Donb, M. Jacques Chirac a annoncé qu'il prenait d'ores et déjà la tête de la campagne électorale de la majorité, appelant, au nom du pays, les Français à « résister à la pseudo-fatalité des abandons ». Critiquant certains aspects de la politique du gouvernement, le président du R.P.R. a insisté pour que la priorité soit donnée à la recherche du plein emploi sur la lutte contre l'inflation.

Avant de se rendre à Sochaux, le président du R.P.R. avait été reçu à déjeuner, en tête à tête, à l'hôtel Matignon, par M. Raymond Barre, qui avait ensuite rendu compte de cette conversation au président de la République à l'Élysée.

Selon l'entourage du premier ministre, l'entrevue avec M. Chirac a été « cordiale et positive ».

Le président du R.P.R. n'a fait état, lui, que du caractère « cordial » de la rencontre, et le discours qu'il a prononcé à Montbéliard montre que, sur la conduite de l'action économique comme sur la stratégie électorale, de graves désaccords demeurent entre, d'une part, M. Chirac et, d'autre part, MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre.

La concurrence qui se manifeste ouvertement entre MM. Barre et Chirac sur l'animation politique de la majorité se prolongera-t-elle jusqu'aux élections ? Fort de l'appui de M. Giscard d'Estaing, qui le considère comme le chef de cette majorité, M. Barre a l'intention de demander aux formations de la coalition gouvernementale si elles acceptent son arbitrage en matière électorale. Ainsi le R.P.R. devrait se soumettre à son autorité ou la récuser.

La campagne des législatives. M. Chirac a informé M. Barre non seulement de ses intentions mais surtout des décisions qu'il a prises. Selon lui, « à défaut de l'abandonner en profondeur, il faut substituer à l'effet d'entraînement du chef de l'État la séduction de formations diverses ».

Aux objections du premier ministre, le président du R.P.R. a répondu en soulignant l'urgence d'une action offensive contre l'opposition et la nécessité de proposer à l'opinion des mesures concrètes et spectaculaires.

ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 2.)

PARTIE SERRÉE AU PAKISTAN

L'agitation se poursuit au Pakistan. Selon l'opposition, au moins quatre personnes ont été tuées par les forces de l'ordre vendredi 6 mai à Lahore au cours de manifestations « à la mémoire des victimes de la répression ». D'autres affrontements, moins sanglants, ont eu lieu dans les principales villes. L'Alliance nationale pakistanaise — coalition des partis d'opposition — a appelé ses militants à célébrer la « Journée des martyrs » dans tout le pays.

Une partie serrée se joue. L'opposition accuse M. Bhutto, premier ministre, d'avoir « trahi ».

Les élections du 7 mars. En organisant périodiquement des manifestations d'ampleur nationale, l'Alliance cherche à faire pression sur le pouvoir, mais elle doit se garder de donner à M. Bhutto des prétextes pour renforcer les mesures d'exception. Le premier ministre souhaite au contraire des élections libres, en attendant les nouvelles élections doit-il sembler maintenant prêt à accepter la tenue.

L'opposition et le gouvernement doivent d'autre part éviter que l'armée ne trouve dans leurs affrontements un prétexte pour intervenir sur la scène politique.

De notre envoyé spécial

GÉRARD VIRATEL

Islamabad. — Quelles sont les forces qui composent l'opposition pakistanaise ? Le gouvernement du P.P.P. est mis en échec depuis deux mois par un rassemblement dirigé par de vénérables moulans (prêtres musulmans), quelques sardars (chefs de tribus) prônant l'autonomie régionale pour mieux sauvegarder leur influence sociale et un général en retraite pourfendant le sévère de la « dictature ». Formé à la mi-janvier seulement, ce rassemblement, allant de la droite à l'extrême droite et comprenant deux cour-

ants régionalistes, a pu emporter de nombreux suffrages aux élections législatives du 7 mars. Le procès qu'il fait à M. Bhutto n'est pas seulement dû aux irrégularités électorales commises par le parti gouvernemental, il se fonde sur sa façon de conduire le pays en autoritaire présumé.

Les abus du pouvoir ont favorisé un réveil des forces conservatrices et réactionnaires. La gauche et l'extrême gauche sont quasiment absentes de la vie politique. Le P.P.P. était à l'origine une formation réformatrice, laïque et moderniste. Ses membres sont aussi à l'aise en costume européen que dans le turban. Mais le P.P.P. avait le soutien de propriétaires terriens, classes à laquelle appartient son président, M. Bhutto, mais il se présentait comme une formation populaire énonçant des principes d'inspiration socialiste — ayant l'ambition de mobiliser les masses. De fait, il rencontre une large adhésion des étudiants, des ouvriers, des paysans et d'une nouvelle classe moyenne, suscitant, en outre, l'approbation des milieux d'affaires. Après cinq ans d'exercice du pouvoir, le parti gouvernemental n'a plus de militants parmi les étudiants.

Socialisme et tradition

Les ouvriers apprécient les avantages qui leur ont été concédés (congés payés, assurances maladie, primes, garantie d'emploi...) mais ils déplorent aussi les entraves permanentes à la vie syndicale. Les paysans devraient bénéficier de réformes (distribution de terres, garantie de tenure...) et ont souvent l'espoir que le P.P.P. les libérera de l'oppression des gros propriétaires agribusiness, mais ils demeurent plus attachés à l'islam qu'attirés par le socialisme. A cause des réserves qu'a suscitées son « socialisme islamique », M. Bhutto

AU JOUR LE JOUR

Mât de cocagne

On reproche beaucoup, actuellement, aux hommes politiques en général et à M. Chirac en particulier de cumuler un trop grand nombre de mandats électifs.

Pourtant, il nous semble qu'un individu sain de corps et d'esprit peut parfaitement assumer toutes ses responsabilités sans léser les citoyens s'il sait organiser son emploi du temps.

Par exemple, en étant maître de 8 heures à midi, conseiller général à l'heure du déjeuner, conseiller régional en début d'après-midi et député jusqu'à la fin de la journée. Et avec une telle organisation, remarquez qu'il lui reste même ses heures de sommeil pour être président de la République.

BERNARD CHAPUIS.

UNE MILITANTE

Virginia Woolf et la condition féminine

En 1938, Virginia Woolf publie un livre qui fait scandale : « Trois Guinées ». En réalité, ce volume est une forme de triptyque et qui est un pamphlet, demeure si vivement scandaleux qu'il ne nous est donné de le lire en français qu'aujourd'hui, grâce à Viviane Forrester, qui non seulement l'a traduit mais l'a préfacé d'une façon remarquable. Le texte de Viviane Forrester, tiré de « L'Autre Corps », est plus et mieux qu'un avant-propos : c'est une analyse et un prolongement. « L'Autre Corps » exprime et révèle ce qu'il y a de toujours vivant, de toujours gênant, de bien certainement « scandaleux » dans « Trois Guinées » : un fait de civilisation tiré au grand jour, montré sans complaisance, livré dans sa crudité. Il s'agit de la condition faite aux femmes dans la société moderne.

Cette condition féminine, ce n'est pas la première fois que Virginia Woolf en parle. Elle a écrit « Une chambre à soi » (trad. mis en français par Clara Malraux), mais ici, dans « Trois Guinées », elle jette le masque. Elle dénonce. L'autodidacte un peu honteuse qu'elle est se sépare brusquement du snobisme propre au cercle de Bloomsbury, qui était son milieu intellectuel. Elle travaille à ce livre prodigieux, ultime : « Entre les actes ». Et elle note dans son « Journal » (dont des extraits ont été réunis en français sous le titre « Journal d'un écrivain »), alors que « Trois Guinées » est sous presse : « J'ai pris position. Je n'ai peur de rien. Je peux faire ce que je veux. J'ai cessé d'être célèbre, d'être sur un piédestal, je ne suis plus annexée par des sociétés, je suis indépendante à jamais... »

Militante socialiste, antinazie convaincue, Virginia Woolf, écrivain « Trois Guinées », avec cet art du concret et du sensible qui est désormais le sien, contemple des photographies terribles venues du front espagnol, mais aussi le visage de Hitler, celui de Mussolini, et elle répond à des lettres, à trois demandes d'aide et de soutien (d'une guinée chacune), adressées par des comités qui veulent éviter la guerre et sauver la civilisation.

HUBERT JUM.
(Lire la suite page 20.)

Old England
à choisir pour vous.

Dans un monde où l'expansion sera sans doute plus ce qu'elle était, les règles du jeu devraient changer. Mais comment y entre-t-on ? Dans le rapport annuel du Programme des Nations unies pour le développement, il est écrit : « Nous sommes en présence d'un mouvement vers une restriction de la maîtrise de l'économie mondiale, avec comme objectif primordial le développement et comme force motrice la recherche du davantage d'équité et de justice sociale. » En l'état actuel des rapports de forces entre les États, d'une part, entre des multinationales puissantes et des travailleurs divisés, de l'autre, cette phrase paraît plus correspondre à un souhait qu'à une réalité.

ROBERT LAFFONT

Pour une nouvelle alliance entre la ville et la campagne

CETTE TERRE EST LA VÔTRE

un livre de CLAUDE MICHELET

ASIE

PARTIE SERRÉE AU PAKISTAN

(Suite de la première page.)

Ces démonstrations ne s'accompagnent pas d'un grand progrès social dans un pays où les traditions semi-féodales restent fortes et où l'esprit de réforme trouve rapidement des limites. A plusieurs reprises, et encore la plus dernière, M. Bhutto a dû faire des concessions aux conservateurs religieux en interdisant la consommation d'alcool et les jeux d'argent, et en promettant l'« islamisation » rapide de la législation. De même a-t-il donné un coup de frein aux nationalisations.

La grande erreur du premier ministre, nous explique un sympathisant du P.P.P., a été d'introduire des réformes sans avoir mobilisé auparavant les ouvriers et les paysans, et sans disposer de courroies de transmission, l'administration traitant le pied. La mesure qui a soulevé le plus d'inquiétude, semble-t-il, est la nationalisation de l'industrie du coton et du décolorage du riz, décidée avec l'intention de sauvegarder les intérêts des petits agriculteurs. Cela a mécontenté de nombreux petits entrepreneurs. Mais le gouvernement a vu aussi se dresser contre lui les gros propriétaires fonciers, une partie des fonctionnaires qui ont perdu leurs privilèges ; des militaires et la retraite privée de certains avantages tels que la possibilité de trouver un emploi de faveur dans les entreprises publiques ; certains journalistes qui ont pris courageusement position contre les continuelles atteintes à la liberté d'expression.

Les préoccupations de l'A.N.P.

Devant l'ampleur de cette opposition, le P.P.P. a eu un réflexe conservateur. Il a choisi ses candidats aux élections de mars pour moitié parmi les notables issus généralement de milieux modérés ayant naguère combattu contre lui. Le parti a ainsi perdu beaucoup de son assise populaire. Deux secrétaires généraux, MM. J.-A. Rahim et Mubashir Hassan, considérés comme trop « idéalistes » par M. Bhutto, se sont séparés du P.P.P. qui n'est plus qu'un instrument au service d'un homme n'acceptant pas la démocratie au sein du mouvement.

L'alliance nationale est-elle pour autant au-dessus de tout soupçon ? Elle comprend une formation bien organisée, le Jamaat-I-Halemi, parti islamique partisan de l'économie libre dont le chef spirituel est le maulana (titre religieux) Meudoudi, vénérable personnage qui n'a pas été inquiété par le pouvoir pour le moment. Le président de l'alliance est le moufti Mahmoud, autre responsable religieux, d'une santé précaire, mais d'une foi inébranlable, qui dirige un mouvement islamique plus orthodoxe, le Jamaat-Ul-Islam-I-Halemi, influent dans les régions arriérées du pays. Autre formation importante de l'« alliance » le parti national démocratique, réorganisé du parti national Awami, interdit en 1974, dont les principaux chefs (MM. Wali Khan, Bizenzo, Mengesh), sont incarcérés depuis cette époque. Ce groupe est, avant tout, l'expression des « nationalismes » baloutche et pethan. Il est dominé par des ex-détachés de tribus, — (dont le régime a époué les privilèges) et des notables du baloutchistan et de la province de la frontière du Nord-Est.

Un second mouvement régionaliste défend, à l'intérieur de l'alliance, l'autodétermination de la province du Cachemire, partagée entre l'Inde et le Pakistan. Enfin, le parti du général d'armée adéenne (le général Agha Khan se caractérise surtout par l'inébranlable hostilité de son responsable à l'égard de M. Bhutto. C'est un groupe « modéré » qui plaide pour la réduction des écarts sociaux

et qui a des sympathies pro-américaines. S'il devenait un programme de gouvernement, le manifeste de l'A.N.P. marquerait, à n'en point douter, un pas en arrière. Son premier objectif est d'expurger « en un an » la législation pakistanaise de ses dispositions profanes, afin d'islamiser la société. En allant récemment dans ce sens, le premier ministre n'a pas pour autant désarmé ses adversaires. « On ne lui en demandait pas tant », a déclaré le maulana Meudoudi.

En tête des préoccupations de l'A.N.P. figure la lutte contre la corruption — qui ronge le régime — et pour « la justice sociale ». Se posant en défenseur des libertés démocratiques, l'A.N.P. demande le rétablissement des droits fondamentaux et de la liberté de la presse. Elle dénonce l'« initiative privée » dans l'enseignement (le gouvernement du P.P.P. a nationalisé certaines institutions privées), dans l'industrie et le commerce, et envisage de dénationaliser les petites unités de production. Elle voudrait enfin instaurer un climat favorable à l'investissement privé et donner la priorité au développement des ressources nationales et de l'agriculture. En fait, ce programme, d'inspiration très libérale, manque, comme les formations faisant partie de l'Alliance, de cohérence.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'opposition trouve ses appuis parmi la bourgeoisie urbaine (commerçants, industriels), les grands propriétaires terriens, mais aussi la classe moyenne et, notamment, certains employés de l'Etat et du secteur privé, rancuniers par les excès de pouvoir et affectés par la hausse des prix. Bien que sa direction soit entre les mains de patriotes, le mouvement compte beaucoup de jeunes dans ses rangs. « Nous sommes contre M. Bhutto parce qu'il est un dictateur et un socialiste », nous explique un responsable étudiant.

Contentieux avec les Etats-Unis

L'A.N.P. a-t-elle reçu l'aide des Etats-Unis comme le proclame le premier ministre ? En a-t-elle besoin ? Son assise sociale lui assure d'embles des bailleurs de fonds. Les Etats-Unis ont sans doute des raisons de prêter ombrage à l'esprit d'indépendance de M. Bhutto, notamment parce qu'il veut doter de tout son pays d'une capacité nucléaire. Là est la pierre d'achoppement dans les relations américano-pakistanaises. Jusqu'à l'avènement du régime du P.P.P., les Etats-Unis avaient toujours eu un « penchant » pour le Pakistan, loutant souvent sa classe dirigeante et le modèle de développement d'inspiration occidentale qu'elle a adopté. M. Bhutto est cependant montré un seul difficile et il vient de se lancer dans une diatribe qui jette un froid sur les rapports entre les deux pays.

On blâme les Etats-Unis de nos propres lectures, nous a déclaré un libéral pakistanaise, soulignant que le peuple crédule aime les drames et est sensible aux manœuvres de diversion. Le Pakistan n'est cependant pas le Chili. Certains Américains ont pu, malgré tout, se prendre de sympathie pour ces apôtres de la libre entreprise qui sont les dirigeants de l'A.N.P. Ont-ils jeté un peu d'huile sur le feu pour mettre à l'épreuve le régime ? Quel qu'il en soit, le département d'Etat a semblé montrer sa préférence pour l'opposition révolutionnaire en mettant son veto à une livraison de grandes lettres moyennées pour la police pakistanaise. C'est « la preuve flagrante », selon Islamabad, de « l'ingérence » américaine. Washington est d'autre part revenu sur sa décision de nommer M. Voei, spécialiste des questions nucléaires, ambassadeur à Islamabad.

L'installation de l'usine de retraitement de déchets nucléaires vendue par la France est, au Pakistan, une affaire nationale. « Les gens sont convaincus que les Américains nous nient le droit de posséder ce qui est nécessaire au bien du pays », nous confie un journaliste. Avant même l'annonce de la découverte d'un nouveau procédé d'enrichissement de l'uranium par des chercheurs français, le Pakistan paraissait engagé de façon irrévocable. Non seulement le contrat est signé depuis longtemps, mais les transferts de technologie seront achevés dans quelques mois. Les travaux de fondation sont en cours et les experts pakistanaise continuent normalement à suivre une formation en France. M. Bhutto n'a nulle intention — il ne cesse de le répéter — de renoncer à cette usine, et l'opposition, que l'on sache, ne lui a pas demandé de la faire.

Sans doute les Etats-Unis devront-ils faire contre mauvaise fortune bon cœur s'ils entendent conserver l'influence prépondérante qu'ils ont eue pendant de nombreuses années dans ce pays. M. Bhutto sera amené à faire preuve de meilleurs sentiments par la suite. Aucun pays n'accorde au Pakistan une aide économique et

financière aussi importante que celle reçue des Etats-Unis, premier partenaire commercial. Cette aide représente encore 30 % de l'assistance occidentale et japonaise. Souffrirait-elle des ambitions nucléaires d'Ismail ? Sur le plan militaire, Washington a, pour cette raison, refusé de vendre au Pakistan — mais ce pays aurait-il eu les moyens de le acheter — une centaine de chasseurs-bombardiers A-7. L'embargo sur les livraisons de certains matériels militaires américains au Pakistan, comme à son rival indien, a été levé en avril 1975, mais pour se porter acquiescer d'armes, il faut des fonds. Enfin, le Pakistan fait toujours partie du traité de l'Asie centrale (CENTO) et participe régulièrement à ce titre à des manœuvres militaires communes avec l'Iran, la Turquie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. « Nous voudrions poursuivre notre étroite coopération », vient d'écrire M. Vance à M. Bhutto, en niant qu'il ait un soutien américain à l'A.N.P.

Le rôle de l'armée

Dernière pièce de l'échiquier : l'armée. Depuis qu'elle a affirmé sa loyauté, sa position n'est plus une incertitude. Cependant les militaires souhaitent éviter une confrontation avec la population, que rendrait inévitable un pourrissement de la situation politique. Bien qu'elle ait pour mission prioritaire de faire front à l'Inde, l'armée pakistanaise est souvenue venue par le passé à la rescousse des autorités civiles aux prises avec des difficultés politiques. Son intervention dans les trois grandes villes a sauvé le régime. Celui-ci a apporté ces dernières années un soin tout particulier à la modernisation et à la réorganisation de ses moyens de défense. L'objectif de M. Bhutto a toujours été de rendre l'armée pakistanaise capable de rivaliser — ce qui n'est pas le cas actuellement — avec celle de l'Inde en la confinant à son rôle traditionnel et en la tenant à l'écart des activités politiques. Aussi bien bénéficie-t-elle du motif des crédits du budget fédéral.

Le gouvernement du P.P.P. a aussi développé les forces de sécurité — C.R.S. pakistanaise — pour les opérations de maintien de l'ordre. Mais cela ne s'est pas révélé suffisant pour faire face à une situation comme celle créée par l'agitation de l'opposition. D'autre part, le premier ministre a veillé à ce qu'aucun haut responsable militaire ne prenne trop d'ascendant. Il a réduit les périodes d'effectivité des officiers supérieurs, accordé sa confiance à une personnalité civile, le général Tikka Khan, récemment nommé ministre de la défense et à la sécurité nationale. Ainsi a-t-il évité tout le mal de l'Inde, qui n'est pas dans la tradition des militaires pakistanaise, et le soukainisme d'officiers qu'il a limogés ou affectés à des postes diplomatiques depuis cinq ans ne semblent pas constituer non plus une menace.

En revanche, l'armée — disciplinée et organisée — serait, en cas d'impasse politique, le dernier rempart du régime condamné à suivre une voie plus autoritaire. Si, au prix de quelques artifices juridiques, M. Bhutto décréta de guerre lasse le loi martiale dans l'ensemble du pays, il risquerait de devenir prisonnier des militaires. Il n'aurs recours, pense-t-on, à cette solution qu'en désespoir de cause.

En revanche, le premier ministre ne saurait sans doute se légitimer contester un appelant à de nouvelles élections. Il y a semble-t-il pour autant que ses adversaires ne lui ont pas de sa démission immédiate un préalable.

GERARD VIRATTE

Thaïlande

LE COMITE DE SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE THAILAIS, 88, rue de Bayonne, 75001 Paris, dans une déclaration publiée à Paris signée par des représentants des partis et des syndicats de la gauche française, dénonce « le sort imposé au peuple de Thaïlande » depuis six mois, « exige l'arrêt des tortures dans les prisons, la libération immédiate des prisonniers et la restauration de toutes les libertés démocratiques » et affirme que « plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées » depuis le coup d'Etat du 6 octobre.

RECTIFICATIF. — L'article sur le Vietnam, publié dans le Monde du 27 avril, comportait des erreurs dans l'impression des chiffres. Dans le paragraphe relatif à la dette extérieure, il fallait lire : « Les importations ne sont actuellement couvertes qu'à 20 % (en 1973, le Sud les couvrait à 5 % environ, le Nord à 30 %). Plus loin, dans le paragraphe concernant la production agricole, il a été écrit que « l'augmentation prévue est de 30 % par an ». Il s'agit en fait de 30 %.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Pretoria estime inopportune une visite de M. Andrew Young

De notre correspondante

Johannesburg. — En répondant à un journaliste qui lui demandait s'il considérait le gouvernement sud-africain comme illégitime, M. Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis près des Nations unies, avait déclaré, il y a plusieurs semaines, un tollé de protestations parmi les Blancs d'Afrique du Sud. Le département d'Etat s'était alors empressé de présenter les excuses des Etats-Unis.

Aujourd'hui, le gouvernement sud-africain reproche à l'ambassadeur de vouloir pénétrer dans le pays pour rencontrer des Africains sans passer par les voies normales pour en demander l'autorisation. Il menace de le refuser s'il se présente aux frontières.

La lune de miel entre M. Young et l'Afrique du Sud blanche, qui voyait en lui un diplomate « modéré » en comparaison avec les parlementaires américains, MM. Charles Diggs (représentant démocrate du Michigan) et Dick Clark (sénateur démocrate de l'Iowa), qui lors de leur visite en décembre dernier n'avaient pas rencontré des Africains sans passer par les voies normales pour en demander l'autorisation. Il menace de le refuser s'il se présente aux frontières.

Une épreuve de force semble même engagée.

Citant un porte-parole américain, la presse sud-africaine annonçait, vendredi 6 mai, que l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU rendrait une visite à l'Afrique du Sud les 10 et 20 mai, après sa tournée en Afrique. Ce voyage était présenté par la presse comme un défi et une contrepartie à la réponse à Venise du premier ministre, M. John Vorster, avec le vice-président américain, M. Mondale, prévue aux mêmes dates. Le programme de M. Young comprenait des discussions avec des hommes d'affaires, une conférence à l'université du Witwatersrand, mais surtout des entretiens avec des leaders africains.

Quelques heures après l'annonce de cette nouvelle, M. P. K. Botha, ministre des affaires étrangères, envoyait un télégramme au gouvernement américain lui faisant savoir que la visite de son représentant ne « serait pas convenable », son but étant « différent de ce qui a été convenu à l'origine », et M. Young n'étant pas passé par les voies normales pour demander les autorisations nécessaires.

A l'origine de cet incident se trouve une proposition de M. Harry Oppenheimer, président de l'Anglo American Corporation, d'organiser une rencontre entre M. Young et des hommes d'affaires sud-africains. Il était convenu, a expliqué vendredi un porte-parole américain à l'ONU, que M. Oppenheimer apporterait le gouvernement sud-africain et nous informerait des résultats. C'est pour cette raison que M. Young n'a accompli aucune démarche personnelle auprès des autorités.

M. Botha voit d'un autre œil le processus suivi par l'ambassadeur. L'attitude de M. Young révélerait clairement ce qu'il a voulu dire en déclarant que le gouvernement sud-africain était illégitime. Je ne vois pas pourquoi il ne viendrait pas lui rencontrer des hommes d'affaires et parler aux étudiants, mais, selon les dernières informations, le but de sa visite est différent. Nous représentons une nation libre et indépendante et nous n'élions pas ramper devant un pays.

La commission de l'ONU sur les sociétés transnationales a adopté, vendredi 6 mai, une résolution qui demande que les sociétés de l'industrie transnationale investissent en Afrique australe et de se retirer progressivement de la région. Cette résolution, présentée par treize pays africains, plus la Colombie, le Yémen du Sud, la Jamaïque, le Mexique, le Panama et la Yougoslavie, a été adoptée par 36 voix contre 4 (Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni), avec 7 abstentions (Australie, Canada, Espagne, Italie, Japon, Pays-Bas et Suède). — (A.F.P.)

Les autorités angolaises ont démenti la formation sur le territoire cabindais d'un « gouvernement provisoire de la République du Cabinda », annoncé à Paris (le Monde du 6 mai). Luanda a appelé l'attention de la France sur les manœuvres qui consistent à former des cadres militaires et à leur fournir des armes, ce qui constituerait une violation de la loi de la République angolaise. Le gouvernement assure que la totalité du territoire national angolais se trouve sous son contrôle militaire et administratif. — (A.F.P.)

الدستور

أسبوعية سياسية مستقلة

كل يوم سبت من باريس

في هذا العدد :

- الملك حسين في واشنطن : رحلة «الإسلام الأخير»
- بشير الجليل «المستور» : حريته المقيدة ضد الشرعية
- الأسديليار الجميل : لا وحدة بين سورية ولبنان

هـ فركات

AD-DASTOUR

La revue politique et économique du moyen-Orient

51.

Rhodésie

A la demande des nationalistes

LES ETATS-UNIS RENONCENT A PARRAINER LA PROCHAINE CONFERENCE CONSTITUTIONNELLE

Londres (A.F.P.). — La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont renoncé à « coopérer étroitement » en vue de chercher un règlement négocié du problème rhodésien, a déclaré samedi 6 mai le porte-parole du Foreign Office.

Il a fait cette mise en garde après les déclarations de M. Andrew Young, ambassadeur américain à Rhodesie. Celui-ci avait affirmé, à l'issue d'une entrevue avec le secrétaire d'Etat américain M. Cyrus Vance, que les Etats-Unis avaient décidé d'annoncer à « coopérer » avec la Grande-Bretagne une éventuelle conférence constitutionnelle à la Rhodesie.

Le porte-parole a souligné qu'après l'« accord commun » qui fut abouti vendredi 4 mai, M. Vance et David Owen, secrétaire au Foreign Office, à la Grande-Bretagne et les Etats-Unis agissent « conjointement » pour obtenir une solution du problème rhodésien.

De source britannique autorisée, on ajoute qu'il n'est pas question pour le moment d'un « coparcenaire » de la conférence mais de la recherche des modalités pratiques à aboutir à un règlement de coopération anglo-américain. On ajoute qu'on ne s'attend pas à ce que la conférence soit « élaborée » par la recherche des modalités pratiques à aboutir à un règlement de coopération anglo-américain. On ajoute qu'on ne s'attend pas à ce que la conférence soit « élaborée » par la recherche des modalités pratiques à aboutir à un règlement de coopération anglo-américain.

M. Owen avait récemment affirmé que les Etats-Unis prendraient part « de plein droit » à la conférence envisagée. L'opposition des nationalistes africains à toute participation directe d'« tiers » aux futures négociations semble donc avoir amené Londres et Washington à modifier leur « stratégie commune ».

Toute attaque contre l'Angola sera considérée comme une attaque contre Cuba

déclare M. Fidel Castro

An cours d'un entretien d'une vingtaine d'heures à qu'il a tenu à la capitale cubaine, M. Fidel Castro a déclaré à propos de l'Angola : « Toute agression contre l'Angola sera considérée par nous comme une attaque contre Cuba. Qu'on le sache bien : aux côtés du peuple angolais, nous défendrons l'Angola avec tous les moyens à notre disposition. Nous resterons en Angola aussi longtemps qu'il le faut, en accord avec le gouvernement angolais de cette nation pour contribuer à la défense de ce pays et à la consolidation de son indépendance contre toute menace d'agression d'un quelconque genre. Aussi bien les Nord-Américains que Giscard d'Estaing, que Mobutu et que le roi Hassan savent parfaitement que Cuba ne participe en rien dans les événements du Zaïre. Il n'y a pas un seul instructeur cubain au Zaïre. Il n'y a pas un seul soldat cubain au Zaïre. Il n'y a aucune présence cubaine au Zaïre. »

Les autorités angolaises ont démenti la formation sur le territoire cabindais d'un « gouvernement provisoire de la République du Cabinda », annoncé à Paris (le Monde du 6 mai). Luanda a appelé l'attention de la France sur les manœuvres qui consistent à former des cadres militaires et à leur fournir des armes, ce qui constituerait une violation de la loi de la République angolaise. Le gouvernement assure que la totalité du territoire national angolais se trouve sous son contrôle militaire et administratif. — (A.F.P.)

Zaïre

KINSHASA CONFIRME LA LIBERATION DES SEPT JOURNALISTES DÉTENU

Kinshasa (Reuter). — Les sept journalistes occidentaux arrêtés il y a deux semaines au Zaïre et accusés d'avoir « participé à des activités d'espionnage » ont été libérés. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays.

Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays. Les sept journalistes ont été libérés et ont été autorisés à quitter le pays.

Cambodge

LE PRINCE SIHANOUK N'A PAS ÉTÉ AUTORISÉ A S'EXILER EN FRANCE

M. Ieng Sary et les révolutionnaires cambodgiens considéraient toujours le prince Sihanouk comme « un grand patriote », indique la Far Eastern Economic Review, de Hongkong, dans son numéro du 29 avril, en se référant à des propos tenus par le vice-premier ministre cambodgien lors de sa visite à Kuala Lumpur en mars (le Monde du 29 mars).

Le prince Sihanouk, a révélé M. Ieng Sary, voulait partir pour la France, mais les « camarades » l'ont mis en garde contre un tel projet, qui aurait fait de lui « un autre Bao Dai » (l'ancien empereur du Vietnam exilé en France). C'est pourquoi le prince Sihanouk vit avec sa femme dans le palais de Chamcar-Mon, qu'il s'était fait construire à Phnom-Penh avant d'être renversé par le maréchal Lon Nol, a affirmé M. Ieng Sary dans la conversation citée par la Far Eastern Economic Review.

L'ÉRYTHRE

Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés.

Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés. Les érythréens qui ont occupé le territoire de l'Érythrée ont été libérés.

DIPLOMATIE

LE « SOMMET » DE LONDRES ET LES PROBLÈMES NUCLÉAIRES

LES PARTICIPANTS

Voici la liste des participants au « sommet » des grandes puissances industrialisées occidentales :

- ALLEMAGNE : M. Schmidt, chancelier ; M. Genscher, ministre des affaires étrangères ; M. Apel, ministre des finances.
- CANADA : M. Trudeau, premier ministre ; M. Jamieson, ministre des affaires extérieures ; M. Macdonald, ministre des finances.
- ÉTATS-UNIS : M. Carter, président ; M. Vance, secrétaire d'État ; M. Blumenthal, secrétaire au Trésor.
- FRANCE : M. Giscard d'Estaing, président de la République ; M. Barre, premier ministre et ministre des finances (3 mai seulement) ; M. Boulin, ministre délégué (3 mai seulement) ; M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères.
- GRANDE-BRETAGNE : M. Callaghan, premier ministre ; M. Owen, secrétaire au Foreign Office ; M. Healey, chancelier de l'Échiquier.
- ITALIE : M. Andreotti, président du conseil ; M. Forlani, ministre des affaires étrangères ; M. Stambelli, ministre du Trésor.
- JAPON : M. Fukuda, premier ministre ; M. Hatayama, ministre des affaires étrangères ; M. Ba, ministre des finances.
- COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE : M. Jenkins, président de la Commission économique européenne, participera aux travaux du 8 mai. Il sera vraisemblablement accompagné de M. Haferkamp, vice-président chargé des relations extérieures, et Ortol, vice-président chargé des affaires financières.

A Bruxelles, l'Union mondiale des démocrates-chrétiens publie un manifeste politique

« L'Europe sera pluraliste ou elle ne sera pas » estime M. Tindemans

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — Les dirigeants de l'Union mondiale des démocrates-chrétiens, qui regroupent quarante-cinq partis sous la présidence de M. Mariano Rumor, ancien président du conseil italien, se sont réunis, vendredi 6 mai, dans la capitale belge. Ils ont tenu une conférence de presse, le texte d'un manifeste politique que se réclameront, désormais, les formations membres de l'Union.

Les différentes personnalités qui ont présenté le manifeste, en particulier M. Rumor, Eduardo Frei, ancien président de la République du Chili, et Léo Tindemans, premier ministre belge, ont insisté sur le caractère résolument « mondialiste » du texte adopté, d'une manière générale, des liens qui existent entre les différents partis démocrates-chrétiens, de plusieurs continents. Fidèles à leur tradition centriste, les formations représentées ont, d'autre part, voulu à ne pas apparaître comme privilégiées de leur anti-communisme : ils ont aussi fait la démonstration répétée de leur hostilité aux dictatures de droite. C'est sans doute ce double souci d'internationalisme et d'équilibre qui a conduit la gauche européenne de l'Union, en particulier, à adopter une résolution dans laquelle elle « exige que les autorités nationales prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir que leur pleine liberté d'expression et d'activité, et procèdent au rétablissement de la démocratie qui a, au Chili, une tradition séculaire ».

A propos de l'eurocommunisme, dont il a été question à plusieurs reprises au cours des débats, une douzaine de partis démocrates-chrétiens européens se sont réunis mardi à Genève un rapport dans lequel il était indiqué que la structure interne des P.C. intéressés (français, italien et espagnol) « reste fortement autoritaire et centralisée » et fondée sur « la négation et la répression de toutes les formes de dissension ».

D'une manière générale, les formations démocrates-chrétiennes membres de l'Union estiment que l'autonomie des partis communistes occidentaux est étroitement limitée par deux impératifs que leur assigne l'Union soviétique : ne pas s'opposer à celle-ci lorsqu'elle prend de grandes décisions de portée internationale, et ne pas tenter d'interférer dans un sens « eurocommuniste » la ligne suivie par les P.C. d'Europe de l'Est.

Les « interlocuteurs naturels »

Les représentants européens de la démocratie chrétienne se sont, d'autre part, interrogés, à Bruxelles, sur les contours idéologiques précis de leur famille politique. Doivent-ils, en particulier, se considérer comme homologues des formations qui se réfèrent explicitement ou implicitement au christianisme ? De nombreux participants estiment que la dimension chrétienne de la morale politique dont ils se réclament fait justement l'originalité de ce courant.

Mais plusieurs autres jugent plus réaliste et plus efficace de tenter de réunir l'ensemble des formations modérées. M. Helmut Kohl, président de la C.D.U. (démocratie chrétienne allemande), ne cachait pas, dans les couloirs de la réunion, que pour lui la notion de « parti frère » devait permettre à l'Union d'accueillir en son sein une formation comme le P.P. au même titre que les centristes français qui restent les « interlocuteurs naturels » de l'U.M.D.C. M. Strauss, président de la C.S.U. (démocratie chrétienne bavaroise), s'est d'ailleurs entretenu récemment à Paris avec M. Chirac de la coopération possible entre les deux formations (le Monde du 4 mai).

Il est vrai que les principes définis par le manifeste publié à Bruxelles sont suffisamment généraux pour que ceux qui s'y rallient d'autres formations que celles qui ont signé. Ces principes, énoncés dans le chapitre consacré au fonctionnement de la démocratie, précisent que celui-ci exige la « participation de tous », notamment grâce aux partis, aux syndicats, et à l'exercice du suffrage universel. L'Union mondiale des démocrates-chrétiens estime que la démocratie suppose aussi « un État de droit, non confessionnel et à vocation sociale », la décentralisation et la séparation des pouvoirs, la liberté de l'information et « l'abolition des discriminations politiques et des injustices sociales ».

Le manifeste insiste aussi, à plusieurs reprises, sur les vertus du pluralisme politique, non seulement d'ordre moral, mais aussi d'ordre pratique. M. Tindemans a récemment déclaré : « L'Europe sera socialiste ou elle ne sera pas » (le Monde du 4 mai). Le premier ministre belge a jugé cette déclaration « respectable », et, paraphrasant le premier secrétaire du P.S. français, il a conclu : « L'Europe sera pluraliste ou elle ne sera pas ».

BERNARD BRIGOULEUX.

Le président Houphouët-Boigny, chef d'État de la Côte-d'Ivoire, s'est déclaré, vendredi 6 mai, lors du déjeuner que la Commission des Communautés européennes donnait en son honneur à Bruxelles, en désaccord avec les pays du tiers-monde qui demandent un moratoire de leur dette à l'égard des pays industrialisés. « Si nous demandons un moratoire de nos dettes, a-t-il dit, nous nous mettons plus en retard que nous ne sommes prêts ».

M. Barre : l'Europe doit prôner une liberté organisée de ses échanges avec les pays tiers

Prenant la parole au dîner organisé le vendredi 6 mai au Sénat par la section française de la Ligue européenne de coopération économique (L.E.C.E.), qui fêtait son trentième anniversaire, M. Barre a analysé les causes des difficultés que rencontre le Marché commun. Le premier ministre a notamment évoqué :

- 1) La crise économique mondiale, qui a commencé dès la fin des années 60 du fait de la politique des États-Unis, et qui s'est aggravée avec la « coup de boutoir » du quadruplement du prix du pétrole en 1973. « C'est mirifique que l'Europe y ait résisté », a-t-il déclaré, bien que les réactions de la Communauté n'aient pas été aussi efficaces qu'on l'aurait souhaité. « Pour résoudre les grands problèmes de l'heure, a-t-il poursuivi, il est essentiel qu'une « somme » de Londres les New York marquent leur volonté de coopération avec les États-Unis et le Japon, mais aussi qu'ils défendent leur position dans le domaine commercial ».

2) La double pression à laquelle l'Europe est soumise à la fois de la part des pays du tiers-monde et de certains pays industrialisés, comme les États-Unis et le Japon. « Sans remettre en cause le niveau de liberté des échanges », a déclaré M. Barre, « l'Europe doit prôner une liberté organisée de ses échanges avec les pays tiers ».

3) Les problèmes posés par l'élargissement du Marché commun aux pays du sud de l'Europe. « L'Europe doit réfléchir aux conséquences d'un nouvel élargissement. On sait que l'uniformité plus difficile à neuf fois six. Qu'en sera-t-il à

douze ou douze ans ? Notre devoir est d'empêcher l'évolution vers une zone de libre-échange que certains — même d'inspiration du Marché commun — appellent de leurs vœux ».

4) Le fait que l'Europe n'est pas rassemblée par les peuples : « Qui se sent réellement citoyen de la Communauté ? », a demandé M. Barre. « Faut-il se lancer dans un happening institutionnel ? Je ne le crois pas. Faut-il renoncer à toute ambition ? Je ne le crois pas non plus. Il faut faire avancer les choses avec une patience de forgeron ».

Avant l'allocution du premier ministre, MM. Olivier Giscard d'Estaing et Lucien de Saint-Loire, respectivement président et secrétaire général de la L.E.C.E., avaient pris la parole. Ainsi que l'ambassadeur de Belgique à Paris, le prince de Mérode, MM. Hermann Ahs, Edouard Bonneton, le comte René Boël et Louis Leprince-Ringuet.

Ce dîner avait été précédé d'un colloque présidé par M. Alain Fohet, où des communications avaient été présentées par MM. Kitzinger, Pierre Werner, Michel Colinet, Sir Geoffrey Rippou et Jacques Tessier. — P.D.

Reduire l'inflation et le chômage

(Suite de la première page.)

Vendredi soir, le dîner auquel M. Callaghan avait invité les participants au « sommet » s'est déroulé dans une atmosphère « amicale et détendue ». Ce sont les termes employés par le président américain, semblable à ce qu'il a fait allusion à l'incident diplomatique dont il a été l'occasion : la présence de M. Jenkins, président de la Commission européenne, et l'absence consécutive de M. Giscard d'Estaing, absence jugée dans les milieux américains comme un geste de mauvaise humeur regrettable.

M. Callaghan avait résolu les difficiles problèmes protocolaires en groupant ses invités en trois tables : une pour les chefs d'État et de gouvernement, une pour les ministres des affaires étrangères, et la troisième pour les ministres des finances. On l'a vu, M. Jenkins, la France n'était représentée que par M. de Guiringaud. M. Barre, en tant que ministre des finances, n'est, en effet, arrivé à Londres que samedi matin.

Après dîner, M. Callaghan fit faire à ses invités le tour du propriétaire, commentant la décoration et l'histoire du 10, Downing Street. On perçut apparemment très peu de curiosité. Seuls les ministres des affaires étrangères eurent une conversation un peu suivie sur les négociations du Nord-Sud et les rapports avec le tiers-monde. Plusieurs ministres mirent leurs collègues au courant de leurs récents voyages au Proche-Orient et M. de Guiringaud leur raconta la conversation qu'il avait eue le matin même avec M. Guerrero, ministre des affaires économiques internationales du Venezuela.

Après cela, M. Callaghan a tenu un conseil de cabinet. Les participants à la conférence Nord-Sud, à 22 h 30, tout le monde était rentré chez soi.

MAURICE DELARUE et JEAN WETZ.

Les limites de pêche

DIFFICILES NÉGOCIATIONS ENTRE LA SUÈDE ET L'U.R.S.S. DANS LA BALTIQUE

Stockholm (A.P.). — Des négociations soviéto-suédoises sont en cours, depuis une semaine, à Stockholm, pour l'établissement des limites des zones de pêche des deux pays dans la Baltique. Les positions des négociateurs sont très éloignées.

La Suède, se fondant sur la convention de Genève sur les pêcheries continentales, adoptée en 1968, souhaite que cette limite soit calculée entre l'île de Gotland et la côte suédoise. Cette île, d'une superficie de 3 400 kilomètres carrés, est située à 90 kilomètres des côtes suédoises. Ainsi, Stockholm pourrait contrôler près de la moitié des zones de pêche de la Baltique contre 10 % actuellement.

L'U.R.S.S. se réfère à la convention de Gdansk de 1978, demande que la limite passe en mer, à égale distance des deux terres fermes, soit à 8 milles nautiques de l'île de Gotland.

L'île de Gotland abrite des bases navales et aériennes ainsi que des installations anti-aériennes.

LE SECRÉTAIRE AMÉRICAIN A LA DÉFENSE ESTIME QUE LES NÉGOCIATIONS SALT III PEUVENT REPRIRE DANS DE BONNES CONDITIONS.

De notre correspondant

Washington. — Le secrétaire à la Défense, M. Harold Brown, a confirmé, vendredi 6 mai, les objectifs limités du gouvernement américain dans la prochaine négociation avec les Soviétiques sur la limitation des armements. « Les chances d'aboutir d'un accord global d'ici au 3 octobre sont faibles », a-t-il déclaré. « Nous espérons aboutir d'une sorte d'accord plus modeste ».

Le secrétaire à la Défense a rappelé que l'accord de 1972 venait à expiration le 3 octobre, mais pourrait être prolongé, soit de manière explicite, soit tacitement, ce qui permettrait aux deux puissances de négocier sur un pacte global pour les dix prochaines années. Tout en confirmant que le gouvernement allait pas changer ses positions fondamentales à la prochaine rencontre de Genève (le Monde n'a pas pu faire de nouvelles propositions chaque fois que les Russes rejettent un plan américain), le secrétaire à la Défense a indiqué que le retard apporté à conclure un nouvel accord ne devrait pas nécessairement provoquer un accroissement de la production américaine d'armement.

Pour sa part, il n'a pas encore pris de décision en ce qui concerne le bombardier B-1, un appareil « très cher » et dont le développement devrait dépendre de l'aboutissement de la négociation des capacités de la défense aérienne soviétique dans les années 80 et au-delà. (1). Quant aux missiles de croisière, le secrétaire à la Défense, tout en notant que ses avis étaient en faveur de leur développement, a déclaré qu'il ne les présentait pas comme « l'arme du siècle », les considère comme très importants. « Les Russes ont raison de se préoccuper de leur développement », a-t-il déclaré, « mais ils ne doivent pas perdre de vue l'importance de la technologie américaine dans ce secteur », a-t-il dit.

De toute évidence, M. Brown, par la pondération de ses propos, s'efforçait de garder toutes ses chances à la prochaine négociation. Il a insisté sur l'importance des Soviétiques, que les États-Unis n'allaient pas se précipiter à leur baïonnette dans la course aux armements. En fin de compte, d'ici à octobre, le gouvernement américain espère arriver à un accord qui, selon le secrétaire à la Défense, reprendrait les limitations du compromis de Vladivostok et en ajoutant des dispositions concernant les missiles de croisière. Sur ce dernier point, les milieux du Pentagone sont très réservés. Ils rappellent que, d'ici à octobre, le gouvernement américain ne peut pas s'engager à un accord ni sur le principe ni sur les moyens de limiter les nouvelles armes. L'autre objectif est d'amener les Soviétiques à s'engager à ne pas développer de nouvelles armes de longue portée.

La prédominance de l'équipement américain

Au sujet de l'OTAN, le secrétaire à la Défense a précisé l'achat par les États-Unis d'une plus grande quantité de matériel militaire à l'Europe. « La prédominance européenne des armes et de l'équipement ne s'est jamais vue au sein de l'Alliance », a-t-il dit. Bien sûr, l'inégalité persiste, étant donné que les Européens n'achètent pas autant d'armes que les Américains, mais M. Brown estime que les Européens devraient pouvoir vendre davantage de brevets, car, a-t-il ajouté, « il y a des choses qu'ils font bien et peut-être mieux que nous ». En matière de standardisation, il a indiqué que le projet d'un char germano-américain fait des progrès et qu'un accord sur l'emploi commun du même combustible, des mêmes appareils de visée et des bandes de roulement. La seule question à régler est celle d'installer le canon ouest-allemand de 120 millimètres sur le char américain.

Enfin, dans la perspective de la prochaine rencontre des ministres de la Défense de l'OTAN, M. Brown a dit qu'il était important de consolider les forces classiques de l'Alliance. « Il est urgent d'améliorer l'équipement et l'entraînement des forces de l'OTAN. Nous devons acquiescer à la capacité de renforcer plus rapidement les forces américaines et alliées en Europe ».

HENRI PIERRE.

(1) Selon l'A.P.F., qui se contente de citer « une source sûre », l'administration démocrate demanderait prochainement au Congrès de voter les crédits nécessaires à la construction du bombardier stratégique B-1.

A la conférence de Salzbourg

Les délégations étrangères sont réservées après l'annonce du nouveau procédé français d'enrichissement de l'uranium

De notre envoyé spécial

Salzbourg. — Le nouveau procédé français d'enrichissement de l'uranium sur lequel M. Giraud a donné quelques précisions, vendredi 6 mai, à Salzbourg, sera vraisemblablement dans la zone des prix de revient économiques. C'est ce qu'a affirmé vendredi après-midi, au cours d'une conférence de presse, l'administrateur général délégué du Commissariat à l'énergie atomique, entouré de MM. Fréjaud, qui a dirigé les équipes de recherche ayant mis au point le procédé de l'enrichissement de la France, et de MM. Coudane, journaliste anglais, et Coates, responsable au C.E.A. de la politique d'enrichissement.

« Une grande responsabilité »

Pour établir la compétitivité de ce nouveau procédé d'enrichissement, par rapport aux autres procédés existants ou en cours de développement, il sera nécessaire de construire une usine de démonstration de 50 à 200 000 unités de travail de séparation par an, a souligné M. Giraud, indiquant que cette construction pourrait se faire en coopération avec d'autres pays intéressés. Selon lui, si la décision de franchir cette étape est prise au milieu de cette année, cette installation de démonstration pourrait entrer en service à la fin de 1979. Mais la production industrielle, elle-même, ne devrait pas commencer avant la fin des années 80. Cela implique, notamment d'après M. Giraud, qu'il ne puisse pas avoir d'interférence avec les projets Eurodif et Corefid.

« C'est une grande responsabilité que nous avons prise en faisant cette annonce », a affirmé M. Giraud, responsable que nous ne pensions pas devoir prendre seuls ».

L'annonce française a été suivie avec beaucoup d'attention à la conférence nucléaire de Salzbourg, et on pouvait compter, au milieu des très nombreux journalistes présents à la conférence de presse, un certain nombre de spécialistes et de représentants des délégations étrangères.

AVANT LE COMITÉ CENTRAL CONSACRÉ AUX PROBLÈMES MILITAIRES

M. Baillet (P.C.F.) rappelle que la force nucléaire représente un fait incontestable

A moins de cinq jours de la convocation du comité central du P.C.F. sur les problèmes de la défense nationale, M. Louis Baillet, député communiste de Paris, a déclaré, le 6 mai, à l'occasion de la commission de la Défense nationale interne au P.C.F., publiée en première page de l'Humanité du 6 mai, un article où il écrit notamment : « Les communistes sont conscients que la situation de l'armée française est préoccupante, celle de l'Armée de terre, de l'Armée de l'air, de la Marine, de la Gendarmerie, de la Police nationale, de la Sécurité nationale, de la Défense nationale, de la Défense civile, de la Défense sociale, de la Défense économique, de la Défense culturelle, de la Défense spirituelle, de la Défense morale, de la Défense intellectuelle, de la Défense physique, de la Défense psychologique, de la Défense politique, de la Défense juridique, de la Défense administrative, de la Défense financière, de la Défense matérielle, de la Défense immatérielle, de la Défense individuelle, de la Défense collective, de la Défense nationale, de la Défense internationale, de la Défense universelle ».

M. Baillet estime, dans ces conditions, que « les appels sont contraindre à de longs mois d'attente », et qu'il faut, de ce fait, constituer un « état-major » pour les propagandistes de l'armée de métier ainsi que pour les groupements antimilitaristes.

On remarque, à cette occasion, que le député communiste réitère ses affirmations de l'année dernière (le Monde du 18-19 avril 1976) selon lesquelles le développement des forces armées nucléaires, armes atomiques, était un élément nouveau important dont il est impossible de ne pas prendre acte. A la télévision, quelques jours après, le secrétaire général du P.C.F., M. Georges Marchais, s'était, lui aussi, prononcé en faveur d'une « défense tout armée », refusant, cependant, de préciser si le sous-marin nucléaire représentait cette forme de sécurité.

Directeur adjoint du Centre d'études et de recherches marxistes, M. Jean Elieinstein, a, de son côté, à plusieurs reprises, déclaré qu'une défense moderne ne pouvait être privée des moyens nucléaires existants.

Reprenant des propos de M. Jean Elieinstein, membre du bureau politique du P.C.F., qui indiquait dans le Monde diplomatique

Les premières réactions sont cependant réservées : la délégation française s'est abstenue de donner trop de détails qui auraient permis notamment de se faire une idée des performances obtenues par la méthode française, et on s'attend de toute façon à ce que la plus grande discrétion soit la règle dans les discussions qui pourraient s'ouvrir à Salzbourg entre la France et les autres pays éventuellement intéressés à coopérer avec elle.

Le sentiment des autres délégations, qui se tiennent dans une prudente réserve, peut se résumer par les quelques phrases prononcées par un délégué américain : « M. Giraud n'est pas entré dans les détails. Nous sommes très intéressés par les méthodes d'échanges chimiques, particulièrement par leur aspect de non-prolifération, mais nous ne pouvons réellement pas nous abstenir de proposer de cette nouvelle méthode française ».

XAVIER WEEGER.

LES ÉTATS-UNIS REPRENNENT LES LIVRAISONS D'URANIUM TRÈS ENRICHIS

Le département d'État américain annonce que les États-Unis vont reprendre les livraisons d'uranium très enrichi à divers réacteurs de recherche du monde entier. La décision a été prise mercredi soir par le président Carter.

Ces exportations portent sur 544 kilogrammes d'uranium enrichi à plus de 90 %. Elles concernent des installations situées en République fédérale allemande, au Canada, en Belgique, aux Pays-Bas, au Japon et en France (réacteur à haut-flux de Grenoble, qui dépend d'une association internationale comprenant la France, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne).

Les livraisons d'uranium enrichi avaient cessé en juillet, mais les États-Unis n'avaient pas annoncé leur intention de les interrompre.

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE ÉTUDIENT LA POSSIBILITÉ DE STANDARDISER LEURS CHARS DE COMBAT.

Bonn (A.P.F.). — MM. Von Bülow et Georg Leber, ministres français et ouest-allemand de la Défense, se sont rencontrés vendredi 6 mai, à Hambourg, en faveur du développement de la coopération d'armement entre les deux pays.

Les deux ministres se sont déclarés favorables à un projet de char, soit franco-allemand, soit produit en coopération avec les alliés des deux pays. Si ce projet ne pouvait être réalisé, a expliqué le porte-parole du ministère ouest-allemand de la Défense, les deux pays pourraient poursuivre un effort de standardisation de pièces de rechange, suivant l'exemple de la coopération américano-ouest-allemande portant sur les chars Leopard et M41 de Chrysler.

La tourrille et les différents pièces, qui ont besoin d'être fréquemment remplacées, doivent au moins être standardisées. Cela inclut les canons et les chenilles, a expliqué le porte-parole ouest-allemand.

Partout
à l'ensemble des sociétés publiques et privées

Staline a-t-il tenté de

À travers le monde

Inde

Israël

Joseph L. ...

MÉRIQUES

après et le département d'État se refusent à toute assistance au Vietnam

La guerre et la... États-Unis

Canada

M. TRUDEAU A-T-IL TRAITÉ DE CH... DE « TYPE COINTE »

Les américains abolissent la situation confuse

Une situation confuse

LE VENEZUELA démocratie pétrolière

Le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez vient de faire une tournée des pays du Golfe. L'un des thèmes des discussions, bien entendu, est le retour à un prix unique du pétrole.

Une telle éventualité est souhaitée à Caracas, puisqu'elle mettrait fin à la cassure intervenue, en décembre dernier, à la conférence de Ooha entre les pays de l'OPEP. M. Pérez est, en tout cas, décidé à aller très loin sur le volet des concessions pour obtenir gain de cause. Il a, en effet, déclaré que sa position était désormais « assez semblable à celle de l'Arabie Saoudite et des Émirats arabes unis » — les deux seules nations, parmi les treize de l'Organisation, qui ont décidé de refuser des augmentations supérieures à 5 %.

L'unification des prix, a assuré le chef d'État sud-américain, pourra intervenir à la fin de mai.

À la fin de ce mois, présidents, doit avoir lieu, à Paris, la réunion au niveau ministériel des pays participant à la conférence sur la coopération économique internationale — le dialogue Nord-Sud, — coprésidée par le représentant du Venezuela.

Ces deux événements manifestent l'importance internationale prise par un pays qui, jusqu'à une date récente, n'avait guère su tirer parti de son statut d'important exportateur de pétrole. C'est, curieusement, à peu près lorsqu'elle s'est vu revir, en 1970, la première place mondiale comme vendeuse d'« or noir » — que cette République sud-américaine s'est lancée dans une « grande diplomatie ». Celle-ci est résumée en un mot dans l'interview que nous a accordée M. Ramon Escovar Salom, ministre des affaires étrangères : « Solidarité ».

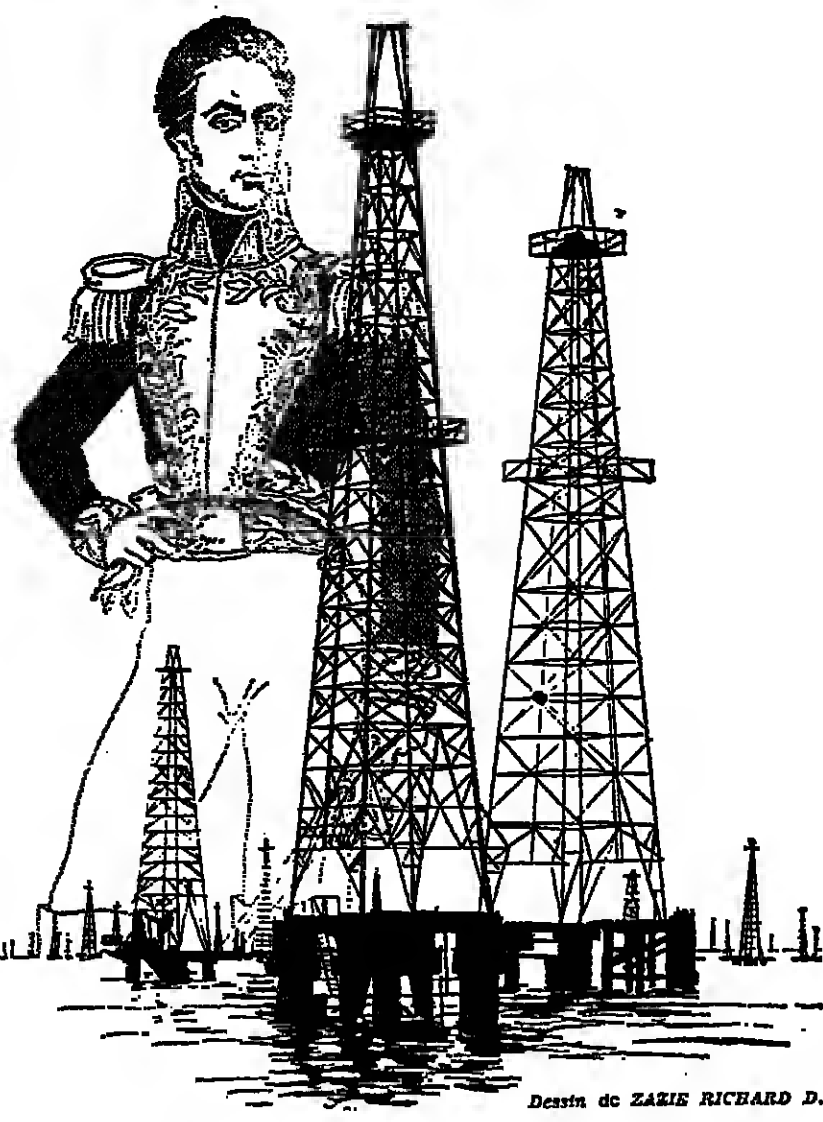
Plus tôt, et plus clairement peut-être, que d'autres capitales du tiers-monde, Caracas a pris conscience que, dans le domaine international aussi, l'union fait la force des faibles. Payant d'exemple, elle a pris vers la fin des années 60 des initiatives qui ont été à l'origine directe de la création de l'OPEP en 1960. On sait comment cette organisation a, depuis lors, contribué à valoriser les richesses enfouies dans le sous-sol du pays.

Cette manne pétrolière ne sera pas éternelle, malgré les grands espoirs soulevés par l'exploration progressive des contours de la « ceinture de l'Orénoque ». Aussi les Vénézuéliens ont-ils tout fait pour ne pas laisser passer l'occasion de transformer le flot des pétrodollars en actions, en œuvres d'électrologie d'homme, en barrages, en navires de commerce, en lignes de chemin de fer, en fermes rentables, etc. Toute une politique officielle de l'État a été mise en œuvre pour garantir, en lignes de chemin de fer, en fermes rentables, etc. Toute une politique officielle de l'État a été mise en œuvre pour garantir, en lignes de chemin de fer, en fermes rentables, etc.

Cela ne va pas sans gaspillage, compte tenu des énormes pertes de pétrole, par exemple, qui ont été constatées dans les pipelines de la région du delta. Mais, malgré les efforts de redistribution d'un gouvernement qui se réclame de la social-démocratie, la plupart des déshérités de ce pays vivent sans doute mieux que naguère ; mais les espoirs de gain des plus riches augmentent bien plus encore.

« Semer le pétrole » ne suffit donc pas. Il faut la « démocratie », selon une formule que nous avons entendue de la bouche de l'ancien président démocrate-chrétien, M. Rafael Caldera. L'un des moyens les plus sûrs, sinon le plus aisé, d'y parvenir est, naturellement, de créer des emplois et de qualifier les Vénézuéliens — notamment les nombreuses femmes — pour les occuper.

La démocratie vénézuélienne — sujet d'orgueil pour beaucoup de citoyens de ce pays, par-delà leurs oppositions partisans — souvent très formelles — ne peut sans doute se perpétuer que si un tel effort est consenti. Les principaux bénéficiaires du système — la bourgeoisie d'affaires, mais aussi les classes moyennes, également — l'irrigues — par le pétrole — sont-ils prêts à payer le prix indispensable à la survie de cette plante devenue rare dans un continent submergé par le totalitarisme ?



Desin de ZAKIE RICHARD D.

UNE INTERVIEW DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Indépendant mais responsable »

« Monsieur le ministre, quelle est l'idée centrale de la politique étrangère vénézuélienne ? »

— La politique étrangère du Venezuela cherche à développer une solidarité internationale d'un type nouveau entre les pays d'Amérique latine et entre les pays du tiers-monde.

« Pour ce faire, il convient d'abord de créer avec eux et entre eux des liens politiques. Il s'agit, ensuite, de développer la plus large base d'entente au sein des communautés, afin de corriger le déséquilibre actuel dans ce domaine. Tel est l'un des buts de la conférence de Paris, le dialogue Nord-Sud.

« Des liens politiques, qu'est-ce à dire ? Il me paraît que le Venezuela, pays démocratique, ne peut pas renoncer aux principes démocratiques, en particulier à la défense des droits de l'homme. Le fait indéniable, que les pays latino-américains — comme les autres pays du tiers-monde — aient des régimes politiques différents ne les empêche pas de développer des consultations, de procéder aux rapprochements indispensables à la création de ce nouveau type de solidarité. Le Venezuela a été partenaire de l'intégration dès le commencement de son histoire. Même quand il n'avait pas de pétrole, notre pays estimait déjà que l'avenir de l'Amérique résidait dans l'intégration conformément aux idées de Simon Bolívar et des autres fondateurs du pays.

« Aujourd'hui, grâce à ce nouvel instrument qu'est le pétrole, nous pouvons, croyons-nous, être plus actifs.

« Les programmes d'intégration en cours connaissent une phase difficile. C'est le cas de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALC), et même du échange Andin. Nous en concluons que le chemin est difficile, non qu'il est impossible.

« Quelles sont les limites d'une politique d'indépendance du Venezuela face aux États-Unis ? »

— Le Venezuela est un pays démocratique, conscient de ses limites. Aussi aspirons-nous à mener une politique très indépendante, mais aussi très responsable. Notre volonté d'indépendance ne ressortit pas à la rhétorique ; elle n'est pas de l'ordre de l'émotion. Le radicalisme verbal ne nous intéresse pas : il ne permet pas une politique étrangère sérieuse.

« Chaque pays a une responsabilité internationale, qui est fonction de ses données propres. Le Venezuela est conscient que ses responsabilités sont celles d'un petit pays ; mais il n'en croit pas moins qu'il peut avoir de l'influence.

« Nous disposons, en particulier, d'un instrument — je me réfère, bien entendu, au pétrole — qui nous confère une responsabilité très importante. Pour nous, avoir du pétrole, ce n'est pas seulement une grande chance, c'est aussi une responsabilité. D'où nos efforts de coopération économique avec les nations d'Amérique centrale et avec d'autres pays latino-américains. Le Venezuela consacre sans doute près de 3 % de son produit national brut à la coopération internationale. C'est là beaucoup plus que ce que consacrent les Nations unies ; beaucoup plus, également, que ce que font d'autres pays aux ressources pourtant supérieures aux nôtres — nations européennes ou, plus généralement, industrielles.

« Avec les États-Unis, nous aspirons à avoir des relations de coopération, mais sans esprit de soumission. Nous souhaitons avoir, envers eux, une attitude amicale, loyale et, conséquente, mais aussi digne et indépendante. Nous avons avec eux un point commun très important : nous croyons à la défense des valeurs démocratiques. Le Venezuela, nous le savons, a été formé aux principes de la révolution française et américaine. C'est bien pourquoi nous partageons les valeurs de la démocratie occidentale.

« Nous sommes, aujourd'hui, extrêmement satisfaits des positions du président Carter sur les droits de l'homme. Nous sommes convaincus que ce thème prendra une importance capitale dans les années à venir et que le monde démocratique occidental doit se battre pour le défendre. La société occidentale, en effet, a fait montre de son efficacité dans nombre de domaines : la technologie, la capacité de produire, la gestion de l'économie. Mais les valeurs de l'Occident se sont dévalorisées. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Occident n'a pratiquement pas fait grand chose pour défendre ses valeurs. Or il a, aujourd'hui, une occasion exceptionnelle de renouer avec sa tradition morale, en levant bien haut la bannière de la défense des droits de l'homme.

« Quelle peut être la contribution de l'Europe à l'indépendance réelle du Venezuela ? »

— Nous avons des liens exceptionnels avec les pays de l'Europe occidentale. Prenons le cas de la France. Ce n'est pas une simple admiration intellectuelle pour elle. Nous sommes étroitement liés à elle par nos liens politiques, économiques, culturels. D'autres pays européens ont eu également une influence sur nous. Il est certain que si nous voulons avoir une présence en Amérique latine, il nous est indispensable d'entretenir des relations étroites avec l'Europe. Le rôle de l'Amérique latine dans son ensemble ne sera entendu, dans le concert mondial, que si notre continent établit des relations solides avec l'Europe.

« Or, malheureusement, depuis la Seconde Guerre mondiale, son influence en Amérique latine a été très limitée, pour des raisons d'ailleurs assez à comprendre. À présent, le courant recommence à passer. Nous voyons cela avec beaucoup d'intérêt, pour l'avoir voulu pendant longtemps. Nous avons déjà reçu plusieurs dirigeants européens.

« C'est une nouvelle chance, à la fois pour l'Europe et pour l'Amérique latine. Nous avons besoin de l'Europe, mais la crois que l'Europe, elle aussi, a besoin de nous.

« D'autre part, nous nous réjouissons de l'ouverture démocratique tant au Portugal qu'en Espagne, et nous l'approuvons.

DES PROBLÈMES DE RICHES

L'art difficile de semer le pétrole

« Saut coup de chien international, évidemment imprévisible, seul clash intérieur, que je ne vois pas poindre à l'horizon, et si les dirigeants de ce pays ne commencent pas à trop graves erreurs, la suite optimiste sur l'avenir économique du Venezuela, au moins pour les quatre ou cinq prochaines années », nous déclare cet observateur étranger.

De fait, Caracas est aujourd'hui une métropole extraordinairement animée, et Maracaibo, deuxième ville du pays, ne lui cède guère. Partout, ce ne sont que chantiers nouveaux, bulldozers et grues en action : essouffement, le bâtiment va... Sur les routes, des processions de camions, et, des six heures et demi du matin, des files ininterrompues de voitures dans les rues de la capitale. Le voyageur qui attend à l'aéroport, l'aéroport international, survole des dizaines de bateaux attendant leur tour pour décharger dans le port de La Guaira. Tout, dans ces parages, témoigne d'une intense activité, fomentée par les quelques 45 milliards de francs de rentrées pétrolières annuelles.

Quelques nuages

Les responsables de la politique économique vénézuélienne n'en sont pas moins attentifs à quelques nuages importuns.

L'un d'entre eux est l'inflation. Longtemps inconnue dans ce pays, elle a commencé à devenir un problème irritant en 1974, année du boom pétrolier. Des précautions avaient cependant été prises, dont la plus sérieuse était la création, en juin 1974, du FIV (Fonds d'investissement du Venezuela), gigantesque tirelire destinée à « geler » une partie de la monnaie en vue d'investissements futurs. Bien que le calcul du taux d'inflation donne lieu, à Caracas, à des controverses au regard desquelles celles de Paris semblent modestes, nul ne conteste que les prix ont « flambé » en 1975 (environ 20 %). La situation semble s'être améliorée en 1976, même si la chiffre officiel (6 %) ne convainc personne. Les prix des logements, et ceux des produits alimentaires — malgré les taxes — ont grimpé au plafond.

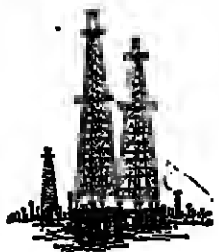
Un autre point préoccupant est un état d'esprit généralisé de gaspillage : une analyse de contenu de la presse révélerait sans doute que le mot *despilferio* est l'un de ceux qui s'y retrouvent avec le plus de fréquence. Les dépenses de fonctionnement de l'État sont passées de 15 milliards de bolívares (2) en 1973 à 37 milliards en 1976. Maints représentants de l'opposition assurent qu'il s'agit d'un gaspillage colossal. Le gouvernement assure que cette situation est due à l'augmentation de la consommation.

La réforme agraire, lancée en 1960, n'a guère modifié la situation d'une paysannerie demeurée, dans l'ensemble, assez misérable.

J.-P. C.

(Lire la suite page 11.)

(1) M. César Pérez est actuellement ambassadeur de son pays à Paris.
(2) Un bolívar égale environ 1,20 F.



< INDÉPENDANT MAIS RESPONSABLE >

(Suite de la page 7.)

● Pourquoi le Venezuela n'est-il pas membre du groupe des pays non-alignés, alors qu'il défend avec vigueur la cause du tiers-monde ?

— Nous avons, jusqu'à présent, préféré conserver notre position d'observateur auprès des non-alignés. Nous avons, avec ces pays, beaucoup de points communs. Mais nous pensons que notre situation actuelle est celle qui nous permet de mener, de la façon la plus satisfaisante, la politique que nous souhaitons, et nous n'envisageons pas de changer. Mais votre amitié et nos points communs avec ces pays sont incontestables.

● Vous souhaitez demeurer un pays du tiers-monde pas tout à fait comme les autres...

— Non. Nous voulons surtout demeurer totalement indépendant vis-à-vis des blocs de pays. Mais cela n'empêche pas le développement de lignes d'action commune.

● Le système économique latino-américain (SELA) n'est-il pas, jusqu'à un certain point, en opposition avec l'Organisation des États américains (O.E.A.) ?

— En aucun cas ! Le SELA est un système purement complémentaire de ce qui existe déjà. Ce mécanisme original, d'une conception très souple, n'est incompatible ni avec l'O.E.A., ni avec le pacte andin, ni avec l'Association américaine de libre-échange (ALALC), ni avec le marché commun centre-américain. L'O.E.A. a ses objectifs propres, et nous sommes de ceux qui pensent que cette organisation est nécessaire, qu'elle a sa place en Amérique latine. Il faut seulement qu'elle se renouvelle, qu'elle se transforme en une organisation moins conventionnelle, moins académique dans sa façon de traiter les problèmes de l'économie — en particulier les problèmes sociaux et économiques.

● Pourtant, un membre important de la famille latino-américaine — je me réfère à Cuba — n'en fait pas partie...

— L'idéal serait que Cuba revienne, un jour, au sein de l'O.E.A. Il faut que l'Organisation soit le plus complète possible.

● Ces derniers mois, le Venezuela a reçu de nombreux leaders socialistes, en sociaux-démocrates. En mai dernier, il y a eu une rencontre de l'Internationale socialiste à Caracas. Le président Pérez lui-même a assisté, en novembre dernier, à Genève, à la réunion de l'Internationale. Tout ceci correspond-il à un plan de gouvernement ou répond-il simplement aux affinités idéologiques du parti dirigeant, l'Action démocratique ?

— Il y a, d'abord, le désir de nous rapprocher de tous les secteurs démocratiques qui ont des affinités avec ce que nous faisons au Venezuela. Il y a donc, dans ce que vous avez décrit, une intention essentiellement politique : nous considérons comme important le fait que les leaders sociaux-démocrates connaissent un peu mieux les questions latino-américaines. De surcroît, nous croyons que nombre des problèmes posés par l'actuel déséquilibre de l'ordre économique mondial pourraient trouver plus facilement une solution si les leaders sociaux-démocrates européens avaient des positions plus actives, plus vigilantes sur ce sujet.

● D'une façon plus générale, nous désirons développer nos relations avec les leaders démocrates du monde entier, et pas seulement de l'Europe. À la réunion de Genève dont vous avez parlé, il y avait aussi le président Senghor, à qui j'ai officiellement rendu visite depuis lors, en décembre dernier. C'était la première fois qu'un ministre des affaires étrangères du Venezuela se rendait en Afrique. Or nous pouvons avoir, avec certains pays africains, des relations très étendues, en raison de notre commune culture latine. J'ai parlé de cela avec M. Senghor — l'un des hommes les plus intelligents, les plus agréables qu'il m'ait été donné de rencontrer, un grand homme d'État, de surcroît.

● Notre intérêt pour l'Afrique ne sera que grandir, car l'Océan Atlantique devient chaque jour davantage, un lac dont ce continent occupe une rive, et nous celle d'en face.

● Il est évident, de surcroît, que, pour tout ce qui touche au tiers-monde, les convergences entre eux et nous sont nombreuses. En ce moment, je m'efforce de lire tout ce que je peux sur l'Afrique, qui demeure, pour nous, l'Amérique latine, un monde largement inconnu. Dans les années à venir, nous allons devoir créer des liens très étroits avec ce continent et aussi, bien entendu, avec l'Asie.

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE CLERC.

POLITIQUE

LE VENEZUELA

DEMOCRATIE PETROLIÈRE

COPEI :
en progression
continue

Action démocratique : la ténacité d'un homme

À deux pas de la très belle place Simon-Bolívar — au cœur de l'unique quartier de Caracas épargné par la pioche acrobate des démolisseurs, — il faut passer la grille au fer forgé d'un palais néo-classique aux murs éblouissants de blancheur, dominé par une coupole dorée. On se retrouve dans une cour fraîche, plantée de palmiers. De graves messieurs en erpentent les allées de marbre; d'autres défilent, assis sur des bancs; d'autres encore, debout, participent à des discussions animées. Ce sont des députés et des sénateurs, élus librement par les citoyens du pays. Ce spectacle, banal en

Une plante fragile et pourtant vivace



Europe, fait aujourd'hui du Venezuela une des « bêtes curieuses » d'un continent livré, dans sa quasi-totalité, à toutes les formes — civiles et militaires — de l'oppression.

Phénomène récent dans un pays longtemps dominé par la cohorte des tyrans et tyrannaux dont Bolívar eut prophétisé l'événement : la démocratie vénézuélienne est aujourd'hui résumée par l'ère lutte pour le pouvoir que se livrent le parti majoritaire, l'Action démocratique, et la formation social-chrétienne COPEI, tandis qu'au sein d'une gauche divisée, le Mouvement vers le socialisme (MAS) apparaît de plus en plus comme une troisième force crédible.

Le système actuel est une plante fragile : trop de citoyens peuvent, à bon droit, s'en considérer comme de simples spectateurs; le fonctionnement même du parlementarisme commence à montrer des « ratés » inquiétants. Mais, à l'inverse, la démocratie vénézuélienne a montré sa force en se révélant capable d'attirer les extrêmes dans le jeu : d'anciens guérilleros, comme des sympathisants de la dictature déchu, ne sont-ils pas, aujourd'hui, députés ?

L'Action démocratique (A.D.), qui a dominé les trois dernières décennies de la vie politique du Venezuela, au pouvoir ou en exil, dans la clandestinité ou dans l'opposition, c'est d'abord un homme, tenace et courageux : Romulo Betancourt.

Libéral dans l'âme, homme de gauche ayant évolué vers des positions plus modérées par pragmatisme, démocrate intransigeant refusant tout compromis avec les totalitarismes de droite ou de gauche, adversaire farouche des dictatures militaires, dirigeant réaliste soucieux d'accélérer le développement de la nation en négociant avec la « puissance » de l'étranger : Romulo Betancourt est une figure prestigieuse de la classe politique latino-américaine.

Sans lui, le Venezuela ne serait peut-être pas aujourd'hui l'un des derniers refuges de la démocratie représentative en Amérique latine. Romulo a traversé la vie une éternelle pipe vissée au coin de ses lèvres minces, le regard incisif et volontiers ironique derrière les grosses lunettes à monture d'écaillé, animé par la seule rage de faire triompher ses idées politiques. Homme de passion générale, de dévouement, il a bien sûr le défaut de ses qualités : un caractère entier, peu porté à la conciliation et à la prudence.

Leader étudiant luttant, dans les années 30, contre la dictature de Juan Vicente Gómez, le « tyran des Andes », chef de parti forgeron dans l'ombre les structures de l'organisation; président civil, en 1954, d'une junte de gouvernement aux côtés de deux militaires; dirigeant banni mais indéfectible, contraint d'en-

treprendre une traversée du désert qui a duré dix ans; président de la République, de 1959 à 1964; leader suprême et respecté d'un parti de gouvernement qui continuait de « conseiller », même de ses retraites étrangères; dans toutes les étapes de sa vie d'homme politique, Romulo Betancourt est resté égal à lui-même. Cordial et simple dans ses relations personnelles, inflexible sur les principes.

L'âge et la maladie ont tassé la silhouette frêle, mais non pas le désir d'être l'inspirateur et le guide. Admiré et critiqué, contesté au sein même d'Action démocratique, il en reste, malgré tout, le numéro un indiscutable. Il est tout à la fois « père » de la patrie et « pontife » d'un parti qui a très largement contribué à l'éclosion d'un État démocratique et libéral dans une terre propice à l'épanouissement des caudilles. Avec le recul, on voit bien que Romulo, qui admirait de Gaulle, mais aussi Mendès France, a été vraiment à l'aise que dans le drame et les heures difficiles.

13 octobre 1945 : la « révolution d'octobre » du Venezuela, qui proposait, pour la première fois, Romulo au premier rang, est plus qu'une simple « conspiration » entre Action démocratique, seule formation d'audience nationale à l'époque, et un groupe d'officiers libéraux. C'est une « suite » logique de la deuxième guerre mondiale qui, dit Roosevelt, « a été faite pour en finir avec le totalitarisme sur toute la planète ». Appartenant à la génération de 1928, qui a lutté contre la dictature de Gómez, membre de l'Orbe (Organisation révolutionnaire vénézuélienne), il fonde, après avoir rompu avec les communistes, le parti démocratique national (P.D.N.), esquissé de l'Action démocratique, créée en 1940. En trois ans, de 1945 à 1948, Betancourt et l'A.D. définissent les principes de base d'une politique économique et sociale qui sera reprise après 1958.

24 novembre 1948 : l'armée prend le pouvoir, chasse l'Action démocratique. Ami du dominicain Juan Bosch, du costaricien Figueres, du péruvien Haya de la Torre, Romulo commence son troisième exil. Le dictateur Pérez Jimenez poursuit impitoyablement l'A.D., clandestine, dont plusieurs dirigeants sont assassinés. Betancourt, persuadé qu'il reviendra au pouvoir, prépare, en liaison avec les réseaux de l'ombre, la chute du régime militaire.

23 janvier 1953 : Pérez Jimenez est renversé. Le 7 décembre 1959, Romulo Betancourt est élu président de la République. Réforme agraire; poursuite du développement basé sur les ressources de l'« or noir »; progressive et lente prise en main par l'État de l'industrie pétrolière; rédaction d'une nouvelle Constitution démocratique, promulguée en 1961; mais aussi conflits aigus avec l'« aile révolutionnaire » de l'Action démocratique, hostile à la ligne de la « vieille garde » regroupée autour de Romulo; extension de mouvements de guérilla d'inspiration castriste; émeutes sanglantes; insurrections armées de Carupano et Puerto-Cabello en 1963;

période dramatique, violente, où Betancourt apparaît comme un « homme à poigne », résolu à se battre jusqu'au bout, mais hors la loi le parti communiste et le MVR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) soutenu par Cuba. Le 24 juin 1960, il s'échappe par miracle à la mort, victime d'un attentat terroriste ordonné par le dictateur dominicain Trujillo. Aux élections présidentielles de décembre 1968, Romulo réussit à imposer « son candidat », Raul Leon, compagnon des premiers jours, qui l'emporte avec 33 % des voix et prend ses fonctions en mars 1969.

Comparée à celle de son prédécesseur, la présidence de Leon apparaît presque sans histoire. Le contexte, interne et extérieur, avait changé. Battue, la guérilla d'extrême gauche se replie, accepte la main tendue par les dirigeants. L'Action démocratique, restée au pouvoir, demeure le parti dominant; mais elle doit affronter un parti social-chrétien (COPEI) en progrès, dont le leader, Rafael Caldera, est élu à la présidence en 1968.

La formation de Romulo Betancourt reconquiert le pouvoir en 1973 avec l'élection de Carlos Andrés Pérez, ancien secrétaire particulier de Betancourt, qui a repris, avec détermination la politique de nationalisation du pétrole, esquissée en 1946 par le premier gouvernement A.D. et poursuivie après 1968 par tous les gouvernements. Une scène symbolique, émouvante, illustre cette boucle qui se referme : le 1^{er} janvier 1976, près du lac de Maracaibo, la nationalisation de l'industrie pétrolière vénézuélienne est solennellement proclamée. Le rapace vénézuélien est hissé au-dessus du premier puits de pétrole découvert dans cette région. Carlos Andrés Pérez préside. Mais Romulo est là, en costume blanc, silencieux, méditant.

Permanences, triomphes, erreurs ou défaites : l'A.D. ressemble bien à son fondateur, et son histoire se confond avec celle du Venezuela moderne. Parti de personnalités, sinon de notables, dont les principaux sont, précisément, ceux qui ont entouré Romulo depuis le début : Pablo Pérez Alfonso, créateur de l'OPEP, José Antonio Mayobre, ancien président de la CEPAL, Gonzalo Barrios, Carlos Andrés Pérez...

Parti polyclassiste, s'appuyant sur la paysannerie, les « sols blancs » et le prolétariat urbain, l'A.D. suit une ligne réformiste et progressiste. Une social-démocratie vénézuélienne ? Sans doute, mais bien des nuances distinguent les « ados » de sociaux-démocrates européens.

L'un des plus grands succès de l'A.D., à l'indépendance, est d'avoir réussi à mettre une armée traditionnellement turbulente au service de l'État. Au soir de sa vie, Romulo peut être satisfait : le Venezuela est aujourd'hui l'une des rares et authentiques démocraties en Amérique latine. L'arrivée, à la Maison Blanche, d'un président démocrate est peut-être aussi, pour lui, une raison d'espoir.

MARCEL NIEDERGANG.

Pour vos opérations au Venezuela, le

BANCO PROVINCIAL SAICA

(Banque associée avec le Crédit Lyonnais)

vous offre les renseignements et les services
dont vous avez besoin

— Agences dans le pays

— Correspondants dans le monde entier

Toutes opérations

Au Venezuela, l'itinéraire de l'homme d'affaires commence au

BANCO PROVINCIAL SAICA

Marrón a Pelota n° 10, CARACAS

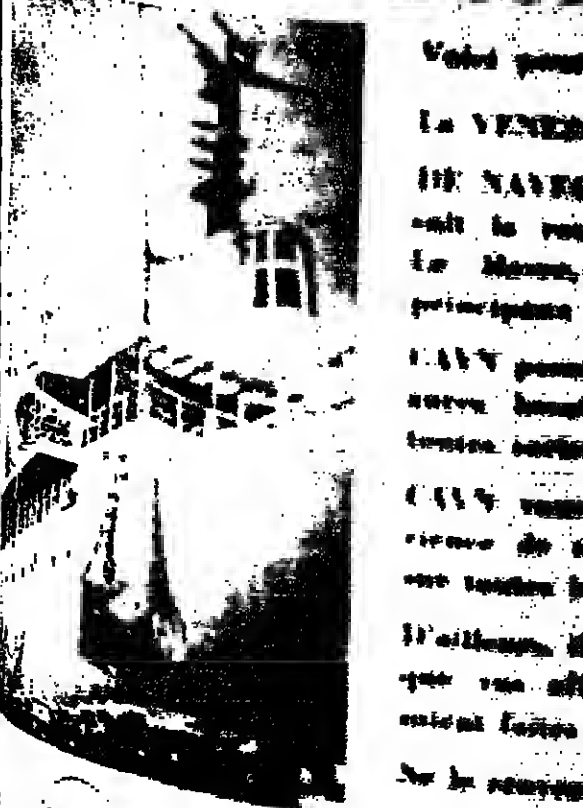
TÉLÉPHONE : 561-45-11

561-41-22

TÉLEX : 22837-22660-21501-21258

APARTADO 1269-CARACAS

SI LE VENEZUELA
EST VOTRE MARC
CAVN EST VOTRE
DE TRANSPORT
SANS AUCUN DOUTE



CAVINAVIA
INDOCHINA

JOYCE KITA

LE VENEZUELA

DÉMOCRATIE PÉTROLIÈRE

COPEI : en progression continue

EN janvier dernier, le parti démocrate chrétien COPEI (1) a fêté son trentième anniversaire. A cette occasion, les principaux dirigeants de la formation se sont mobilisés pour porter la bonne parole jusqu'aux points les plus reculés du territoire vénézuélien : sept cents manifestations publiques ont eu lieu en province. A Caracas, une grande fête populaire a été organisée au parc de Los Caobos. Les « vents » — telle est la couleur symbolique du COPEI, — qui avaient obtenu un million et demi de voix en 1973, s'apprêtent à repartir à la conquête du pouvoir aux élections de 1978.

La formation social-chrétienne possède, pour ce faire, trois atouts sérieux : une force populaire polyclassiste, un programme d'une incontestable maturité, une position idéologique de plus en plus révolutionnaire — ce qui est loin d'être négligeable dans un continent en proie à la faim, à la misère et à toutes les formes d'exploitation. Enfin, avec ses spécificités, cette formation s'intègre dans le courant mondial de la démocratie chrétienne — ce qui n'est pas, non plus, un atout négligeable.

Le dix-neuvième siècle s'est prolongé, au Venezuela, jusqu'en 1955, en raison de l'interminable dictature de Juan Vicente Gómez. La mort du tyran marque la fin d'une époque — celle de l'état oligarchique traditionnel — mais non encore le terme de la répression. Une nouvelle étape commence cependant en octobre 1945, avec la révolution civile et militaire dont Action démocratique a pris la tête. Trois mois plus tard, le 13 janvier 1946, alors que A.D. est déjà une formation très connue au plan national, un groupe d'universitaires dont aucun ne dépasse la trentaine fonde un parti, le COPEI, qui lancera pour les élections de 1947 la candidature du jeune avocat Rafael Caldera (1). Beaucoup de ces

jeunes gens avaient eu une certaine expérience politique au sein de l'Union nationale des étudiants (UNE), qui regroupait des diplômés de l'enseignement catholique.

C'était l'époque où, un peu partout, des chrétiens, influencés par les encycliques et la doctrine sociale de l'Eglise, s'efforçaient de trouver leur place dans un éventail politique dominé par la gauche marxiste.

En Europe, où la déroute du fascisme avait provoqué la montée en flèche de formations aux programmes populaires et humanistes, la démocratie chrétienne se voyait investie de la lourde tâche de reconstruire le continent.

En Amérique latine, il n'existait alors que trois petits partis démocratiques-chrétiens, au Chili et en Uruguay. Mais l'écho des succès initiaux des Schuman, des Adenauer, des Gasperi, avait rapidement traversé l'Atlantique.

La philosophie chrétienne française, de son côté, abrégeait les cercles universitaires de Caracas, où circulaient la revue *Esprit* et les œuvres de Mounier, de Maritain, de Teilhard de Chardin, et celles du Père Lubet. Tout cela a stimulé les premiers pas de COPEI.

Trop tôt

Pourtant, la principale raison du succès de cette formation est d'avoir su traduire en langage très « vénézuélien », concret, accessible à tous, une idéologie riche de promesses. Le COPEI n'a certes pas importé d'Europe un modèle tout fait.

Dès ses origines, ce message de COPEI a été entendu partout au Venezuela. Ces cercles d'étude et des centres de formation se sont créés. Le clergé, dans son ensemble, a appuyé le processus, de même d'ailleurs que des forces conservatrices — surtout celles des Etats-Unis de Madrid et de Teochitl. Ces jeunes catholiques se dressaient contre le communisme, mais, en même temps, ils dénonçaient le capitalisme — à la recherche d'une troisième voie. Durant toute cette période de 1946-1948, le COPEI s'opposait radicalement au gouvernement A.D., et notamment aux mesures prises à l'encontre de l'enseignement catholique.

En 1948, une nouvelle répression s'abat sur le pays à la suite d'un autre coup d'Etat militaire. Cette

fois, Action démocratique n'est pas seule visée : des personnalités démocrates chrétiennes connaissent elles aussi le clandestinité et les prisons. Rafael Caldera est arrêté avec beaucoup d'autres — dont Luis Herrera Campins, actuel pré-candidat du parti aux élections de 1978.

L'opposition de COPEI à la dictature éloigne définitivement de cette formation d'influences personnelles conservatrices, qui acceptent de collaborer avec le dictateur Pérez Jimenez.

La COPEI sera présente aux côtés d'autres forces progressistes dans la célèbre Junta patriótica qui renverse le général Pérez, le 23 janvier 1958. Aux élections de 1959, Romulo Betancourt l'emporte avec 60 % des voix. Mais l'électorat social-chrétien est sensiblement augmenté par rapport à 1947. En 1963, Action démocratique l'emporte encore, avec Raul Leon, mais la COPEI, qui obtint six cent mille voix, poursuit sa lente ascension.

En 1968, enfin, le candidat social-chrétien Rafael Caldera est élu avec plus d'un million de voix : l'opposition, pour la première fois, est vaincue au Venezuela.

Le gouvernement de COPEI jettera les bases d'une politique internationale « dera-mondiste » sans sectarisme, qui se poursuit aujourd'hui encore.

En 1973, le candidat de la D.C., Lorenzo Fernandez, obtint plus d'un demi-million de voix de plus que son prédécesseur — soit 32 % des suffrages. Mais ce n'est pas suffisant pour faire échec au candidat « adeco ». Carlos Andrés Pérez, l'actuel président, en effet, a réussi à relancer sur son nom l'unité d'un électorat socialiste qui, depuis vingt ans, s'était peu à peu dispersé, au fil de scissions successives.

Certaines affirmations qu'en 1968 COPEI a gagné trop tôt, et seulement en raison de la division du parti dominant, M. Gonzalo Barrios, de A.D., avait, il est vrai, obtenu 1,1 million de voix et M. Beltrán Prieto Figueroa, du MEP — une dissidence d'Action démocratique — en avait eu neuf cent mille. Les prochaines élections permettront sans doute d'y voir plus clair. Avec leur candidat déjà pratiquement désigné, les socialistes, pour leur part, s'y préparent très activement.

MILOS ALCALAY.

La gauche en miettes

FACE aux deux formations dominantes — COPEI et Action démocratique — la gauche vénézuélienne se présente en ordre dispersé, sans perspectives d'unité. Elle comprend au moins quatre formations, qui acceptent toutes les règles de la démocratie libérale : le MEP (Mouvement électoral du peuple), le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), le P.C.V. et le MAS (Mouvement vers le socialisme). Cet éparpillement traduit, d'une part, les difficultés de ce parti réformiste modéré qu'est l'A.D. à supporter, dans l'exercice du pouvoir, une solution progressiste aux maux profonds de la société vénézuélienne. Deux des formations de la gauche, en effet, sont nées de scissions de l'Action démocratique : le MIR en 1960, et le MEP en 1967. La situation de la gauche redouble, d'autre part, des erreurs d'analyse du parti communiste, qui ont conduit, en 1970, à une scission, et à la création du MAS en 1971.

L'atomisation est favorisée par le mode de scrutin — la proportionnelle à la plus forte moyenne, mais au niveau national — utilisé pour l'élection des députés et sénateurs : il permet à chaque formation — si minime soit son score — de disposer d'une représentation parlementaire, et donc d'une caisse de résonance publique.

Le P.C.V. ne s'est jamais remis de sa participation de 1961 à 1967, à la guérilla contre le régime constitutionnel des présidents Betancourt et Leon. Griétés par la révolution cubaine, les délégués au troisième congrès du P.C.V. se prononcèrent, en 1961, pour la lutte armée — malgré les réserves de nombreux dirigeants, dont l'actuel président, M. Gustavo Machado. Ils s'opposèrent, avec le MIR, le Front de libération nationale.

La guérilla se trouva rapidement isolée. Mais il fallut attendre 1967 pour qu'un nouveau congrès clandestin imposât le retour à la voie pacifique.

Le bilan était totalement négatif. Interdit de 1963 à 1968, le P.C.V. a, durant cette période, perdu une grande partie de son

assise ouvrière et intellectuelle, ainsi qu'une représentation parlementaire non négligeable.

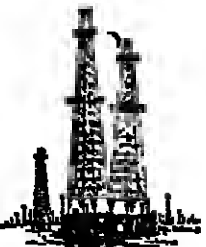
En 1970, la majorité des membres de son organisation de jeunesse le quitta. Bon nombre de ses dirigeants les plus prestigieux en font autant : parmi eux, MM. Pompero Márquez et Teodoro Petkoff, qui avait participé à la guérilla. Critiquant l'alignement sur Moscou et l'absence de définition d'une « voie vénézuélienne de passage au socialisme », les dissidents fondent le MAS.

Aux élections de 1973, le P.C.V. essuya un échec : il n'obtint que 1 % des voix, et deux sièges de députés. Des querelles internes, le vieillissement de ses dirigeants, la concurrence du MAS — qui se réfère systématiquement aux positions « euro-communistes » ont affaibli le P.C.V.

La troisième force politique

Le MEP, lui, est né en 1967 d'une dissidence de gauche de l'A.D. Il avait exécuté un grand nombre de dirigeants ouvriers et enseignants. Il dispose encore de certaines forces dans ces secteurs, mais elles sont grignotées par le MAS et le MIR. Son candidat à la présidence en 1973, M. Paz Gallaraga, secrétaire général du parti, avait obtenu 5 % des suffrages — contre 19,3 % à son fondateur, M. Beltrán Prieto Figueroa, en 1968. M. Prieto sera vraisemblablement, à nouveau, candidat en 1978. Bien qu'il soit une figure très populaire au Venezuela, il a aujourd'hui soixante-deux ans, ce qui est un handicap sérieux. Le « créneau » du MIR est désormais largement occupé par le MAS, voire le MIR. Tout comme l'Union républicaine démocratique (U.R.D.) — qui n'existe plus que par son chef, M. Jovito Villalba, autre septuagénaire — le MEP ne représente plus une force considérable sur l'échiquier politique.

Le MAS, d'A.D., ce jour, la grande bénéficiaire de la redistribution des forces à gauche. Son soutien, en 1973, à la candidature de M. José Vicente Rangel, parlementaire connu pour son courage et son intégrité, lui a permis d'élargir son audience au-delà des secteurs que ses positions marxistes-léninistes initiales portaient. Il lui a permis de toucher. Le MAS s'est imposé comme la troisième force politique du pays. Son objectif est de rompre la bipolarisation COPEI-A.D. qui domine la vie politique du pays. Il s'est employé avec succès, à partir de 1974, à associer son influence dans certains syndicats



— où il demeure, néanmoins, très minoritaire.

Parallèlement, le MAS s'efforce d'attirer à lui les classes moyennes, les cadres, et même les militaires. Il prête, ainsi, le flanc à l'accusation d'embourgeoisement. Il est classique, dans certains milieux de l'industrie et du commerce, qu'une variante à rose à de l'A.D. Bien que M. Teodoro Petkoff, le principal idéologue du parti, lui ait, un moment, disputé l'investiture pour la course à la présidence, M. José Vicente Rangel portera, à nouveau, les couleurs du MAS en 1978. Tout le monde s'attend à ce qu'il améliore très sensiblement son précédent résultat. Mais le parti lui-même ne paraît pas en mesure — il le reconnaît d'ailleurs — de mener seul le Venezuela vers la « socialisme pluraliste » qui reste son objectif. Le socialisme du MAS risque fort, d'ailleurs, d'être affaibli par son pluralisme.

Le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), quant à lui, a été fondé en 1960, à Maracaibo, par de jeunes dirigeants de l'A.D. Ils avaient participé à la lutte clandestine contre le dictateur Pérez Jimenez, mais ne se reconnaissent plus dans la « vieille garde » du parti, symbolisée par Romulo Betancourt. Interdit de 1963 à 1973, le MIR a fait preuve d'une étonnante capacité de récupération. Il a soutenu, en 1973 (et soutiendra vraisemblablement en 1978), la candidature de M. José Vicente Rangel. Il a un député. C'est dans les candidats qu'il a obtenu ses meilleurs résultats, en particulier chez les mineurs du fer et les ouvriers de la sidérurgie de la région vénézuélienne. Le MIR, après le MAS, s'apprête à faire son entrée dans la grande centrale ouvrière C.T.V., encore dominée par l'A.D. et le COPEI.

Le MIR, et bien davantage le MAS, ont ainsi le vent en poupe. Il reste à savoir si la démocratie libérale, qui s'accommodait aujourd'hui d'un sous-développement chronique et d'une inégalité criante des richesses, ne connaîtra pas de graves crises avant que la gauche vénézuélienne ait trouvé son unité. Faut-il de quel celle-ci s'expose à être au mieux un spectacle et au pire une victime.

BERNARD CASSIN.

SI LE VENEZUELA EST VOTRE MARCHÉ CAVN EST VOTRE MOYEN DE TRANSPORT SANS AUCUN DOUTE !



Voici pourquoi :

La VENEZOLANA DE NAVEGACION —CAVN— suit la route la plus directe entre Le Havre, Marseille et les ports principaux du Venezuela.

CAVN possède les bateaux dont vous aurez besoin pour le transport de toutes sortes de marchandises.

CAVN vous offre également l'expérience de ses 60 ans de navigation sur toutes les routes maritimes.

D'ailleurs, il nous semble très logique que vos affaires avec le Venezuela soient faites avec des Vénézuéliens.

Ne le croyez-vous pas ? Merci !



C.A. VENEZOLANA DE NAVEGACION "La Flotte Nationale" BUREAUX EN FRANCE:

LE HAVRE Plate - Rays And Cie - 147 Rue de Paris - Boîte Postale 1408 - 76067 Le Havre Cedex MARSEILLE Agence, S.A. - 31 Rue de Mazenod 13002 - Marseille.

FIVCA: LA MEILLEURE VOIE POUR INVESTIR AU VENEZUELA

Le Venezuela est un pays démocratique, qui avance vers la conquête de son développement. Ses ressources pétrolières, son exceptionnelle situation géographique et sa population l'ont placé à la tête du progrès en Amérique Latine. Dans le but de consolider l'effort d'hommes entreprenants vers la réussite et de donner un essor définitif à notre industrie, nous avons fondé la Financiera Industrial de Venezuela (FIVCA), avec un investissement de cent millions de bolivars.

FIVCA accorde des crédits pour l'expansion, le transfert ou l'installation de nouvelles industries, ainsi que pour l'acquisition d'actifs fixes.

FIVCA facilite le placement des obligations et sert d'intermédiaire entre

l'offre et la demande de capitaux. Ce groupe financier a pour but principal de servir les projets de financement pour la production et les investissements industriels. Afin de rendre un service effectif, FIVCA dispose d'agences et de succursales dans tout le Venezuela et d'un personnel qualifié qui garantit à ses clients un service rapide dans la concession des crédits et l'étude des solutions les plus appropriées.

Si vous pensez investir au Venezuela, vous pouvez nous appeler. Vous aurez ainsi l'occasion de participer d'emblée à notre essor industriel.

Adresse : Edif. Banco Industrial, Esq. Traposos, Av. Universidad, Piso 7. Tél. 441 03 76 - 441 44 31 441 34 53 - Télex : BIVCAVE 21354-21648-22899





IL-Y-AURA TOUJOURS DU COMBUSTIBLE À PORTÉE DE LA MAIN, MERCI À PETROLEOS DE VENEZUELA, S.A.

L'industrie pétrolière vénézuélienne est l'une des plus importantes du monde. Son réseau d'oléoducs est tellement vaste qu'il s'étend sur plus de 6 228 km.

Petroleos de Venezuela S.A. est la société mère qui coordonne un réseau comprenant 14 filiales, avec un effectif total de 23.600 employés, sous la direction de cadres vénézuéliens parfaitement compétents. Notre industrie pétrolière produit deux millions de barils par jour, sept jours par semaine.

Sa capacité de raffinage dépasse 1 554 000 barils par jour.

Grâce à sa situation géographique (face à la Mer des Antilles et à l'Océan Atlantique), à sa proximité

de zones industrielles extrêmement développées et à sa capacité de production et de raffinage, le Venezuela se trouve dans une situation privilégiée.

Petroleos de Venezuela S.A. peut fournir cette source d'énergie vitale à tous les principaux centres consommateurs du monde.

Du fait de sa vaste expérience dans l'industrie pétrolière, le Venezuela est fier de pouvoir offrir les services de Petroleos de Venezuela S.A., ceux de ses compagnies d'exploitation, comme la démonstration vigoureuse de l'engagement de ce pays dans la voie du développement.

Apartado 169 - Caracas 101.

**PETROLEOS
DE VENEZUELA S.A.**

Venezuela porte ouverte à l'investissement touristique

Situé à la porte de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Venezuela est un pays touristique par excellence. Des milliers de touristes le visitent chaque année. La monnaie y est stable, l'économie en progression constante, la population jeune, dynamique et accueillante.

Le gouvernement encourage tout, particulièrement, le développement du tourisme. Les investisseurs peuvent donc réaliser tous leurs projets : complexes touristiques, projets de transport terrestre, aérien ou maritime. La demande hôtelière croissante rend immédiatement rentable tout investissement en ce domaine.

Les bénéfices provenant des investissements touristiques sont exonérés de l'impôt sur le revenu. Les banques privées sont autorisées à financer les projets touristiques avec l'accord de l'Office du Tourisme du Venezuela qui fixe le montant des intérêts et des crédits octroyés par l'intermédiaire d'instituts bancaires vénézuéliens.

Le Fonds National de Développement Urbain, organisme de co-financement, accorde des crédits à long terme, à des taux d'intérêt très bas.

L'investissement touristique au Venezuela n'est pas une aventure. C'est une activité en pleine expansion, rentable, où l'investissement privé devient chaque jour plus important et bénéficie de l'aide de l'État sous forme de garanties, crédits et autres formes de financement direct ou indirect. L'État prend également à sa charge l'infrastructure touristique. Les démarches administratives sont menées rapidement.

Au Venezuela, la stabilité politique permet d'investir en toute sécurité; les bénéfices réalisés peuvent être exportés par les investisseurs.

Pour plus d'informations, veuillez écrire à l'Office du Tourisme du Venezuela, Apartado 50200, Caracas.



Venezuela

MINISTERIO DE INFORMACION Y TURISMO

ECONOMIE

L'art difficile de

Retenez
cette adresse.
A Caracas,
elle vous sera
utile.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Handwritten signature or stamp

ÉCONOMIE

LE VENEZUELA

L'art difficile de semer le pétrole

(Suite de la page 7)

Les transferts de fonds effectués dans ce secteur ont, semble-t-il, surtout enrichi les plus riches, et financé, en partie, l'exode rural des plus pauvres vers Caracas et les autres grandes villes du pays.

D'un point de vue technique, l'un des plus graves problèmes de ce secteur, la maîtrise de l'eau, n'a pas été résolu comme le prouvent les inondations et de sécheresses dont souffre le campo. Retenues d'eau et systèmes d'irrigation ne sont pas construits au rythme qu'on attendrait d'un pays ayant les moyens du Venezuela. Élevage hyper-intensif dans les llanos (2) et minuscule polyculture de subsistance dans les zones montagneuses demeurent les deux « manières », plutôt échec, de l'agriculture du pays.

Le gouvernement actuel fait un effort pour améliorer les conditions de vie dans les villages, et retient ainsi le source des candidats aux ranchitos (bidonvilles) de la capitale. Mais il n'empêche pas la concentration de la propriété. D'un point de vue strictement économique, il semble même placer, à terme, ses meilleurs espoirs sur les progrès d'une agriculture mécanisée et à haut emploi de capital.

L'un des blocages les plus dramatiques, enfin, que connaît le Venezuela est le manque d'hommes qualifiés. Il se fait sentir dans presque tous les domaines. Le plus visible est, évidemment, l'administration — un secteur pléthorique, où le recrutement se fait davantage, en fonction de critères politiques que de la compétence, et où la corruption est pratiquement courante. Mais le pays n'a pas, non plus, les ingénieurs, les techniciens, les gestionnaires qui requièrent une économie en expansion.

Cette situation s'explique, évidemment, par le fait que le pays n'est sorti que depuis peu de l'état de Moyen-Âge où l'ont gardé des régimes autoritaires et obscurantistes. « Le Venezuela ne comptait, en 1938, que mille cinq cents étudiants », nous a rappelé M. Salcedo Bastardo, ministre d'État à la présidence de la République. Le niveau actuel de l'enseignement primaire demeure, de l'événement général, lamentable. Dans la seconde, seuls des collèges privés ont un bon niveau. La situation est meilleure dans l'université. Le gouvernement de M. Pérez a voulu frapper un grand coup dans le domaine de la formation, en lançant le programme « Grand Marché d'Ayacucho » : dix mille bourses d'enseignement supérieur — dont une notable partie est destinée à des étudiants en formation à l'étranger.

Ces faiblesses structurelles sont celles de tous les pays en voie de développement. Elles se remarquent au Venezuela plus qu'ailleurs dans la mesure où ce pays est hébétément classé parmi les « riches », en raison de ses ressources pétrolières. Comment celles-ci sont-elles aujourd'hui employées ?

Financement de grands projets industriels : réalisation d'infrastructures

locales et nationales ; prêts et subventions à l'industrie et à l'agriculture ; dépenses sociales ; telles seraient les principales têtes de chapitre.

Au titre des grands projets industriels « lourds », c'est, évidemment, la Corporation vénézuélienne de la Guyane (C.V.G.) qui reçoit la plus grosse part du gâteau.

Ce coin négure désolé de la terre vénézuélienne, situé au confluent de l'Orénoque et du rio Caroni, est en train de devenir « la Ruhr » du pays. Mettant à profit l'immense potentiel hydro-électrique des fleuves de la région — captés aux barrages de Macaguri et, surtout, de Guri, — les énormes réserves de minerai de fer à haute teneur d'El Paso et de Cerro Bolívar, la proximité des gisements de gaz naturel d'El Tigre, et, enfin, les possibilités d'évacuation facile et à bon marché de matériaux pondéreux par l'Orénoque, les autorités ont décidé de fonder à Ciudad Guayana le grand pôle de l'industrie lourde nationale.

Les deux joyaux de la couronne

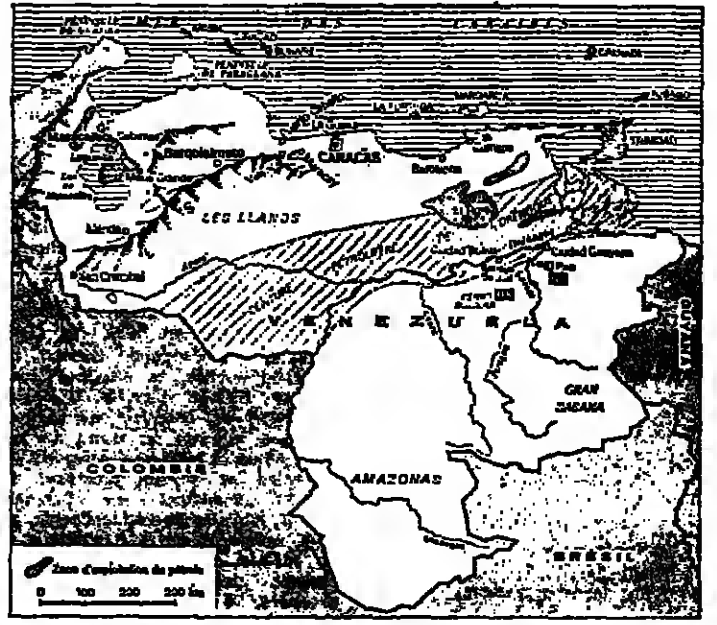
sont les usines de la Sidor — qui produisent actuellement 1,2 million d'acier — et de San-Felipe, est déjà une ville de 250 000 habitants. Il y a seize ans, lorsque fut fondée la C.V.G., elle n'en comptait que 40 000. Elle en aura, croit-on, 400 000 autour de 1980. On y respire le même air de santé et d'enthousiasme que dans tous les « fronts pionniers » de la planète. Ceux qui sont venus là savent pourquoi : meilleurs salaires, espère de promotion plus rapide. Les problèmes sont le manque d'espérance. La crise du logement est telle que l'on vient de racheter à l'Italie le petit hôtel Cristóbal Colombo, pour le transformer en hôtel.

Les autorités semblent décidées à garder au secteur public toute l'industrie lourde. Pour le reste, elles ne ménagent pas leur appui au secteur privé.

Durant les premiers mois de son mandat, M. Carlos Andrés Pérez, avait surtout fait solliciter de prendre des mesures « sociales » : aug-

mentation des salaires, obligation faite aux employeurs de créer carter : un quart, au moins, de la population potentiellement active, est au chômage, ou sous-employée. Le pourcentage des jeunes gens chômeurs est plus élevé encore. Le paradoxe est que cette situation s'accompagne d'un sérieux déficit de main-d'œuvre nationale dans de nombreux secteurs. Insuffisance de la formation dans certains cas, des rémunérations dans d'autres, absence de vocation dans d'autres encore : toutes ces raisons font que l'économie vénézuélienne repose, largement, sur des étrangers — Latino-Américains (ingénieurs, techniciens et gestionnaires), Espagnols, Italiens, Portugais (notamment dans le commerce, les travaux publics et les services), Colombiens (dans l'agriculture), etc.

L'actuelle équipe gouvernementale n'attend pas mettre en cause l'entreprise privée — sauf à réserver les secteurs « lourds » à l'État. Son orientation politique social-démocrate le conduit, pourtant, à prétendre

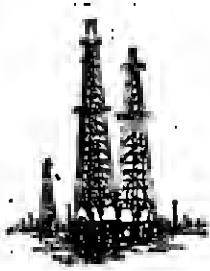


redistribuer les fruits de l'enrichissement national. Compte tenu de la structure économique et du niveau de développement du pays, cette redistribution ne peut, néanmoins, que très imparfaitement se faire à travers des mesures de services publics — comme c'est le cas en Europe, par exemple. Elle prend donc la forme de mesures d'assistance, de subventions à la consommation, ou de créations d'emplois publics, généralement inutiles. Or toutes ces mesures ont certainement un effet nocif, à terme, sur les structures économiques du pays.

Avec un revenu annuel par tête supérieur à 10 000 francs, les Vénézuéliens comptent sans aucun doute parmi les Latino-Américains privilégiés. L'habitant des ranchitos de Caracas est loin de connaître la vie misérable de ceux qui vivent dans les favelas de Rio-de-Janeiro ou les barriadas de Lima. Mais le problème, pour l'avenir, sera d'empêcher que en raison de la dégradation de la forêt qui sépare aujourd'hui les plus riches des plus pauvres citoyens de ce pays. Une réforme fiscale serait un des moyens d'y parvenir. Or, les quelques mesures — cependant modestes — récemment proposées en ce sens par le président Pérez ont déclenché un véritable tollé parmi les possédants. La voie réformiste est, décidément, semée d'embûches.

JEAN-PIERRE CLERC.

La ceinture de l'Orénoque : 250 ans de réserve ?



serait certainement solables, et que le pétrole de l'Orénoque sera vendu sur les marchés internationaux dans cinq ou six ans. Une méthode employée jusqu'à présent à petite échelle consiste à injecter un diluant — du diesel — ce qui permet, tout à la fois, au brut de s'écouler plus facilement et d'en améliorer la qualité. Il ne paraît pas, néanmoins, que ce procédé puisse être utilisé intensivement. Non plus, d'ailleurs, que la combustion « in situ », dont la technologie est encore très mal maîtrisée. Aussi s'orientent-on vers la technique de l'injection de vapeur. Il y a un autre problème à résoudre : l'élimination des impuretés — le soufre, et surtout les métaux (2). La méthode par séparation des bruts par la méthode de décomposition des bruts par un procédé thermique, et l'élimination des impuretés du charbon. Cette technique permettrait de transformer les 125 000 barils-jour de brut en 107 000 barils de brut amélioré et 3 500 tonnes de coke.

Malgré tous les progrès technologiques attendus, on estime que les coûts d'extraction et de traitement des pétroles de l'Orénoque seront plus élevés que ceux des bruts vénézuéliens conventionnels : environ 4 dollars par baril, au lieu de 2. Mais, alors que les réserves conventionnelles « prouvées » jusqu'à présent ne permettent — au rythme actuel d'extraction de 2,2 millions de barils-jour — d'assurer au pays qu'une vingtaine d'années de production, la ceinture de l'Orénoque lui permettrait de « tenir », au même rythme, deux cent cinquante ans.

KIM FUAD.

(1) On a d'abord cru que la ceinture recelait des schistes bitumineux, d'où la première appellation qui lui a été donnée : « ceinture bitumineuse de l'Orénoque ». — N.D.L.R.
(2) Pour l'essentiel, du vanadium et du nickel.

La nouvelle façon de dire



BANCO UNION

votre banque de confiance

Les grands horizons, sont en constant renouvellement. Maintenez Banco Union à un nouveau symbole. La Banco Union est une banque moderne et dynamique avec 95 Bureaux au Venezuela, une Succursale à Panama et une Agence à New York. Nous sommes partout où nos clients ont besoin de nous. BUREAU PRINCIPAL: Chorro à Dr. Díaz, Aptdo. 2044, Telcel: 22842, Caracas-Venezuela.

Retenez cette adresse. A Caracas, elle vous sera utile.

Ing. ROGER P. DUMARTIN
Représentant en la Zona Andina del Banco Société Générale
e Ing. LUIS UGUETO, Consejero
Torre Europa, 6° Piso,
Av. Francisco de Miranda, Campo Alegre
Caracas (Venezuela)
Apartado de Correos 60134, Caracas 106
Tél. 32.27.25 - Télex 23249 SOGER

Couvrant le Venezuela et un certain nombre de pays du Pacte Andin (Colombie, Equateur, Pérou), le Bureau de représentation que la Société Générale a ouvert à Caracas, dans l'un des immeubles les plus modernes de la capitale vénézuélienne, vous apportera une aide efficace dans vos relations d'affaires. Les Conseillers Industriels et financiers de la Société Générale vous assisteront dans la promotion de vos affaires et vous aideront à résoudre les problèmes de coopération qui se posent lors de la recherche ou de la mise au point de vos investissements financiers ou industriels. Alors, retenez cette adresse. Peut-être aurons-nous le plaisir de nous rencontrer bientôt à Caracas.

Pour préparer votre mission au Venezuela, interrogez la Direction de l'Étranger, 23, boulevard Haussmann, 75008 Paris, téléphone 266.54.00, postes 33.43 et 34.58.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
La banque française et internationale

talus empiète, protection de la main-d'œuvre contre les renvois abusifs, etc. Accusé par la toute-puissante association patronale Fedescameras de « charger dangereusement la banque » des entreprises, le président a rapidement reporté toute son attention sur les incitations à la production. Il a créé un grand nombre de fonds d'investissement, pour l'agriculture, pour l'industrie, pour l'artisanat, pour les petites et moyennes entreprises etc. Ces organismes ont permis à l'État de transférer des sommes très importantes au secteur privé. De considérables exonérations de droits de douane et d'impôts ont, en outre, été accordées.

Le gouvernement a, d'autre part, poursuivi la politique de développement des infrastructures régionales et locales de ses prédécesseurs : constructions de routes et de chemins vicinaux, programmes d'adduction d'eau, emplacements agricoles divers, etc. Un voyage à travers les Andes et leur piedmont — de Mérida à Caracas — permet de constater que l'électricité et l'eau sont, désormais, installées dans la quasi-totalité des villages.

En revanche, les grands travaux d'infrastructures d'intérêt national en sont encore, pour le plus part, au niveau des études ou des appels d'offres. C'est le cas de la ligne de chemin de fer qui doit relier le Guyane vénézuélienne au centre du pays. des projets d'amplification de la capacité de plusieurs ports : d'évacuation du grand barrage de Guri, etc. Pour ce qui est du métro de Caracas, les choses sont plus avancées, puisqu'on en est à la phase d'achat du matériel roulant (4).

Ces sommes considérables ont également été consacrées à subventionner certains produits de première nécessité, afin d'éviter l'impact de certaines hausses de prix sur le « panier de la ménagère ».

Employant environ 23 000 personnes — c'est-à-dire moins de 1 % de la main-d'œuvre du pays — le secteur du pétrole produit 75 % des ressources budgétaires et 95 % des exportations du Venezuela. C'est dire qu'il est le véritable pilier de l'économie du pays. Mais il l'est d'une façon somme toute assez malsaine, parasite, pourrait-on dire. Une preuve en est que 60 % de la population active est aujourd'hui employée dans le secteur pétrolier.

La préoccupation dominante de tout gouvernement vénézuélien doit donc être la création d'emplois dans le secteur secondaire. La création d'infrastructures répond, également, à ce souci de fournir des emplois — tout en modernisant un pays demeuré archaïque à maints égards.

Dans son état actuel, néanmoins, l'économie est loin d'employer tous les Vénézuéliens en âge de travail.

LETTRES

LE VENEZUELA

DES ROMANCIERS A L'ÉCOUTE DU PAYS PROFOND

P LUS, peut-être, que dans n'importe quel autre pays latino-américain, la littérature du Venezuela a été, et est encore, sensible aux bouleversements et aux blocages du « contexte national ».

Longtemps, l'écrivain vénézuélien a constitué une sorte d'incarnation de l'intellectuel latino-américain : ses activités littéraires ou journalistiques le projetaient directement dans la vie politique, ce qui lui attirait alternativement honneurs et déboires. Le meilleur exemple en est le grand romancier Romulo Gallegos : lorsque la publication, en 1929, de *Doña Barbara*, en Espagne, connaît un immense succès, la dictature Juan Vicente Gómez tente d'acheter l'adhésion de l'écrivain au régime. Gallegos refuse, et devra s'exiler. Après la mort de Gómez (1955), il rentre, et devient président du conseil municipal de Caracas, député, ministre de l'éducation et, en 1964, président de la République. Il ne restera que quelques mois au pouvoir : destitué par les militaires, il devra, à nouveau, partir pour l'étranger.

Malgré Gallegos continuera, jusqu'à sa mort, en 1968, à faire plier sur la littérature vénézuélienne l'ombre tutélaire de son œuvre, et bien des

écrivains, par la suite, se définiront par rapport à lui. C'est que Gallegos gardait, pour reprendre une de ses expressions, « l'oreille collée sur le cœur de son pays », transportant son lecteur à travers l'espace national — de l'immensité des *llanos* (Donna Barbara) aux profondeurs de la forêt amazonienne (*Canaima*) — et le confrontant aux problèmes des différentes communautés, des *Nobles* (Pobre negro) aux indiens (*Sobre la misma tierra*).

La structure de chacun de ses livres est pratiquement identique. Elle repose sur le conflit entre un milieu, physique et humain, hostile, et un personnage rebelle qui n'admet pas l'inculture, la violence, la « barbarie », et lui oppose l'idéologie de la « civilisation » que l'auteur véhiculait et développe d'un roman à l'autre : l'éducation comme fondement de l'essor économique et de l'harmonie sociale ; la modernisation de l'agriculture ; l'implantation d'industries ; l'immigration et le métissage ; la démocratie parlementaire et le développement des communications.

Le roman de Gallegos est un roman à thèse : c'est une démonstration, un message, une façon dans laquelle viennent s'insérer de longs

chapitres parcourus par un profond frémissement de lyrisme baroque. Gallegos excelle à évoquer cette atmosphère de « premier matin du monde » dans laquelle baigne l'embouchure de l'Orénoque, ou le défi mythique de l'homme à une nature tantôt écrasante tantôt régénérante : le réalisme de l'observation se substitue, par relâche, au romantisme de l'expression, parfois aux limites du décalamatoire ; et sur ce fond d'exubérance et de violence se déroulent les grands conflits entre le bien et le mal, la « civilisation » et la « barbarie », le progrès et la stagnation.

A cette littérature à la fois mythique et extravertie succède, au début de la décennie 1930-1940, une série de romans où l'homme est privilégié par rapport au paysage. Dans les livres d'Arturo Uslar Pietri, de Guillermo Meneses et de Miguel Otero Silva, les personnages sont moins symboliques, moins manichéens, plus représentatifs de groupes sociaux précis. Dans les *Lances rouges*, Uslar Pietri — qui, par ailleurs, a une œuvre d'essayiste et de conteur extrêmement importante — retrace les luttes sanglantes autour de l'indépendance. Mais, pour Uslar

Pietri, l'histoire n'est qu'un « prétexte », le chroniqueur devient un des acteurs du drame qu'il rapporte ; en outre, par un subtil jeu d'humour, certains de ses personnages acquièrent la stature taboue des héros des ballades populaires.

Sans passer par le biais de l'histoire, Miguel Otero Silva tente, lui aussi, de mettre en lumière les « secrets de l'histoire » vénézuélienne. Son premier roman, *Fièvre* (1939), semi-autobiographique, a été élaboré en deux temps : la première partie, composée alors que l'auteur avait 6 peine vingt ans, est le témoignage spontané des luttes étudiantes contre la dictature de Juan Vicente Gómez ; mais l'ensemble dégage une sorte de « fièvre » paroxystique et poétique, qu'une refonte postérieure a quelque peu amoindrie et adoucies.

Pour son second roman, *Maisons mortes*, publié seize ans plus tard, Miguel Otero Silva avait accumulé une énorme quantité de matériel (il est également journaliste et fondateur d'un des plus grands quotidiens du pays, *El Nacional*). Son objectif était de mettre en parallèle la lente et irrémédiable décadence de la province agricole et l'irrésistible ascension de l'exploitation pétrolière. Finalement, Otero Silva publia deux romans sur ce thème : *Maisons mortes* (1955), et *Bureau n° 7* (1961). Dans l'atmosphère putride et choétique de la dictature de Gómez, une ville de l'intérieur, Ortiz, jadis prospère et active, se vide peu à peu de sa substance : les épidémies, la violence, l'exode l'énervent. Miguel Otero s'applique à dépeindre, avec une simplicité non dénuée de tendresse pour ses personnages, cette inexorable agonie. Face à cette décrépitude, à ces « maisons mortes », se dressent les « maisons vivantes » du monde du pétrole, qui sert de cadre à *Bureau n° 7*. Otero Silva, qui retrouve ici l'humour corrosif et ourlet de *Fièvre*, suit dans leurs réussites et leurs déroutes ceux qui se sont laissés prendre au piège de l'or noir.

Romancier pondéré, Miguel Otero Silva refuse de se laisser enfermer dans les limites de la narration linéaire chère à Gallegos. D'un livre à l'autre, il expérimente de nouvelles techniques d'écriture, tout en gardant les yeux braqués sur la réalité nationale. Avec *Le Mort d'Honorio* (1966),

le lecteur est replongé dans les horreurs de la répression, mais les personnages — cinq prisonniers politiques enfermés dans un pénitencier de province après avoir été torturés — prennent directement le parole pour justifier leur opposition à la dictature et pour révéler sur leur jeunesse enfle. L'existence fictive d'un enfant — Honorio — leur redonne l'espoir et des raisons de survivre.

Cette même construction, à quelques variantes près, est aussi celle du dernier roman de Miguel Otero Silva, *El retazo de las larmes* (1970), qui s'ouvre sur un surprenant et magistral prologue, où l'humour et la verve de l'auteur se donnent libre cours. Quatre jeunes soldats romains sont mis à mort, sous le règne de Dioclétien, pour avoir embrassé le toi chrétien. C'est là un thème qui sous-tend toute l'œuvre du romancier : la jeunesse est massacrée en défendant des idées qui ne triomphent que longtemps après sa mort. De la Rome de Dioclétien, Otero Silva passe à la Caracas des années 60-70, où évoluent trois adolescents prénommés Victorino, nés le même jour, mais issus de milieux sociaux différents : l'un a grandi dans les ranchos qui encerclent la ville d'une couronne de misère ; l'autre est un étudiant révolutionnaire ; le troisième est le fils d'une famille de la haute bourgeoisie. La mort les réunira, au terme d'un récit violent, ironique et tendre.

Cette violence, qui semble être une des composantes essentielles de la vie vénézuélienne, revêt, dans les années 60, la forme de la guérilla urbaine et de la répression militaire et policière qui s'ensuit.

A son tour, le roman enregistre cette nouvelle réalité. Le meilleur exemple — avec les romans de José Vicente Aroz : *On l'appelait S.N.* (Sécurité nationale) et *Les quatre lettres* (F.A.L.N. : Forces armées de libération nationale), respectivement de 1964 et 1969 — en est le livre d'Adriano Gonzales Leon, *Pays portatif*, récompensé, en 1968, par l'important prix espagnol *Seix-Barral*. Andrés Barazarte, le personnage central, a, lui aussi, quitté une campagne à la fois figée et décadente pour plonger dans la jungle asphaltée de Caracas. Il n'y est plus qu'« un homme fuyant la sécheresse, entraîné par de grandes causes, solitaire par horreur du vide, solitaire par simple issue personnelle ».

Au plus près des êtres

Adriano Gonzales Leon établit une filiation profonde entre la guérilla urbaine et Caracas et le lieu séculaire qui oppose depuis toujours les paysans et les grands propriétaires des *llanos*. Cette double violence correspond à des systèmes sociaux représentatifs d'époques historiques différentes, mais qui coexistent dans le Venezuela d'aujourd'hui où, comme le disait Alajo Carpentier : « Un homme de vingt-cinq ans peut encore serrer le sein d'un homme de l'âge de pierre ».

Au-delà de cette expérience exceptionnelle qu'était la guérilla urbaine, la réflexion sur l'homme vénézuélien (et plus particulièrement sur l'habitant de Caracas) et, parallèlement, celle sur l'écriture romanesque se sont peu à peu approfondies dans le roman contemporain : essentiellement dans l'œuvre de celui qui peut être considéré, à l'heure actuelle, comme le meilleur romancier de son pays, Salvador Garmendia. Avec lui, la littérature vénézuélienne a définitivement quitté les grands espaces, la lutte mythique du bien et du mal, les vastes fresques, pour se tenir au plus près des êtres et des choses.

Les romans de Garmendia (cinq à ce jour) se situent dans une Caracas étrange, à mi-chemin entre la décrépitude et l'hallucination, où les personnages sont entraînés dans un véritable processus de réification. C'est à ces bouleversements, touchant le dissolvement de la ville et les hommes, que Garmendia s'attache dans un de ses meilleurs livres, *Jour des cendres* (1963).

La titre est ambigu : Caracas est plongée dans le carnaval annuel, mais le jeu et le plaisir se perdent au tragique et au sordide. Dans cet univers plein de vapeurs et de mariages, le lecteur débouche constamment sur la laideur, l'hostilité ou plus simplement sur ce que Garmendia appelle « l'illusion de la réalité ». Deux paysages urbains se complètent pour donner une impression d'absurde et de « burlesque ». D'un côté, la centre de la ville, avec ses lumières, ses vitrines et leurs mannequins parlants étrangement écartés ; de l'autre, les quartiers périphériques avec leur « lumière blafarde », leurs couleurs délavées, leurs corridors malodorants ; c'est la ville morte, l'oasis pétrifiée, le sordide édifié.

Ce voyage au cœur de l'indifférence des objets, à la fois conventionnelle et angustieuse, sert de support aux pulsions affectives des personnages. Il vient confirmer leur incohérence intérieure. Le personnage central, Miguel Antunez, évocat plus ou moins marionnette, poète taré, vit partagé entre sa femme, un groupe d'amis et sa maîtresse. La banalité de sa vie fait ressortir le tragique

de son existence : sans en avoir le substrat mythique, *Jour des cendres* est une manière de tragédie antique à la façon des *Gommes* d'Alain Robbe-Grillet. Mais l'angoisse existentielle qui se dégage peu à peu des errements de Miguel Antunez est fondée sur des éléments enracinés dans la réalité vénézuélienne : nostalgie de l'amitié entre hommes, rupture par la mort ; agonie de la culture, coupée de ses racines traditionnelles ; « l'Europe s'écorne, pourrit dans son propre jus » ; refuge dans l'allopathie ou dans une sensualité agressive et frustrante ; inadéquation de la littérature et la réalité ; mobilité inquiétante et étiénante du paysage urbain.

Las Piedes d'argile, publié en 1973 par Garmendia, est également un « livre-bilan ». Miguel Angel, qui travaillait à la *Radio* nationale, revient sur sa vie : « Je suis un jeune homme malade, prématurément vieilli, qui a tout oublié de qui n'a rien et se rappelle, puisque sa mémoire a péri dans chacun des personnages que nous avons vus en traversant le pont ». C'est un roman dur, dense, parfois cruel, où le corporel et le mental sont décomposés, puis restitués dans une prose tantôt impassible, tantôt bouillonnante, mais toujours contrôlée.

En l'opposant à la banalité des objets familiers, en le faisant revenir sur lui-même, en le plongeant dans des situations de paroxysme, dont il ne perçoit pas l'acuité, Garmendia matérialise ce qu'il considère comme la néant intérieur du Venezuela moyen.

Une même dissolution volontaire des règles rigides du genre romanesque, une poésie à la fois vénézuélienne et à la fois vénézuélienne, se traduit par une prise de parole et par une agitation tâtillonne et vaine des personnages, un érotisme affirmé, caractéristique du jeune roman vénézuélien (la Venezuela est un des derniers pays d'Amérique latine, avec le Mexique et Cuba, où les jeunes écrivains ont encore la possibilité d'être édités) : celui de Renato Rodríguez, de Francisco Massiani, de Laura Antillano, de Argenti Rodríguez, de David Alizo, de Carlos Noguera. Ici, ce qui compte, c'est le langage, spontané, irrégulier, scélé, parodique. Le grand Gallegos ne se reconnaît pas dans ces « jeunes gens en colère », narquois et détachés. Mais la relève est assurée.

CLAUDE FELL

Traductions françaises de romans vénézuéliens : Romulo Gallegos, *Canaima*, Paris, Le Livre du jour, 1945 ; *Doña Barbara*, Paris, Gallimard, 1953 ; *La Croix du Sud*, 1961 ; Arturo Uslar Pietri, *Lances rouges*, Paris, Gallimard, 1955 ; Miguel Otero Silva, *Maisons mortes*, Paris, Gallimard, 1961 ; *Le Mort d'Honorio*, 1963 ; *El retazo de las larmes*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

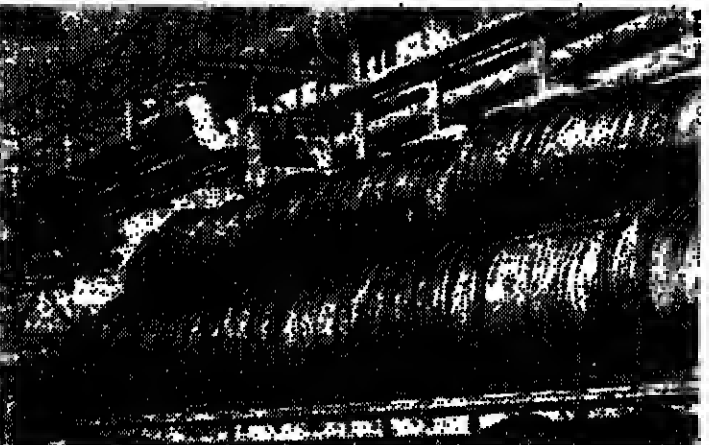
GUAYANA clef du développement vénézuélien

A ce jour nous traitons seulement 8% de notre minerai de fer au Venezuela. La nationalisation nous donnera la possibilité du traitement complet.

Jusqu'en 1960, tout le minerai de fer extrait en Guayana était traité à l'extérieur. La création de la Corporation Vénézuélienne de Guayana (C.V.G.) — une agence régionale de développement — a attiré consciemment notre attention, entre autres choses, sur cette situation.

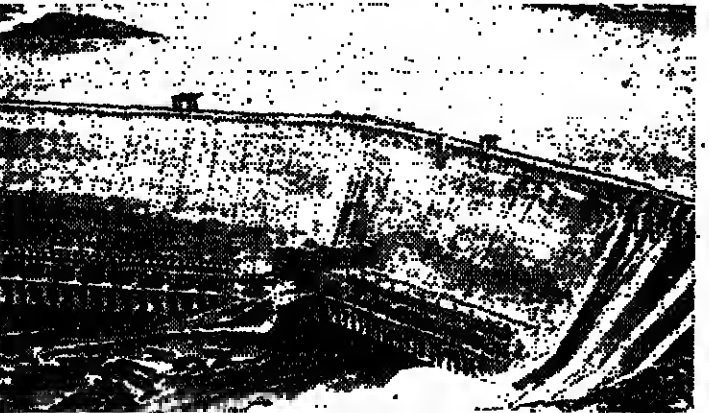
Maintenant, les compagnies minières nationalisées groupées dans la C.V.G. — « Ferrominera Orinoco C.A. » — opèrent comme filiales de la C.V.G.

Il est prévu qu'en 1985 tout notre minerai de fer qui était exporté auparavant comme matière première sera traité chez nous.



Depuis 1967 la production d'aluminium a également quintuplé. En 1979 la capacité de production sera huit fois plus grande.

La réduction d'alumine est un processus qui requiert d'énormes quantités d'énergie électrique. Profitant de la production énergétique massive et peu onéreuse du barrage de Guri, la C.V.G. a développé Aluminio del Caroni S.A. (ALCASA), un consortium privé, dans lequel le gouvernement vénézuélien possède 50% d'actions. ALCASA a commencé ses opérations en 1967 avec une production de 10 000 tonnes d'aluminium. En 1975 cette production s'est élevée à 50 000 tonnes, et en 1979 elle atteindra 120 000 tonnes. Une nouvelle usine en construction, VENALUM, soit 80% du capital national, produira 280 000 tonnes. Ainsi, la capacité totale installée de 400 000 tonnes placera le Venezuela en position de leader dans la production de l'aluminium en Amérique latine.



CORPORACION VENEZOLANA DE GUAYANA
C.V.G. FERROMINERA ORINOCO, C.A.

Depuis 1962 nous avons multiplié par six notre production d'acier. En 1979 elle sera cinq fois plus importante qu'en 1975.

SIDOR, une filiale de la C.V.G. a commencé son exploitation en 1961.

Sa production, à l'origine, était de 162 000 tonnes métriques. En 1975 la production atteignait un million de tonnes... et en 1979 celle-ci s'élèvera à 5 millions. Ce volume couvrira non seulement les besoins du pays, mais permettra au Venezuela d'entrer dans le marché international de l'acier.



Le barrage hydro-électrique Raúl Leoni, à Guri, un des plus importants du monde, atteindra, vers 1987, une capacité de production de 9 millions de kilowatts.

La puissance hydro-électrique du fleuve Caroni s'élève à 13 millions de kilowatts et son exploitation a été confiée à la Corporation Vénézuélienne de Guayana, par sa filiale C.V.G., Electrificación del Caroni C.A. (EDELCA). On espère que la production du barrage Raúl Leoni, à Guri, atteindra en 1977 2 065 000 kilowatts.

Il sera agrandi et l'on prévoit d'élever, vers 1987 sa capacité de production à 9 000 000 de kilowatts.

C.V.G. SIDERURGICA DEL ORINOCO, C.A.
C.V.G. ELECTRIFICACION DEL CARONI, C.A.

Joseph K.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Washington Post

A quoi sert la sieste ?

« Le tempérament méditerranéen semble avoir triomphé en Grèce », constate le quotidien américain THE WASHINGTON POST. « Ainsi, la sieste traditionnelle, pendant laquelle la vie s'arrête presque temporairement. En effet, au milieu d'une expérience de trois mois durant laquelle les boutiques d'Athènes sont restées ouvertes de 9 à 17 h. 30, le gouvernement a dû accepter, à regret, que les boutiques abandonnent la journée continue durant les chaleurs de l'été. »

« Pour M. Yannopoulos, président de la fédération des employés du commerce, il s'agit d'une lettre entre la mentalité orientale et l'efficacité moderne. Mais les Athéniens semblent peu enclins à abandonner leurs coutumes. L'opposition à la journée continue est surtout le fait de petits commerçants (...), ils disent ne rien vendre à l'heure du déjeuner et affirment qu'ils font leur plus gros chiffre d'affaires, après la sieste, entre 19 et 20 heures (...). »

Les partisans de la sieste notent que « certains psychiatres considèrent que cette pause de la journée est en partie responsable du bas taux de cas d'hypertension et de crises cardiaques en Grèce. Ils préconisent aussi les hommes dans les bras de leur maîtresse ou à leur domicile pour un bon déjeuner et une sieste. Comme le dit un homme politique : « Ainsi, vous pouvez partager d'une manière fort civilisée votre temps et votre affection entre votre femme et votre maîtresse. » (...) Mais à la longue, des changements sont inévitables dans ce pays où les traditions sont lentement grignotées par le progrès. »

SUDDEUTSCHE ZEITUNG

Cadavres ou antiquité ?

« Une momie est-elle un cadavre ou une antiquité, se demande le quotidien ouest-allemand SUDDEUTSCHE ZEITUNG ? C'est la question à laquelle ont dû répondre les douaniers de Dautern, quand une famille britannique a voulu passer la frontière avec une momie égyptienne. Elle en avait hérité d'un ami, mort depuis peu sur le continent. »

« Pour entrer en Grande-Bretagne, la momie a dû être examinée par la police et par les services de santé. Un porte-parole du British Museum a conclu : « Une momie est certes un cadavre, il faut la considérer plutôt comme une antiquité qu'un corps mort. »

AL-BAYANE

Et le verdict populaire ?

« La province d'El Jadida vit une activité fébrile depuis un certain temps, constate le quotidien marocain AL-BAYANE. En effet les candidats à l'élection à l'Assemblée législative ont dû tout tenter, utilisant tous les moyens (y compris ceux de l'Etat) pour acheter de nouveaux les consciences des citoyens. Ceci ouvre déjà d'une campagne de falsification poussée, au cours des élections prochaines. »

« Ainsi à Azzamour, le médecin-chef provincial a déjà commencé une campagne électorale ouverte utilisant des moyens étatiques aussi bien matériels qu'humains : Achats de voix (déjà !). »

« Pour sa part le chef de file des « Indépendants » à El Jadida, multiplie les réunions renouvelant ses promesses et utilisant tous les moyens démocratiques : ainsi on a vu, ces derniers jours, quelques champions de la promotion nationale, pousser ça et là dans certaines circonscriptions locales, on a vu quelques menus travaux (terrassement de petites ruelles, petites fontaines) (...). »

« Mais en vérité les problèmes majeurs des citoyens sont toujours posés (produits alimentaires en pénurie, ou trop chers, habitat insalubre, services publics insatisfaisants). Le conseil municipal ne semble pas du tout prendre les mesures radicales qu'il s'impose (...). »

« Le local de nos « Indépendants » s'est transformé ces jours en un véritable bureau de placement. Beaucoup de Jéjédois doivent d'urgence aller déposer leurs demandes d'emploi non plus au bureau dépendant du ministère du travail mais bien au bureau « Indépendant ». »

« Mais si le fait de faire travailler les citoyens chômeurs est très louable (...), il n'en demeure pas moins que promettre ce droit aux seuls citoyens qui voteraient pour les candidats officiels et user de la politique que confère le pouvoir de l'Etat, ne peut être louable. Or est donc le respect du verdict populaire ? Ou est le sens de la probité et de la responsabilité ? »

Die Presse

Fumes du synthétique

Le journal autrichien DIE PRESSE annonce que « de nouvelles cigarettes de tabac synthétique vont être mises sur le marché anglais dès le mois de juillet prochain. Les « Gallahers extra-douces en format king-size » contiennent 40 % de tabac synthétique de cellulose, très peu de goudron et pas de nicotine. La firme Gallahers a investi 8 millions de livres dans ce projet. Les cigarettes ont été testées auprès de deux mille fumeurs qui se sont félicités de sa douceur et de son très bon arôme. »

LOS ANGELES TIMES

Les survivances du passé en U.R.S.S.

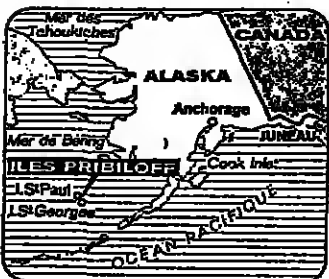
« Le gouvernement soviétique s'apprête à ressusciter une vieille institution russe, celle de la mariouage », rapporte le quotidien américain LOS ANGELES TIMES. « Cette pratique avait été interdite pendant un demi-siècle, depuis la révolution. Mais plusieurs articles dans les journaux soviétiques indiquent que le gouvernement pense que ce pourrait être une bonne chose. Dès février, la LITERATOURNAYA GAZETA écrivait qu'il faudrait « un service pour faire connaître » et allait jusqu'à suggérer l'utilisation d'un ordinateur à cet effet. (...) Pour sa part, la Pravda insistait sur le fait que le mariage communiste est fondé sur l'amour et ne saurait dépendre de considérations économiques (...). »

« Mais le nombre des divorces augmente, le taux des naissances est en baisse et le nombre d'enfants sans père s'accroît. L'U.R.S.S. approche rapidement du taux zéro d'accroissement de la population. (...) Dix pour cent des enfants sont naturels (33 % dans certaines régions) ; en 1975, il y eut trente divorces par centaine de mariages (...). »

La Literatournaïa Gazeta fit un essai : elle publia deux annonces matrimoniales et les réponses reçues furent « en grande partie de sérieuses propositions de mariage, souvent assorties de photographies (...). 80 % d'entre elles émanaient de femmes de plus de trente-cinq ans. »

Lettre des Pribiloff

Pèlerinage à l'«île des phoques»



Sur la route de l'Extrême-Orient, Anchorage est une ville escarpée, harcelée par dix heures de vol, les voyageurs tournent dans une rôtisserie, manières d'aquarium à usage mercantile, et dont l'atmosphère est aussi « conditionnée » que celle de l'avion qu'ils viennent de quitter. A travers les baies, les sommets neigeux, la terre noire et friable, les grands arbres aux allures sauvages, tout révérait d'air pur. Pas d'autre choix pourtant que la contemplation de « souvenirs » shops, remplis de bidons, ou la dégustation de Coca-Cola, du mélange hybride qui a nom café américain, ou d'un jus d'orange à l'arrière-goût d'antiseptique, à côté des magasins hors-douane bourrés de tous les alcools du monde.

Enfin, après avoir tant de fois connu l'escalade revêche, nous voici dehors. La seule condition de l'escapade est de repartir par le même ligne qui vous a conduit. Et encore d'Anchorage. L'air est vif et le soleil léger sur les eaux miroitantes de Cook-Inlet. Une ville trop simple, avec quelques grands hôtels, une rue de bars élégants, une autre de bouges et de magasins dignes du Far-West. Anchorage, nouveau San Francisco des années de la ruée vers l'or, eût le choc de la ruée vers l'or noir. Autour de la Quatrième Rue, rôde une inquiétante faune humaine : celle de ceux de tout écabot qui sont venus en Alaska tenter quelque nouvelle chance, avec l'espoir d'une embauche fabuleuse.

Mais tel n'est pas notre but. Il y a quelque quarante ans, notre maître Geoffroy de la Pradelle trouvait, dans les amphithéâtres poussiéreux de la vieille faculté de droit, des accents familiers pour décrire l'« animal révolté » des phoques de la mer de Béring disputés entre la Russie, les Etats-Unis, le Canada et le Japon, et un massacre desquels la convention de 1911 devait mettre une fin exemplaire. Ce sont eux que nous avons choisis d'aller voir, délaissant les parcs nationaux où les fumerolles percent à travers la croûte glacée, le Grand Nord esquimaux ou les blanches évalanches qui englent les eaux sombres de Glacier Bay et dont craquer le Mendenhall, près de Juneau.

La chaine des Aléoutiennes, qui s'élève à l'est, est l'« Ours » comme une longue main tendue vers le Japon, est survolée chaque semaine par quelques milliers de personnes. Elle est pourtant bien oubliée. Comme le fait, même durant le grand conflit, sa guerre, celle des « mille miles », où s'illustra le légendaire général Buckner, qui en conquit la défense à partir de cet indigent Alaska, négligé par Washington.

L'un des héros de cette époque Impériale, durant laquelle pour une seule fois dans l'histoire le territoire d'un Etat américain fut envahi par l'ennemi et chèrement reconquis (Attu et Kiska), vit toujours et est nommé son nom (Reeves) et le signe qui dessert « The Chain » ; aérodromes spartiates qui n'ont pas changé depuis leur création par l'U.S. Air Force, vieux appareils, sympathique mélange humain d'Alyouttes — la population locale silencieuse et souriante — et d'Alaskans communautaires, pressés de raconter leur guerre ou leur pays. Vents de 100 nœuds, le « soupe », ce brouillard qui pèse sur la mer et l'archipel, le froid, le pluie, et de mémoire de combattant, un seul jour radieux pendant les cinq années de la guerre, celui de la visite de la commission sénatoriale chargée d'enquêter sur les rigueurs particulières au séjour aléoutien du fait du climat, et qui conclut évidemment à l'économie d'une indemnité spéciale pour les combattants !

La guerre a fait son mal, sur terre et dans l'air autant de victimes par les fatales méprises au sein des brumes que n'en a infligé l'ennemi, si difficile à atteindre, et surtout à reconnaître, à découvrir, à poursuivre. Lorsqu'un y voit à 30 mètres, c'est une belle journée. Le temps hostile anime toute la légende aléoutienne d'une guerre de hauteurs légendaires et de monumentales occasions manquées. Mais c'est sur un flot proche d'Altu que les Américains devaient trouver intact un Zéro japonais qui leur livra le secret des limites de l'aviation nipponne, et leur permit de construire l'instrument de la riposte.

Au départ de Cold-Bay, le DC6 pique dans le ciel, puis redescend pour voler pendant près d'une heure à 100 mètres à peine au-dessus d'une mer méchante, de la couleur du zinc. Situées juste sur le cent soixante-dixième méridien, à proximité du soixantième parallèle, dans l'axe du détroit de Béring, les îles Pribiloff, découvertes en 1796 par le navigateur russe dont elles portent le nom, sont à près de 1200 kilomètres d'Anchorage. Ce qui explique aussi le cherté du voyage, plusieurs centaines de dollars. Le parcours est long, mais le visiteur est surpris de voir l'avion perdre soudain de l'altitude. Un tapis noir et des bandes d'herbe jaune sale apparaissent sous les roues : le champ d'aviation de Saint-Paul, la plus grande des îles d'un petit archipel qui comprend aussi Saint-George et Sea-Lion-Rock.

S'installant dans un vieux autobus brinquebalant, comme on en voit peu en territoire américain, les voyageurs, en majeure partie des « birdwatchers », dont la société porte le nom de Francine Audubon, fondatrice de l'ornithologie pour tous, passion américaine typique. Le quincaillier de Syracuse, le dactylo un peu mûre, le maître de forges de l'Ohio, ou le chef d'industrie du Texas sont unis par leur « hobby » : el, porteurs de jumelles de tous genres, de télescopes, d'appareils et d'accoutrements confortables et s'écourent, affrontent les éléments pour voir les nouveaux volatiles qui manquent à leur répertoire, et dont les noms vont à travers la table du petit-déjeuner. On se lance des défis. On conte de véritables histoires de chasse. Car les Américains, que l'on dit englués dans le confort, sont aussi capables d'héroïques levées nocturnes pour explorer les criques et les falaises palpitantes d'oiseaux marins.

Les uns donc, interrogeant le ciel, lèveront sans cesse le tête, d'autres la balanceront pour voir les phoques. Les premières « rookeries » sont à quelques centaines de mètres de l'atmosphère du petit village que l'on découvre au bout d'une mauvaise route, précédé d'un cimetière aux croix orthodoxes. Rangées en ligne comme dans un jeu d'enfant, sur la pente face au sud et près de deux lacs sans charme, les maisons de bois de Saint-Paul, peintes en vert anardé, et entourées de fillets, car le jeune phoque, indubitablement, passa sa tête dans tout orifice ou collier.

Dans une presse mémorable, les plages de rochers sont, en juillet, d'une extrême confusion : rois sombres, femmes blanches, petits jaunes clairs. Les mères et les mâles (ces derniers, affamés, n'ont pas quitté leur poste pendant un mois et demi, avant l'arrivée des femelles, et sont affaiblis après cette attente et par la saignée), retournent à la mer pour se nourrir. Lorsqu'ils rentrent, à l'odeur, c'est la place, miraculeusement, les mères retrouvant leur unique petit dans la foule désordonnée dont les cris s'en-

teignent partout. En novembre, tout le monde partira, le calme s'établira sous la brume. Sur les plages, dans les toundras vides que recouvre un épais et souple tapis jaune de lichens et de mousses, on retrouvera quelques ossements, des crânes de bébés phoques, et l'odeur âcre des troupeaux.

L'opération de la récolte, « pas plus cruelle, vous diront, que ce que l'on voit chaque jour dans un grand abattoir », a eu lieu à la fin de septembre. Le troupeau total des Pribiloff est d'environ un million quatre cent quatre-vingt mille têtes, et de trois cent mille dans les autres « îles à phoques » de Russie. En éparpillant les familles, les Alyoutes, trop et russes, coupent de la mer les herbes de jeunes phoques, parmi lesquels sont choisis, en nombre contrôlé par l'administration, les mâles de plus de 110 kilos. Un bref coup de massue sur leur crâne fragile termine chaque année l'existence de trente mille à quatre-vingt mille têtes d'entre eux.

La Canada et le Japon reçoivent chacun 15 % des prises. Les Etats-Unis et l'Union soviétique se partagent le reste. Washington rétribue à l'Etat de l'Alaska 75 % des bénéfices de cette « chasse » raisonnée (de trop vastes troupeaux déclinent les bancs de poissons, et multiplient les épidémies et les parasites). Les éleveurs de New-York peuvent donc arroser avec fierté le fourneau rare et le plus étanche du monde : trois mille, mille au centimètre carré, jamais pénétrés par l'eau.

L'huile de graisse de phoque, la viande, sont consommées, les os incorporés aux aliments animaux. Vous apprendrez tout cela au cours des modestes « soirées de Saint-Paul », où le service américain des pêcheries présente, à l'école communale qui retient des cris des jeunes Saint-Pauls écharnés au basket-ball, dans le luisant gymnase voisin, d'excellents spectacles de vues fixes sur les îles et leur ressource à tant d'égards unique.

A chaleur de l'accueil, le gaste des Alyoutes, le charme prenant de ces paysans purs, les grands vols d'oiseaux, l'écho lointain de la vibration des phoques, au bout du monde des brumes, tout à regret quitter ces îles mélancoliques, où, pour une fois, l'homme a su mesurer sa force contre la nature. Notre maître avait raison.

FRANÇOIS MEILLEAU.

INDIFFÉRENCE

ZOUERATE

A VOTRE GAUCHE...

16 h. 48, mardi 3 mai. L'airbus du vol AF 308 a décollé de Dakar il y a environ cinquante minutes. « Nous arrivons par le travers de Zouerate », annonce la voix du commandant de bord. Puis, après une pause, la voix reprend : « L'agglomération se trouve sur la gauche des montagnes, qui s'élèvent à environ 1000 mètres. Indifférente, la grande majorité des passagers n'a rien entendu. Ecoutez-elle, d'ailleurs ? Au décollage, pour combien d'entre eux le nom même de Zouerate évoque-t-il quelque chose ? En chemise et col ouvert et en jeans, brochant comme des deux gros, les voyageurs parlent exclusivement de leur plaisir, deux des substantifs qui comptent parmi les clés de la civilisation des loisirs et qui ont de plus en plus tendance à constituer l'essentiel des conversations. A 1000 mètres d'altitude, à plus de 1000 kilomètres de l'heure, le jet gros porteur poursuit sa route vers l'aéroport Charles-de-Gaulle, à Roissy. « Nous passons en ce moment à la verticale de Fort-Triquet. » « C'est réglé sur 2,4, la voix se photographie. Le cabine sans difficulté », répond, comme en écho, une créature évanescence qui tient en mains un Canon dernier modèle.

Pour les six étages du Front Polisario enlevés il y a moins de quarante-huit heures sur le chantier des mines de fer de Zouerate, le cauchemar vient à peine de commencer. Vont-ils vivre une nouvelle affaire Claude ? Qui sait ? Mais quelle importance réelle tout cela peut-il revêtir pour des tiers ? Pour six cents touristes qui viennent de quitter les artères enchantées des côtes de Casamance et de Gambie, les vacances s'achèvent.

PHILIPPE DECRANE.

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

LE MONDE

RADIO-TELEVISION

<SILLAGES>

Les gens de Mont-de-Marsan

On ne passe pas par Mont-de-Marsan, on y va. Car ça ne va que là. Les passagers sont déjà dehors quand l'autoroute s'ouvre, ils ont sauté en marche par le portière ouverte. C'est un peu le bout du monde, Mont-de-Marsan. Une ville de fonctionnaires, une ville de garnison où les uniformes — militaires, gendarmes, « paras », C.R.S. — forment le quart d'une population qui s'élève à 25 000 habitants. Une ville moyenne, banale. Justement, pourquoi par cette-là, pour entendre dire, par des gens inconnus et simples, des propos inconnus et simples, donc importants, sur leur pratique culturelle quotidienne.

Questions-prétextes

Que lit-on, que voit-on, comment s'ennuie-t-on à Mont-de-Marsan ? Questions-prétextes pour Maurice Frydland. « Viens à Mont-de-Marsan », quatrième émission de la série « Sillages », produite par François Verry et Georges Walter, fait suite à un court reportage sur les cafés littéraires à Paris. Réunis de manière artificielle (pour des raisons de mise en scène), « Les cafés littéraires » et « Viens à Mont-de-Marsan » suivent en réalité des démarches inverses. Le premier est à la fois brillant et irrégulier, c'est le quotidien culturel des grands intellectuels qui hantent des cafés aujourd'hui célèbres, le Procope, la Flore, la Closerie des Lilas... François Chatelet, Germaine Beaumont (étonnante jeune vieille dame !), évoquent un climat, un milieu, un passé. Les cafés littéraires ne sont plus ce qu'ils étaient (ils étaient parfois l'antichambre

de l'hôpital). Mais la province non plus. Et c'est peut-être le seul lieu qui relie les deux sujets. « Viens à Mont-de-Marsan » est à sa manière un petit document ethnographique ou sociologique, une promenade sur et à propos de la culture, il mélange et dérange les trois de ces petites boîtes à clous que sont les beaux-arts, qui éclatent brusquement sous l'épave du quotidien. La culture à Mont-de-Marsan ? Il y a la grand-messe et le cercle d'échecs. Le ténement de la porto dans la librairie tranquille et les commotions solennelles. Une « petite fille qui s'applique, pour de futurs défilés, majorette solitaire dans une rue déserte. Il y a la chaîne et le silence très provincial, un peu guindé, vaguement tendu, de ceux qui n'ont pas l'habitude ni le goût de parler en public : on va les « jurer », peut-être. Non, Maurice Frydland ne les « jure » pas, il n'est pas venu pour cela : il est venu pour apprendre, comprendre, écouter.

Le professeur de lycée découpe chaque jour le Monde, mais le théâtre, le plaisir du théâtre, il ne le trouve pas au théâtre municipal, mais au stade. « Dans les arts, ce sont les intellectuels qui décident ce qui est bon et pas bon », dit-il. Dans les matches de rugby, c'est la foule, c'est tout le monde, et c'est lui qui apprécie les quantités de sentiments qui s'y expriment — solidarité, agressivité, haine, — c'est lui qui juge. Est-ce parce que la culture a subi le jour des intellectuels que c'est le théâtre, pour Armelle Turc, ce sont les arbres de son jardin ? Elle suit avec une bonne volonté étonnante les expo-

sitions du musée ; elle a téléphoné à France-Musique pour savoir quelle chaîne Hi-Fi acheter. Elle écoute de la musique, elle lit, elle se « cultive », mais ses premiers mots ont été pour les arbres. La librairie est allée voir Maurice Frydland est venu après le matin et non l'après-midi comme il l'avait promis. Il l'a surprise : elle n'a pas eu le temps de préparer son magasin : il est comme il est tous les jours, elle est (presque) comme elle est tous les jours, et les clients aussi. En province, il faut commander les livres (et les disques), les destinations ne sont ni les Guy des départs ni Angélique mais la Vie devant soi, d'Emile Ajar, Montaigne, village coquet, de La Roy Ladurie, et Piget, Deleuze, Guattari... Surprenante province, à la fois conformiste et libre. On écoute !

Hasard et naturel

Maurice Frydland propose des questions et attend. Le viol n'est pas dans sa manière. Il est comme un visiteur de passage qui s'enquiert, la conversation a un ton d'improvisation, de hasard naturel, — longuement préparé. Les gens répondent ce qu'ils veulent, ce n'est pas lui qui soulignera leurs contradictions. Méthode qui a ses faiblesses. Elle peut s'apparenter à un refus de prendre parti sur les idées, l'émission manque d'un certain esprit critique, ou polémique, mais c'est aussi sa qualité. La culture à Mont-de-Marsan est une prétexte, oui, pour approcher la vie, les gens.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Mardi 10 mai, 22 h. 15, TF 1.

Supprimer la publicité ?

(Suite de la page 15.)

Le morcellement de l'O.R.T.F. entraîne, en effet, pour TF 1 et Antenne 2 une conséquence majeure : les deux chaînes se trouvent désormais en situation de concurrence, et leur budget dépend de cette émigration. Officiellement, ce budget relève aussi bien de la rédevance que de la publicité, dont le dénominateur commun est le taux d'écoute. Mais le calcul de la répartition de la rédevance doit pondérer ce taux d'écoute en introduisant une note de qualité.

En réalité, comme le souligne la proposition de loi déposée par M. Le Tazie le 13 avril 1977, les ajustements décidés par les pouvoirs publics, et les décisions précatrices (variations effectuées en faveur d'un établissement avant toute répartition) rendent ces dispositions caduques. Seul subsiste le taux d'écoute qui ne prend son sens que vis-à-vis des publicités.

La loi du 7 août se révèle aussi une manière habile de tourner le régime des 25 % : les recettes sont calculées sur l'ensemble des sept sociétés de radiodiffusion (TF 1, A 2, FR 3, TDF, INA, S.F.P., Radio-France), mais les 25 % ne concernent que deux d'entre elles. La publicité entre aujourd'hui pour 63 % dans le budget de TF 1 et 50 % dans celui d'Antenne 2. On est loin du « quart » officiel avancé par François-Régis Bastide. Cette situation de concurrence ouverte modifie, de plus, profondément les rapports de la publicité avec les programmes.

On imagine parfois une influence directe, occasionnelle, des annonceurs sur les sociétés de télévision. La rigueur des règlements rend cette hypothèse invraisemblable, à moins d'exceptions extraordinaires qui déclenchent le scandale — comme la « censure » par A 2 d'une émission de l'Institut national des consommateurs mettant en cause, en décembre 1975, les fabricants de chocolat (le Monde du 5 décembre 1975).

Les annonceurs doivent déposer des novembre leurs demandes de programmation pour l'année suivante, accompagnées d'un dépôt de garantie représentant 4 % du budget

de leur campagne. Ce dépôt ne leur est remboursé qu'après leur dernière annonce. Les sous-règles de TF 1 et de A 2, nées de la réforme, disposent ainsi gratuitement d'un capital qu'elles peuvent faire fructifier pendant un an. Les tarifs des « spots » publicitaires, calculés en fonction du taux d'écoute de l'année précédente, — estimé par quatre vagues de sondages CESP — ne sont pas modulés selon les jours du semaine (exception faite pour le dimanche, plus cher que les autres jours). Ainsi les messages de trente secondes à 18 h. 45 et à 20 h. 30 coûtent-ils respectivement 21 000 F et 90 500 F sur TF 1, 31 500 F et 73 900 F sur A 2.

A ces dispositions, qui prévalent la discrimination vis-à-vis du contenu spécifique d'une émission, s'ajoutent deux garanties : en cas de coïncidence entre une émission et un message publicitaire, les sociétés de télévision sont tenues de déplacer l'annonce à vingt-quatre heures de distance au minimum ; enfin le demandeur des annonces demeure supérieur à l'offre des chaînes et permet d'éviter les pressions personnelles (menace de suppression de budget, ou de transfert sur la chaîne concurrente).

Et les annonceurs et les régies semblent hors de cause, le système publicitaire retient pourtant plus clairement que jamais sur les programmes. Livrées à une concurrence artificielle, TF 1 et A 2 se trouvent ainsi placées malgré elles à la remorque des publicitaires. Toute préoccupation de qualité exclue, seul le taux d'écoute se combine avec le nombre des « écrans » pour le calcul des objectifs commerciaux. Si les mesures d'audience d'Antenne 2 — en baisse, ces derniers mois — continuent de chuter, la société se verra dans l'obligation d'augmenter son minutage publicitaire et de regagner du terrain en accroissant le nombre des émissions « grand public ». L'évolution des émissions de 19 h. 45 permet déjà d'en mesurer les conséquences. Le succès de « Majax » sur A 2 provoquant une chute de l'indice d'écoute de TF 1, celle-ci riposte avec « En haut raconté », qui permet de reprendre des points à la seconde chaîne.

Pour ne pas demeurer en reste, A 2 lance « La tiraille ». Les deux émissions se valent et ne se singularisent ni par leur finesse ni par leurs qualités visuelles. Mais elles ont permis, de part et d'autre, de réduire les coûts de production en remplaçant une dramatique par un « plateau », et d'augmenter ceux des spots publicitaires.

Cette guerre des pourcentages affecte dangereusement la sérénité des journaux télévisés de 20 heures, attraction principale de la journée. Ils assument la responsabilité du taux d'écoute des « écrans » qui les encadrent. Ces deux « écrans » représentent entre 15 et 20 % du budget publicitaire de chaque chaîne. Ainsi la baisse d'audience du journal d'Antenne 2 aura-t-elle, en 1975, des répercussions sur les tarifs des annonces diffusées dans cette tranche horaire, et donc sur les finances de la société. A ce stade, à moins d'un sacrifice héroïque, l'émulation ne peut que privilégier le « show », aux dépens du contenu de l'information. Le public a tout à y perdre.

La publicité de marque ne représente pas un danger en soi. Son influence sur les besoins peut être tempérée par des émissions de contre-publicité offertes à des organisations de consommateurs régies par les mêmes conditions de vérité. Les ressources que TF 1 et A 2 tirent de leurs annonces atteignent de tels chiffres (478,8 millions et 380 millions en 1974, commission de la R.F.P. comprise) qu'une pure suppression entraînerait de graves conséquences sur les programmes et l'emploi, à moins d'impôts nouveaux. La réalité politique ne consiste-t-elle pas à constater que la publicité télévisée est un fait économique et social, et que se priver de son apport financier serait un geste héroïque sans grande conséquence bénéfique ? Il appartient alors à une décision politique d'en mesurer les effets et de les limiter pour prévenir la colonisation des ondes nationales par le logique des intérêts privés. Mais une telle décision n'est-elle pas une réforme de la publicité déjà fort avancée — que d'une réforme de la télévision.

XAVIER DELCOURT.

EN BELGIQUE

Une deuxième chaîne par étapes

LS Belges ont leur seconde chaîne. Ils ont fait le plus y croire. Annoncée pour 1976, reportée d'un an, la seconde antenne leur a paru, tout un temps, appartenir au domaine des chimères. Il y a deux mois, les choses semblaient avoir pris une tournure décisive. Il était annoncé, à grande pompe, que le passage des émetteurs belges aux normes européennes (C.G.I.R.) (1) coïnciderait avec le lancement de « programmes parallèles ». Une date était retenue, le 28 avril, ainsi que certaines modalités de diffusion : R.T.B. (francophone) et B.R.T. (flamande) auraient droit chacune à deux soirées par semaine. C'était peu, mais suffisant pour assurer un démarrage.

Hélas ! il était dit que l'affaire serait, jusqu'au bout, si elle aboutissait, du moins constamment ajournée. Après un ultime rebondissement, il apparaît que la mise sur orbite des « soirées alternatives » se fera en trois étapes. Jusqu'au 6 juin, côté francophone, le deuxième réseau ne diffusera que le lundi, et uniquement un film, suivi d'un programme d'éducation permanente (2). Ensuite, durant toute la période d'été, R.T.B. étendra ses émissions au vendredi, avec, en plus, un feuilleton (« Les cambriolages du facétière Arsène Lupin »), une série culturelle (« Les Citoyennes » de l'historien d'art Sir Kenneth Clark) et un magazine féminin (« T.V.P. »).

HENRI ALLEG ET « LA QUESTION »

Henri Alleg, l'auteur de l'ouvrage « La Question », vient d'être adapté pour le cinéma par Laurent Heynemann, à répondre, vendredi 6 mai, aux questions de Jean-François Kahn et de Jean-Pierre Elkabbach, au cours du journal de 20 heures de la deuxième chaîne. Henri Alleg, dont l'intervention avait été reportée de vingt-quatre heures par un manque de temps (jeudi soir le Monde du 7 mai), a notamment déclaré que « l'on avait jeté un voile pudique » sur toute la période de la guerre d'Algérie, et qu'il était encore interdit de prononcer le nom des tortionnaires et que « des journalistes ont été poursuivis pour l'avoir fait ». Alors qu'on lui rappelait qu'au moment de son emprisonnement en Algérie, plusieurs socialistes participaient au gouvernement, Henri Alleg a déclaré qu'il était nécessaire de répéter et de dire exactement ce qui s'était passé afin de tirer des leçons beaucoup plus solides pour le futur. Interrogé, enfin, sur l'éventualité d'un film soviétique, les goulags, le secrétaire général de l'Humanité a répondu que « au cours du XX^e congrès, on avait déjà longuement parlé des goulags ». Pour ce qui concerne la période de la Question, il a répondu que les responsables de cette période reconnaissent leur responsabilité, a-t-il déclaré.

(Les téléspectateurs n'auront pas man-

Ce n'est qu'à l'automne, début octobre, que le régime-major de la R.T.B. estimera ses troupes suffisamment préparées pour investir en force la deuxième antenne, à raison de quatre soirées par semaine. Un certain mystère continue donc d'entourer R.T.B. Aux retards, aux ajournements, aux départs modestes, il est malaisé de fournir une explication unique. On imagine officiellement la clôture des budgets, l'obligation de sacrifier en mai au dieu du football. Mais il se pourrait qu'à l'arrière-plan d'autres motifs aient surgi. La publicité est en effet exclue en Belgique. Mais le premier ministre, M. Leo Tindemans, appelé à se succéder à lui-même, s'est toutefois déclaré partisan d'une deuxième chaîne commerciale. Et l'alle droite des socialistes-chrétiens wallons d'été, depuis, prononcée dans ce sens. De plus, sur le plan régional, les deux centres de Liège et de Charleroi souhaitent voir leur autonomie renforcée par le biais de la R.T.B.

EMILE MARCHAL.

(1) Normes recommandées par la commission consultative internationale pour la radiophonie.

(2) Le Monde publie, désormais, dans la rubrique « Les écrans francophones », à l'indicateur de l'année Radio-Télévision, les programmes de « R.T.B. ».

qu'il relèver l'agressivité de Jean-Pierre Elkabbach face à un homme dont on aurait compris qu'il puisse se départir de sa sérénité. N'aurait-il pas mérité un accueil plus courtois, celui que le présentateur n'oublie jamais de réserver, par exemple, à tel ou tel membre du gouvernement ?

LES ARTISTES INTERPRETES EN GREVE LE 11 MAI

Le Syndicat français des artistes interprètes (S.F.A.I.) appelle tous les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques et de variétés à cesser le travail le mercredi 11 mai, de 12 heures à 19 heures, à la S.F.P., à TF 1, à Antenne 2, à FR 3, à l'INA et dans les programmes de télévision indépendante. (Nos dernières éditions du 7 mai.) Cette grève, qui intervient à l'issue des négociations menées depuis plusieurs mois avec les responsables des sociétés de programmes et de production, ne devrait pas avoir de répercussion sur les émissions du mercredi, aucune n'étant, en effet, enregistrée en direct. Plusieurs revendications des artistes interprètes n'ont pas encore trouvé de solution : modalités dans la rémunération des coproductions ; maintien d'un supplément de 25 % lorsque la durée des tournages dépasse les dates stipulées dans les contrats ; clause prévoyant qu'une troupe engagée par un réalisateur ne peut se voir contrainte à tourner sous une autre direction.

Les films de la semaine

● LE CHOC DES MONDES, de Rudolph Maté. — Dimanches 8 mai, TF 1, 17 h. 30.

Réalisé à l'époque de la guerre de Corée et de la crainte d'un conflit atomique entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, ce film de science-fiction américain est une fable symbolique et assez vertueuse. Il y a un message de bravoure dont on peut admirer les trinquages.

● LA COLLINE DES POTENCES, de Delmer Daves. — Dimanches 8 mai, TF 1, 20 h. 30.

Un western romantique auquel la complexité du scénario donne un aspect baroque. Le caractère du héros principal, Gary Cooper, est ambigu et ses rapports avec une jeune fille aveugle (Maria Schell) évoquent la Symphonie pastorale d'André Gide. La beauté plastique de la mise en scène, la composition rigoureuse des plans, provoquent une étrange fascination.

● TRAFIC EN HAUTE MER, de Michael Curtiz. — Dimanches 8 mai, FR 3, 22 h. 30.

Tiré d'une nouvelle d'Henry James, un film noir d'ambiance, d'exceptionnelle John Garfield, pêcheur social — c'est un de ses rôles les plus caractéristiques et, peut-être, le meilleur — est mêlé à un trafic de main-d'œuvre, se bat et tue pour défendre sa vie et se trouve fasciné par Patricia Neal. Un mouvement de tragédie tend toute l'action, et la mise en scène de Curtis est d'un dépouillement rigoureux.

● LES BRANQUIGNOLS, de Robert Dhéry. — Lundi 9 mai, TF 1, 20 h. 30.

Les débuts au cinéma de Robert Dhéry et de son équipe loufoque, d'après une revue longtemps jouée au Théâtre La Bruyère. Réception mondaine et représentation sur scène perturbées selon une logique de l'absurde. Considéré, à l'époque, comme le Hellasopopolis français.

● ARCHIMÈDE LE CLOCHARD, de Gilles Gougler. — Lundi 9 mai, FR 3, 20 h. 30.

Les aventures comiques de Jean Gabin en clochard misanthrope — et cultivé — capable de faire figure dans le grand monde et balayant à la face des foules les « vérités bien tapées » des dialectes d'André.

● FIEVRES, de Jean Dolenoy. — Mardi 10 mai, A 2, 20 h. 30.

Un événement, à l'époque, pour les admiratrices de Tino Rossi : il jouait un grand rôle dramatique, chantait l'opéra. A revoir avec curiosité pour le chanteur en lui-même, mais aussi pour les réactions humaines du docteur, en émuveur tuberculeux, pour Jacqueline Delubac en Américaine capricieuse et pour Ginette Legendre en fille du Midi agriote. C'est un film sur la séduction.

● LE PRISONNIER DE ZENDA, de Richard Thorpe. — Mardi 10 mai, FR 3, 20 h. 30.

Une histoire de soies dans un petit royaume d'Europe centrale à la fin du dix-neuvième siècle. C'est, d'après un roman d'aventures d'Anthony Hope, une nouvelle version très fidèle — mais en couleurs — du film, tourné en 1937 par John Cromwell avec Ronald Colman et Madeleine Carroll. Stewart Granger et Deborah Kerr ont pris la relève et Richard Thorpe a mêlé très habilement le drame romantique et l'action débridée.

● LE LIT CONJUGAL, de Marco Ferreri. — Mercredi 11 mai, FR 3, 20 h. 30.

Belle, lisse et mystérieuse, Marina Vlady dévore Ugo Tognazzi comme la reine des abeilles dévore l'insecte mâle après la fécondation. Autour de ce fil de symbolisme, parfois macabre, qui s'en prend à la puissance du mariage et à la religion catholique (l'action se passe à Rome). Tout l'univers de Ferreri, noir, violemment humoristique, sourdement désespéré, était déjà là.

● LES DERNIERS JOURS DE MUSSOLINI, de Carlo Lizzani. — Jeudi 12 mai, FR 3, 20 h. 30.

Mussolini, fin avril 1944. Sa tentative de fuite, son arrestation par la Résistance et son exécution. Lizzani, cinéaste de gauche, semble avoir été passionné par les réactions humaines du dictateur fasciste, isolé, abandonné, et qui est interprété de manière étonnante par Rod Steiger. Ce film est inédit en France.

● TOUT OU RIEN, de Clive Donner. — Vendredi 13 mai, A 2, 22 h. 50.

Une comédie d'humour décalée et cynique, dans la tradition de Noblesse oblige mais où apparaît, sur le thème de l'aristocratie, une société anglaise des années 80, corrompue par l'argent et par le snobisme. Un suspense policier vient donner une note d'inquiétude, puis de dérision, à cette histoire d'un « imposteur possédé par son désir de revanche sociale ».

● TOUTE UNE VIE, de Claude Lelouch. — Samedi 15 mai, TF 1, 20 h. 30.

Un roman autobiographique des événements du vingtième siècle — jusqu'aux approches de l'an 2000 — à travers la destinée d'une famille juive dont l'héritière moderne (Marthe Keller) finit par rencontrer un enfant trouvé (André Dussolier), devenu chanteur après pas mal de mésaventures. Des idées fumeuses sur Marx, le capitalisme libéral, Mao, le sionisme, la pollution. Des effets de mise en scène, un budget colossal, beaucoup d'ambition, une sincérité évidente pour aboutir à un échec dans un tohu-bohu d'images.

● MAISON DE DANSES, de Maurice Tourneur. — Dimanches 15 mai, FR 3, 22 h. 30.

Début d'un cycle Maurice Tourneur qui comprendra quinze films des années 30-40 et qui permettra de redécouvrir les solides qualités, l'originalité d'un des grands artisans du cinéma français. Tiré d'un roman de Paul Bebeux, Maison de danses est un drame de la jalousie chauffée à blanc où se distinguent les vedettes de l'époque : Gaby Morlay et Charles Vanel.

● LA COMTESSE DE HONG-KONG, de Charles Chaplin. — Lundi 16 mai, TF 1, 20 h. 30.

Une comédie-vaudeville sur un paquebot de luxe où Chaplin se contente d'apparaître un instant en vieux général attendant du mal de mer. Un charme dénué, des personnages d'une autre époque, brillamment joués par Sophia Loren et Marlon Brando. Fut assez mal accueilli. Film raté, peut-être, et l'on songe à toutes les grandes œuvres de Chaplin. Mais il faut savoir se laisser aller au rire et à l'émotion. Mêmes fugitives, la création chaplinienne, avec sa tendresse et sa mélancolie, reste présente dans cette dernière œuvre.

● WEEK-END A ZUYD-COOTE, de Henri Verneuil. — Lundi 16 mai, FR 3, 20 h. 30.

Deux jours avec Belmondo et les troupes franco-britanniques dans la poche de Dunkerque, pillonnée par l'artillerie et l'aviation allemandes au début de juin 1940. La guerre à grand spectacle et la technique sans défauts de Verneuil. D'après un roman de Robert Merle qui reçut le prix Goncourt.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mourouli ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourret reçoit en invité à 19 h. 45) ; 22 h. 30. Les jeunes ; Les loto ; de Claude Piarand (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h. Journal (de samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche). « Flash » ; 20 h. et, vers 23 h. Journal.

FR 3 : 19 h. 55. « Flash » (surt le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 (le dimanche) : 9 h. 15. A Bible ouverte ; 9 h. 30. Chrétiens orientaux ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Le Jour du Seigneur ; Action catholique coventrice (le 9) ; Actualité de l'Eglise (le 15) ; Messe au Palais des congrès de Lyon, Rhône, en la paroisse Notre-Dame-de-la-Paix, à Mâcon, Saône-et-Loire (le 15).

كتاب

LE MONDE
AUJOURD'HUI

... LE MONDE — 8-9 mai 1977 — Page 19

IDEES

REVUE DES REVUES

par Yves Florenne

LA VIE COMMENCE A SOIXANTE ANS

FRANCE-MUSIQUE

La Vie commence à soixante ans. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

Des orphéons administratifs, tantôt par des trompettes timides, tantôt par des trompettes hardies, se font entendre. Les orphéons administratifs, c'est la retraite, c'est la vieillesse, c'est le déclin. Les trompettes hardies, c'est la jeunesse, c'est la vie, c'est l'avenir. Mais la retraite, la vieillesse, le déclin, ce n'est pas seulement une perte, c'est aussi une acquisition. C'est l'acquisition de la sagesse, de l'expérience, de la connaissance de soi-même. C'est l'acquisition de la liberté, de la tranquillité, de la sérénité. C'est l'acquisition de la vie, de la vraie vie, de la vie qui commence à soixante ans.

Le médecin est de retour, et il nous dit que la retraite est une chose très complexe. C'est une chose qui dépend de beaucoup de facteurs, de l'état de santé, de l'éducation, de l'expérience, de la personnalité. C'est une chose qui n'est pas la même pour tout le monde. Mais il nous dit aussi que la retraite est une chose qui peut être très enrichissante, très intéressante, très amusante. C'est une chose qui nous permet de découvrir de nouvelles facettes de nous-mêmes, de nous-mêmes et du monde. C'est une chose qui nous permet de vivre pleinement, de vivre à fond, de vivre à l'aise. C'est une chose qui nous permet de commencer à vivre, de commencer à vivre à soixante ans.

FRANCE-MUSIQUE

La vie du langage. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

LES PETITES PESTES. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

POINT DE VUE. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

FRANCE-MUSIQUE

Le monde merveilleux des coquillages. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

FRANCE-MUSIQUE

Le monde merveilleux des coquillages. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

FRANCE-MUSIQUE

Le monde merveilleux des coquillages. C'est le titre d'un livre de Michel Philibert, paru chez Grasset. L'auteur, qui a soixante ans, raconte sa vie, ses amours, ses amitiés, ses rencontres. C'est un livre de témoignage, mais aussi un livre de réflexion sur la vie, sur le temps, sur la mort. Philibert nous fait découvrir un homme qui a su vivre pleinement, qui a su goûter chaque instant de sa vie. C'est un livre qui nous rappelle que la vie commence à soixante ans, et que c'est à cet âge que l'on peut vraiment commencer à vivre.

Éditions SOLAR 38 F.T.T.C.

POLITIQUE

AU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

La majorité et la minorité recherchent un accord

Le comité directeur du parti socialiste s'est réuni samedi 7 mai à Paris pour préparer le congrès convoqué à Nantes du 17 au 19 juin. Cinq mille personnes sont attendues à ces assemblés, dont cent à cent cinquante représentants de partis et de pays étrangers.

Le vendredi 17 juin, un grand spectacle marquera l'ouverture du congrès. Il sera animé par Mikis Theodorakis, qui devra à cette occasion présenter pour la première fois un hymne au socialisme qu'il a composé.

En attendant que s'ouvre cette manifestation, les dirigeants du P.S. doivent arrêter le nombre des motions d'orientation qui seront soumises aux congressistes. Deux projets ont été élaborés, l'un par les minoritaires du C.E.R.E.S. (le Monde du 26 mars), l'autre par la majorité groupée derrière M. Mitterrand (le Monde du 4 mai). Les débats du comité directeur visent à la recherche d'une synthèse entre ces deux documents. Majoritaires et minoritaires ont siégé séparément samedi matin. En fin de matinée, M. Mitterrand devait se rendre devant les délégués du C.E.R.E.S. pour leur expliquer sa position.

Pour la direction du P.S., une telle synthèse est envisageable si la minorité renonce à son organisation en tendance autonome dotée de locaux, d'une presse, d'un financement. Les animateurs de la majorité estiment en effet que les divergences politiques ne sont pas telles qu'un accord ne puisse se dégager.

LA RÉORGANISATION DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS

G.S.L. souhaite la constitution d'un parti giscardien réellement nouveau

M. Dominique Bussereau a présenté, vendredi 6 mai, à la presse, la manière dont les Jeunes giscardiens conçoivent la réorganisation du mouvement républicain indépendant. (Cetis réorganisation deviendra effective lors de l'assemblée générale convoquée pour les 20 et 21 mai à Fréjus par M. Jean-Pierre Soisson, futur secrétaire général.)

En annonçant qu'ils se rendraient à Fréjus « en tant que G.S.L. », en définissant les critères auxquels devait répondre un parti réellement nouveau et, surtout, en faisant dépendre l'adhésion définitive d'un congrès particulier, postérieur à celui de Fréjus, les dirigeants du G.S.L. ont, en fait, manifesté une certaine réserve face à l'entrepris en cours et posé leurs conditions.

M. Dominique Bussereau, président du mouvement giscardien, Génération sociale et libérale, a déclaré aux journalistes à propos de « l'assemblée générale » que les républicains indépendants réduiraient à Fréjus les 20 et 21 mai : « Pour nous, le problème ne se pose pas en termes de fusion. Nous allons à Fréjus en tant que G.S.L. pour participer au lancement d'un mouvement politique nouveau. Nous n'allons pas à Camoussa. A notre sens, un parti nouveau doit répondre à trois critères : il doit être militant, réformiste et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

DIMANCHE 8 MAI 1977

MARCHE ANTIMILITARISTE

NON VIOLENTE

PARIS - TAVERNY

- Un seul homme a entre ses mains notre vie et notre mort.
- Un seul abri anti-atomique existe en France : Taverny.
- Il est réservé au Président de la République et à quelques généraux.

NOUS SOMMES TOUS DES OTAGES

- Nous refusons la force de dissuasion :
 - inefficace,
 - dangereuse,
 - ruineuse.

POUR LA DÉMILITARISATION

Départ Porte de Clichy, à 8 h. du matin

ORGANISÉE PAR « LA GUEULE OUVERTE », « L'UNION PACIFISTE DE FRANCE », LE « MAN » PARIS

JEUNESSE

POUR FÊTER SON CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE

La Jeunesse ouvrière chrétienne rassemblera cent mille jeunes à Paris l'an prochain

« Les rassemblements ont toujours eu un rôle capital dans l'histoire de la J.O.C. Ils marquent notre volonté de nous adresser à la masse », M. Bruno Léchervin, président de la Jeunesse ouvrière chrétienne (J.O.C.), explique ainsi la raison pour laquelle la J.O.C. et la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine (J.O.C.F.) fêteront l'an prochain leur cinquantième anniversaire par un rassemblement de cent mille jeunes. Ce rassemblement du 14 mai 1978 dans la région parisienne, les deux mouvements le prépareront par des meetings régionaux : ce dimanche 8 mai à Paris, puis, à partir du 19 mai, dans les grandes villes de France.

Pour Mlle Marie-Françoise Quélenec, présidente de la J.O.C.F., ce cinquantième anniversaire « se situe dans un contexte économique, politique et social marqué par les choix de la société capitaliste, notamment par le plan Barre bis ». Le nombre de jeunes chômeurs — estimé par les deux mouvements à plus de sept cent mille, dont près de 53 % de femmes — le sous-emploi dans la

LES SCOUTS DE FRANCE POUR LA QUALITÉ DE LA VIE

Les Scouts de France préparent pour l'automne une campagne en faveur de la qualité de la vie. Du 8 au 15 octobre auront lieu à Paris, dans le quartier de la Bastille, un colloque et un festival sur ce thème. Du 15 au 23, des adhérents participeront à des opérations « rues fleuries » ou à l'implantation de sentiers de promenade et de terrains de jeu.

Jeudi 5 mai, au cours d'un déjeuner de presse, leur commissaire général, M. Dominique Bernard, a précisé également que son association voulait ouvrir davantage aux jeunes handicapés, aux jeunes marginaux, aux pays du tiers-monde, et mettre l'accent sur l'action sociale et culturelle, ceci afin de montrer que le scoutisme n'est pas « comme on le croit trop souvent, un mouvement de loisirs ».

* S.D.F., 23, rue Ligner, 75020, Paris. Tél. 370-01-70.

Changement de ton

LE « PARISIEN LIBÉRÉ » ET LES JEUNES

M. Claude Bellanger, président-directeur général du Parisien libéré, a déclaré aux journalistes à propos de « l'assemblée générale » que les républicains indépendants réduiraient à Fréjus les 20 et 21 mai : « Pour nous, le problème ne se pose pas en termes de fusion. Nous allons à Fréjus en tant que G.S.L. pour participer au lancement d'un mouvement politique nouveau. Nous n'allons pas à Camoussa. A notre sens, un parti nouveau doit répondre à trois critères : il doit être militant, réformiste et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

général, développé à partir du livre de M. Giscard d'Estaing, Démocratie française. En fait, ce mouvement sera réformiste ou ne sera pas. »

Après avoir noté : « C'est parce que nous sommes persuadés que le mouvement mis en place par M. Jean-Pierre Soisson correspond à ce que nous souhaitons que nous allons à Fréjus », M. Bussereau a ajouté : « Après cette assemblée générale, G.S.L. réunira ses instances et, en fonction de ce qui sera le mouvement qui aura été créé, nous déciderons de notre avenir. Nous sommes partants et réformistes et réformiste. Son réformisme doit se fonder sur un projet politique

ÉDUCATION

Mme Saunier-Seïté : des assistants sont livrés à eux-mêmes

De notre correspondant régional

Lyon. — Au cours de l'inauguration des nouveaux locaux de l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de médecine à Lyon-1, Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, qui présidait les cérémonies du batte et je continuai à le faire pour qu'ils obtiennent des postes de maîtres assistants. Mme Saunier-Seïté a confirmé son intention, à ce propos, de modifier « la pyramide des emplois », actuellement disproportionnée à sa base : on compte en effet vingt-huit mille six cents assistants et maîtres assistants et seulement douze mille maîtres de conférences et professeurs. « Il faut à la fois conduire une politique de transformation des postes afin de permettre aux gens en place de ne pas désespérer de leur avenir, et une politique de création d'emplois afin de ne pas laisser se désamorcer la pompe du renouvellement du corps des enseignants », a ajouté Mme Saunier-Seïté.

BERNARD ELIE.

(1) Les nouveaux bâtiments de l'U.E.R. de médecine, qui comprennent quatorze laboratoires, portent le nom d'Alexis-Carrel, prix Nobel de médecine en 1912.

SOCIÉTÉ

QUERELLE DE MARGINAUX DANS LES CÉVENNES

LA GUERRILLA DE GOURGAS

Monoblet (Gard). — Il y a des lieux chargés d'histoire, des noms qui claquent comme des bannières, Montaigne pour les Occitans, Guernica pour les Basques. L'extrême gauche soixante-huitarde et communautaire avait le sien : Gourgas, une bastide aux murs épais comme des remparts, dressée à l'angle du coteau, au pied des Cévennes, sur le territoire de la commune de Monoblet.

Il n'y a guère de lycéens en rupture de famille, d'enseignants reconvertis dans le monoton, de militants et marginaux en tout genre qui n'aient un jour séjourné à Gourgas. C'est dire les raisons que provoque l'occupation autoritaire des lieux par une communauté venue un beau matin d'un village de l'Aude, avec l'appui

physique des militants parisiens de Marge (1) et celui — tacite — de Félix Guattari, psychanalyste, écrivain « gourou » respecté de la nouvelle gauche et propriétaire de l'endroit depuis dix ans.

Une querelle de famille compliquée, tumultueuse et paradoxale, où l'on a vu aux heures les plus chaudes des adversaires déterminés de la violence recourir à la force et de nouvelles adversaires du capitalisme brandir comme preuve de leur bon droit un titre de propriété. Reste qu'à Gourgas une nouvelle page de l'histoire, riche en péripéties — en déceptions aussi, — de l'après-1968 a été tournée. Sous d'autres formes, disent les nouveaux occupants, « la lutte continue ».

De notre envoyé spécial

Lorsque Félix Guattari achète Gourgas, en 1967, rien ne laisse prévoir les convulsions du printemps suivant ni le développement du phénomène communautaire. Il a simplement voulu créer un lieu de rencontres et de stages pour les petits groupes d'intellectuels liés à la revue Recherches.

Les événements de mai vont en décider autrement. Tout un moment à Jean-Luc Godard, Gourgas deviendra, le temps de l'été, une base de repli pour les militants qui menacent le retour à l'ordre. Par la suite, il succède quelque temps avant de fonder à 1 kilomètre de là la communauté thérapeutique pour enfants qu'il dirige toujours.

Avec l'accord de Félix Guattari, Louis Ochant s'installe alors à Gourgas. Définitivement, du moins le croyait-il jusqu'à ces dernières semaines. Les deux hommes se sont connus à la clinique de La Borde, à Cloux-Chervin (Loir-et-Cher), haut lieu de la nouvelle psychiatrie, où Louis Ochant, dit Mimir, ouvrier de l'ordre, ancien militant communiste, incarne deux ans pour désertion au cours de la guerre d'Algérie, est chargé de l'entretien.

À Gourgas, Mimir, sa femme et leurs trois enfants cultivent la terre et élèvent les moutons. Surtout, ils sont les seuls habitants d'un lieu immense bastide où se succèdent, été comme hiver, des groupes et des individus issus de tous les courants de pensée de 1968. Non sans tensions parfois, comme le jour où des militants de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (trotskiste), en stage de

formation politique, quittèrent les lieux, excédés de devoir cohabiter avec un groupe de malades mentaux.

« L'esprit » de Gourgas finit-il par s'émousser en même temps que s'éteignaient les espoirs un peu fous d'un grand changement de 1968 ? Certains le murmurent. Gourgas continuait. Les accusations redoublèrent : bandes des révoltes, bouillonnement de culture, Gourgas était devenu au fil des ans une « colo de gauche » désertée par l'esprit des barricades. Surtout, on y passait de tranquilles vacances, à mille lieues des réelles formes de lutte pratiquées ces dernières années sur les thèmes de la sexualité, de la prison ou de la psychiatrie.

« Inacceptable »

Conflit de génération entre « anciens » de 1968 et militants plus « neufs ». Mais surtout divergence entre défenseurs d'une pratique politique axée sur le « quotidien » et adversaires accusés, pour certains, de chercher refuge dans un retour à la terre « démodée », et, pour d'autres, de sous-estimer le caractère subversif et l'urgence de ces nouvelles formes de lutte.

Symbolique de ces « erreurs », Gourgas était devenu au fil des années un enjeu politique. C'est ce que explique l'intérêt que les gens de Roulier (Aude), lauréats avec d'autres communautés du Sud-Est dans une entreprise de psychiatrie « alternative », se mettent un beau jour à lui porter.

Car la vieille bastide a pris un nouveau départ. Ses nouveaux occupants — quinze jeunes gens hirsutes et leurs bambins — y ont implanté un nouveau maillon de ce réseau « alternatif » à la psychiatrie, en voie de constitution dans plusieurs pays d'Europe, dont les chefs de file sont Ronald Laing, Franco Basaglia et Félix Guattari.

Il s'agit de rompre avec la psychiatrie traditionnelle, « utilisée par le pouvoir à des fins de contrôle social ». De briser la distinction « soignant-soigné » et d'organiser la prise en charge collective et « politique » des « malades ». En ce sens, il ne s'agit pas seulement d'une alternative à la psychiatrie mais aussi d'une alternative à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, trois pensionnaires de l'hôpital psychiatrique de Marseille logent à Gourgas. Ils y préparent la popote et participent aux travaux des champs au même titre que les autres occupants. S'ils le veulent, ils peuvent frapper à la porte des autres communautés du « réseau ». Un moyen de renouveler progressivement, en multipliant les contacts, à une vie normale. « Depuis que je suis ici, souligne l'un d'eux, un grand toxicomane, je me sens beaucoup mieux ». Une remarque qui, selon les nouveaux habitants de Gourgas, justifie amplement leur « occupation ».

BERTRAND LE GENDRE.

(1) D'inspiration anarchiste, le mouvement Marge s'est notamment signalé en occupant le 20 janvier 1976 un local dépendant de l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris pour protester contre les internements psychiatriques dans ce pays.

CARNET

Cous qu

PRESSE

LA PRESSE

LA PRESSE

LA PRESSE

LA PRESSE

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra : L'Enlèvement au sérail (sam., 19 h. 30).
Salle Favart : Pléiades (sam., 19 h. 30).
Comédie-Française : L'Impromptu de Veronique (sam., 19 h. 30).
Châtelet : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Odéon : Les Bacchantes (sam., 19 h. 30).
TNP : Sainte Jeanne des Apatrois (sam., 19 h. 30).

Les salles municipales

Châtelet : Volga (sam., 14 h. 30 et 20 h. 30).
Nouveaux Carrés : L'Impromptu de Veronique (sam., 19 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Théâtre de la Ville : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).

Les autres salles

Alcega : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
D'Oscar : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Antoine : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Athénée : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Bouffes-Parisiens : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Cartouches : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Comédie de la rue de Valenciennes : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Comédie de la rue de Valenciennes : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Comédie de la rue de Valenciennes : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Comédie de la rue de Valenciennes : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).

Palais-Royal : La Cage aux folles (sam., 20 h. 30).
Folies-Bergère : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Folies-Bergère : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Folies-Bergère : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Folies-Bergère : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 7 - Dimanche 8 mai

Le danse

Yver, Centre éducatif et culturel : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Yver, Centre éducatif et culturel : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Yver, Centre éducatif et culturel : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).

Les concerts

Théâtre de la Madeleine : J. Fonda, piano (schumann) (sam., 17 h.).
Théâtre de la Madeleine : J. Fonda, piano (schumann) (sam., 17 h.).
Théâtre de la Madeleine : J. Fonda, piano (schumann) (sam., 17 h.).

Jazz, rock, folk et pop

Théâtre de la Madeleine : J. Fonda, piano (schumann) (sam., 17 h.).
Théâtre de la Madeleine : J. Fonda, piano (schumann) (sam., 17 h.).
Théâtre de la Madeleine : J. Fonda, piano (schumann) (sam., 17 h.).

Le music-hall

Robino : Gilles Vigneault (sam., 21 h.).
Robino : Gilles Vigneault (sam., 21 h.).
Robino : Gilles Vigneault (sam., 21 h.).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de 16 ans, (**) aux moins de 18 ans.

La cinémathèque

Châtelet : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Châtelet : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).
Châtelet : Les Femmes de bonne humeur (sam., 19 h. 30).

Les exclusivités

L'ADIEU NU (Fr.) : Olympia, 14.
L'ADIEU NU (Fr.) : Olympia, 14.
L'ADIEU NU (Fr.) : Olympia, 14.

Les films nouveaux

LA QUESTION, film français de Laurent Heynemann (v.o.) : Gaumont, 14.
LA QUESTION, film français de Laurent Heynemann (v.o.) : Gaumont, 14.
LA QUESTION, film français de Laurent Heynemann (v.o.) : Gaumont, 14.

L'ESPRIT DE LA ROCHE (Esp.-v.o.) : La Marais, 4.
L'ESPRIT DE LA ROCHE (Esp.-v.o.) : La Marais, 4.
L'ESPRIT DE LA ROCHE (Esp.-v.o.) : La Marais, 4.

LES FILMS MARQUÉS (*) SONT INTERDITS AUX MOINS DE 16 ANS, (**) AUX MOINS DE 18 ANS.

Les films nouveaux

LA QUESTION, film français de Laurent Heynemann (v.o.) : Gaumont, 14.
LA QUESTION, film français de Laurent Heynemann (v.o.) : Gaumont, 14.
LA QUESTION, film français de Laurent Heynemann (v.o.) : Gaumont, 14.

Les festivals

SEMAINE DU DÉPARTEMENT CINÉMA DE L'UNIVERSITÉ DE VIN-CENNES, Studio Galand, 5 (033-72-71).
SEMAINE DU DÉPARTEMENT CINÉMA DE L'UNIVERSITÉ DE VIN-CENNES, Studio Galand, 5 (033-72-71).

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
D'ALFRED DE MUSSET
du 4 mai au 4 juin
AU THEATRE 13
24 rue David Paris 13e - 569.05.59

STUDIO CUJAS
GROS PLAN
avec Richard Dreyfus
L'HISTOIRE D'ADELE H
de François Truffaut
20, RUE CUJAS 5^e - 033-89-22

SELECTION OFFICIELLE FRANCAISE
CANNES 1977
"Je tiens ce film pour une des plus grandes réussites du cinéma français"
JEAN-LOUIS BOUTY (Le Monde)

LA COMMUNION SOLENNELLE
UN FILM DE RENÉ FÉRET

Le Monde
Festival de Montreuil
PILGRIMAGE
LA MESSE DORÉE

COLISEE 3 - GAUMONT SUB
CLIQUE PATHE - GAUMONT OPERA
ELYSÉES LINCOLN - QUANTIN LATIN
OLYMPIC ENTREPRET
MULTIPLIÉ Champligny

"L'AVEU" à la française, tel que le montre le très beau film de Laurent Heynemann.
IVAN LEVAI

LA QUESTION
LAURENT HEYNEEMANN
INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

MARIGNAN PATHE - QUINTETTE
MONTMARNASSE 83
SAINT LAZARE PASQUIER
GAUMONT GAMBETTA

les critiques de
FRANCE-SOIR
LE MONDE
LE POINT
N° OBSERVATEUR
L'HUMANITÉ
TÉLÉRAMA
POLITIQUE-HEBDO
LES ÉCHOS
FRANCE-INTER
VOUS recommandent

L'OMBRE DES CHATEAUX
enfin un grand film français
LE POINT
DANIEL DUVAL

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (vo) - STUDIO SAINT-GERMAIN (vo)
MONTMARNASSE PATHÉ (vo et vf) - GAUMONT CONVENTION (vf)
IMPERIAL PATHÉ (vf)
ÉPINAY Centre - GAUMONT ÉVRY - ALPHA Argenteuil

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES (vo) - STUDIO SAINT-GERMAIN (vo)
MONTMARNASSE PATHÉ (vo et vf) - GAUMONT CONVENTION (vf)
IMPERIAL PATHÉ (vf)
ÉPINAY Centre - GAUMONT ÉVRY - ALPHA Argenteuil

DOMINIQUE SANDA
GRAND PRIX D'INTERPRÉTATION CANNES 1976

EMPLOI

**LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE
PATRONAT ET LES SYNDICATS
SUR L'EXTENSION DE LA PRÉ-
RETRAITE POURRAIENT DÉBU-
TER AVANT LE 24 MAI.**

UKASE OU MALENTENDU ?

De notre envoi spécial

Dernier argument: la d

heures à quarante-deux heures
oltre quarante heures dans

OS2 dans l'industrie routière
est en avril 1976. Selon

ecteur, la C.G.T., de 1 830 F
n avril 1977, après augmenta

es deux dates respectivement
223 F et 2117 F et on ouve

Pas de répercussion

Pour s'en tenir à la logique
 Van Barre est le troisième

épercuter sur les prix pratiqués
et de contribuer ainsi à en

risés de l'industrie rontière
attendit de répercuter mécs

e produits de consommation
travaillant, pour plus de 80 %

chemins départementaux, en particulier elles sont fournies

Cette même particula

l'interaction de soumission
n'est pas levée. Mai, juin
juillet sont en effet les

ne représentent parfois jusqu'à moitié du volume d'affaires

lancer momentanément. l'a
ité de ce secteur. En cas

à la fin du mois de mai, pour l'entre elles, un peu plus t

... traversée du désert. La possibilité
d'éradiquer pour plus de oncle

ouvriers bretons, attachés à
région, est Blusolre.

à présent peu implantées

quelques grands, qui ne vis

ause), ainsi qu'une poussière
néglige à tirer, comme ils p

ENERGIE

NORD DU 62° PARALL

VERNEMENT NORVEGIEN.
Il n'est plus question de l'

Bjartmar Gjerde, ministre

es côtes du pays reprendront
ne le niveau de sécurité s

Ekofisk, a-t-il ajouté, ne montre pas l'image globale de

politique pétrolière du pays.
à F.P.I

parallel pour la prospection pé-

es lies Lofoten et sur le plateau
de Voring. Les premières con-

une cette région de pêche. Une décision était d'ailleurs prévue

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

فكرنا ان الامر

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 2 AU 6 MAI 1977

L'inquiétude, toujours...

«TERRORISEE». Jamais expression n'aura été aussi judicieusement utilisée par un premier ministre pour qualifier l'état de la Bourse de Paris. Pour la troisième semaine consécutive, et en dépit de quelques sursauts bien timides, les actions des grandes entreprises françaises ont encore baissé, perdant près de 1 % de leur valeur.

L'indice de la Chambre syndicale des agents de change est revenu au-dessous de son plus bas niveau historique, c'est-à-dire depuis 1961. Pourtant, après les deux semaines «noires» que le palais Boursier venait de connaître, d'anciens se promenaient à espérer, sinon un retournement de tendance, du moins une confortable reprise technique. Celle-ci se produisit d'ailleurs lors des deux premières séances, grâce, il est vrai, à une intervention massive des investisseurs institutionnels, notamment la Caisse des dépôts. Mais, comme ses confrères, celle-ci devait bientôt se trouver dépassée par l'abondance des ventes. Mercredi, c'est dans une véritable atmosphère de déroute que les cours subirent une lourde rechute. Une chute qui allait se poursuivre lors de la séance suivante, au cours de laquelle les trois quarts de la cote subirent de nouveaux reculs tandis que les cotations de six grandes valeurs devaient être retardées devant les réticences des acheteurs. A la veille du week-end, l'affolement qui semblait gagner les professionnels fit passer à un sentiment d'urgence, et les cours enregistrèrent une légère reprise qui permit de limiter quelques pertes des dégâts des jours précédents.

Outre le caractère éminemment technique de ce redressement de dernière heure, il n'est pas douteux que certains autres facteurs extérieurs aient incité quelques opérateurs à procéder à de timides acquisitions. Des rumeurs totalement incontrôlées, laissant entendre que plusieurs organismes de placement collectif (SICAV, assurances) allaient être fermement prisés par le gouvernement de s'entremettre de plus près aux actions françaises, ont circulé sous les colonnes.

D'autre part, certains boursiers se prenaient à espérer une détente des rapports dans la majorité, après la rencontre Barre-Chirac.

Toutefois, on peut se demander dans quelle mesure ces espoirs, même s'ils se confirmaient, pourraient permettre à la corbeille de relever durablement la tête. Tant de coups lui sont régulièrement assés que les professionnels en arrivent à se demander si les pouvoirs publics ne l'ont pas totalement abandonnée.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances, M. Boulin, ne veut pas entendre parler de mesures en faveur du marché. Le premier ministre confirme qu'en effet, aucune mesure n'est à l'étude, et surtout pas le doublement de l'avoir fiscal - réclamé par M. Yves Forni, syndic de la Compagnie des agents de change. Enfin, l'état lance un emprunt public de 6 milliards de francs si ses avantages, ne sont pas pharmaceutiques. Va tout de même détonner au sein des actions une bonne partie de la maigre clientèle qui lui reste. Décidément, les boursiers ne savent plus à quel saint se vouer.

Pendant ce temps, la cote de l'opposition de gauche progresse dans l'opinion, et les occupants du palais Brongniart s'en effraient. Chaque «point» gagné dans les sondages par les signataires du programme commun provoque automatiquement un recul des cours. Personnel, pour le moment, ne connaît le moyen de stopper cette mécanique bien huilée, qui ressemble fort à une attitude suicidaire.

PATRICE CLAUDE.

Dividende global : 10,35 F (+ 6,15 %).

Arthur-Martin : perte nette comptable : 13,68 millions de F contre une perte de 48,93 millions.

Solex : perte nette comptable : 1,73 millions de F contre une perte nette de 1,56 millions.

General Motors : va verser un dividende spécial de 1 dollar en plus de son dividende ordinaire de 85 cents (soit un total trimestriel de 1,85 dollar).

Chrysler : va verser un dividende trimestriel de 25 cents contre 15 cents pour chacun des deux trimestres précédents.

Pétroles

Europap : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 34,98 millions de F.

Agip : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Elf : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,25 million de F.

Dividende global : 31,95 F (+ 6,5 %).

Matériel électrique, services

Précision mécanique : Labinal comptabilise au terme de l'exercice 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Alstom : a réalisé en 1976 un bénéfice net de 1,6 million de F.

Produits chimiques

L'année 1976 a été un bon cru pour les chimistes allemands. Après «Bayer» et «BASF», la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

«Bayer» et «BASF» : la firme de Francfort annonce un bénéfice mondial après impôts en forte augmentation à DM 500 millions (+ 90 %) pour un chiffre d'affaires accru de 15 % seulement à DM 22,4 milliards.

ENCORE 364 MILLIONS DE DÉFICIT POUR RHÔNE-POULENC

Le groupe Rhône-Poulenc est resté déficitaire en 1976. On le savait déjà depuis la mi-avril, mais sans plus de précision. Lors du débriefing annuel, l'association des journalistes économiques et financiers, le président Renaud Gillot a annoncé la couleur. La perte nette consolidée des chiffres à 364 millions de francs après reprise d'une provision de 63 millions et 128 millions d'amortissements. Son importance a surpris, car l'on s'attendait à moins. Mais la chance n'a pas favorisé Rhône-Poulenc. Durant le dernier trimestre, les ventes en tonnage ont baissé, la hausse des matières premières n'a pu être répétée en raison du blocage des prix, et le déficit de la division «fibres chimiques» a été lourd (entre 250 et 300 millions). Il a resté sans doute encore cette année. Qu'en sera-t-il des résultats de l'exercice en cours ? Nul ne peut le prédire. Durant les trois premiers mois, l'activité a été bonne, meilleure. Elle s'est stabilisée en avril puis s'est ralentie en mai. Audé de juin, M. Gillot se refuse à en dire plus. Les chimistes allemands y voient pas plus clair.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Base 100 : 29 décembre 1967

29 avril 6 mai

Indice général : 68,8 67,5

Assurances : 112,4 111,2

Banq. et sociétés finan. : 61,4 59,4

Industries : 68,8 67,5

Industries chimiques : 71,8 69,4

Industries métallurgiques : 68,8 67,5

Industries textiles : 68,8 67,5

Industries électriques : 68,8 67,5

Industries aéronautiques : 68,8 67,5

Industries pétrolières : 68,8 67,5

Industries pharmaceutiques : 68,8 67,5

Industries alimentaires : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Industries de biens de consommation : 68,8 67,5

Industries de biens d'équipement : 68,8 67,5

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE

2-3. AFRIQUE

— « L'Éthiopie hait mal de l'Éthiopie » (11), par G. Chénard.

4. DIPLOMATIE

5. EUROPE

6. RELIGION

7. DROITS DE L'HOMME

8. AMÉRIQUES

LE VENEZUELA : DÉMOCRATIE PÉTROLIÈRE

PAGES 7 à 12

— Une interview du ministre des affaires étrangères, par G. Chénard.
— L'art d'être ministre, par Pierre Vasson-Ponté.
— Des romans à l'histoire du pays profond.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 13 à 20

— AU VII DE LA SEMAINE : L'art d'être ministre, par Pierre Vasson-Ponté.
— Lettres des ministres, par François Meilhan.
— Brevés des revues, par Yves Florenne.
— La vie du langage, par Jacques Cellard.
— RADIO-TELEVISION : Supprimer la publicité, par Xavier Delcourt, la monopole, la « Radio 10 », et les stations locales, par Yves Florenne.
— Vire à Mont-de-Marsan, par Catherine Humblot.

20. SPORTS

21-22. POLITIQUE

22. SOCIÉTÉ

22. ÉDUCATION

22. JEUNESSE

23. JUSTICE

24-25. ARTS ET SPECTACLES

26. ÉQUIPEMENT

27. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

28-29. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (15 à 18)
Annonces classées (28) : Car-
cet (23) : Aujourd'hui (26) :
Journal officiel (28) : Média-
rologie (28) : Mots croisés (28).

● M. N'Komo, l'un des deux dirigeants du Front patriotique rhodésien, a été arrêté samedi matin 7 mai au Gwaii d'Orsay par le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Sou-
toul.

La vieille dame indigne et le commissaire

Le commissaire Charles Chen-
evier n'est pas venu au rendez-
vous que lui avait donné, ven-
dredi 6 mai, à la dix-septième
chambre correctionnelle de
Paris, présidée par M. Jean
Serris, une bien jolie vieille dame
de quatre-vingt-huit ans, qui
s'était attisée, en 1947, de la
main de la police et du milieu en-
nemant campagne pour la for-
mation des maisons closes.

Mme Martha Betenfeld, épouse
Richard, née Compagnon, dite
Martha Richard, a porté plainte
en diffamation contre le com-
missaire Chenévier pour le cha-
pitre qu'il lui a consacré dans
son livre *La Grande Maison*
(Presses de la Cité). La tribu-
nale des référés, présidée par
Mme Simone Rozès, par une
ordonnance du 12 novembre 1976,
lui avait déjà reconnu le droit
de saisir l'ouvrage. Par l'inter-
médiaire de ses avocats, M.
Xavier Desjeux et André
Lavigne, elle a réclamé cette fois
400 000 F de dommages et inté-
rêts.

« L'espionne qui venait du
cimetière et qui n'existait pas... »
C'est le titre de ce petit dossier
à charge. S'il y est fait de peine
allusion à « la loi Martha Richard »,
les « Informations » sur sa vie
passée tourmentée : la jeune
Lorraine était — déjà — une
prostituée à dix-sept ans ; sa
mission d'espionne en Espagne
durant la guerre de 1914 était
bidon ; sa Légion d'honneur
était en fait destinée à son
mari, etc. Le commissaire Che-

nevier n'a rien apporté à la per-
sonne : depuis trente ans, ces
affirmations ont fait les délices
d'une certaine presse et d'un
certain monde.

Soulement, s'il faut en croire
M. Desjeux, qui est bien con-
voquant tout ce tissu d'or-
dures : n'est-ce pas, « des
mensonges » ? L'épouse de Mar-
tha Richard n'a pas eu de mal
à démontrer le peu de solidité
des « sources » du commis-
saire. Ce qui lui a permis, en
outre, d'émettre quelques in-
quêtes rétrospectives sur les
méthodes d'enquête de M. Che-
nevier.

Le défenseur de ce dernier,
M. Eric Delcroix, a plaidé la
bonne foi et l'absence d'inten-
tion malveillante. Pour ce faire,
il a mis en pièces, de plus belle,
la vieille dame indigne, éjoutant
les ragots aux ragots pour finir
sur une « révélation » qui devait
lui valoir de graves ennuis avec
le conseil de l'ordre. Se drapant
dans sa robe et dans les droits
de la défense, M. Delcroix a
sorti son arme absolue : il a
fait état d'une minuscule condam-
nation, datant de 1949, et am-
nitiée. Il est interdit, même aux
magistrats, même aux policiers,
à tout le monde, sauf au com-
missaire lui-même, de faire
état d'une condamnation
édictée. Mais pas plus que le
commissaire Chenévier, M. De-
lacroix n'avait sans doute la
volonté de nuire.

Jugement le 3 juin.
F. Be.

La visite de M. Robert Galley en Mauritanie

La France pourrait accroître son aide militaire à Nouakchott

M. Galley, ministre français de la coopé-
ration, qui est arrivé le vendredi 6 mai en
Mauritanie pour une visite officielle de quatre
jours, se rend ce samedi à Zouérate, cible, le
1^{er} mai dernier, d'un raid du Polisario. Il a été
reçu, dès son arrivée, par le président Mok-
hammad Ould Daddah avec lequel il s'est notamment
entretenu de l'octroi d'une aide accrue en ma-
tériel militaire. Il a ensuite présidé la cérémonie
de clôture des travaux de la grande commis-
sion mixte de coopération.

On continuait à tout ignorer, samedi matin,
du sort des six Français enlevés par le Polisario.
M. Jacques Leprette, ambassadeur de France
aux Nations unies, a lancé un appel à M. Kurt

Waldheim afin qu'il use de son autorité morale
pour faciliter leur libération.

Par ailleurs, notre correspondant à Rabat
Louis Gravier, nous signale que M. Pierre-Chris-
tian Taittinger, secrétaire d'Etat aux affaires
étrangères, dans une conférence de presse don-
née vendredi au pavillon de la France de la
dix-septième Foire internationale de Casablanca,
a notamment déclaré : « Cette prise d'otages
a scandalisé et peiné les Français. Ce qui est
primordial, c'est que leur vie soit sauvée. Pour
le moment, seul le recours à des moyens paci-
fiques est le plus efficace à cet effet. Il n'y a
donc pas à envier les choses pour parvenir
à la solution qu'attendent leurs familles. »

De notre envoyé spécial

Nouakchott. — Le gouver-
nement français est disposé à ac-
croître son aide en matériel et en
instructions militaires à la Mau-
ritanie, face à l'activité croissante
des guérilleros du front Polisario. Il n'est toutefois pas question,
actuellement, d'envoyer l'envoi
de soldats français, affirme-t-on
de part et d'autre. Des armes,
mais pas d'hommes, c'est, en
substance, la limite qui a été fixée
à la délégation française dans ses
négociations. Le président mauri-
tanien a d'ailleurs affirmé, ven-
dredi, qu'il disposait de suffisam-
ment de troupes pour faire face à
« l'agression qui nous est imposée
par l'Algérie », bien qu'elle man-
que de formation, d'équipement
et de moyens techniques.

L'assistance française pourrait
porter aussi bien sur des ventes

LA VILLE DE PARIS COMMÉMORERA OFFICIELLEMENT LE 8 MAI 1945

M. Jacques Chirac a décidé que
la Ville de Paris commémorera
officiellement dimanche 8 mai la
victoire des troupes alliées qui
mit fin à la seconde guerre mon-
diale, à annoncer vendredi 6 mai
M. Denis Baudouin, chargé de
l'information à l'Hôtel de Ville.
M. Baudouin a ajouté :
« Le maire de Paris souhaite
que la population de la capitale
s'associe largement à la céré-
monie du souvenir qui aura lieu
dimanche 8 mai, à 18 h. 30, à
l'Arc de triomphe, où M. Chirac
ramènera la flamme et déposera
une gerbe. »

Le matin, une gerbe sera dé-
posée au nom du maire au mo-
nument aux morts de chaque
mairie d'arrondissement ; M. Chi-
rac accomplira lui-même ce geste,
à 11 heures, au monument aux
morts de la mairie annexe du
cinquième arrondissement.

Le soir, à 18 h. 30, aura lieu
la cérémonie du souvenir à l'Arc
de triomphe, à 19 h. 15, le
premier magistrat de la capitale
recevra tous les comités d'anciens
combattants.

Rappelons que les anciens
combattants de l'U.F.A.C.,
commémoreront également au
Champs-Élysées, mais à 16 h. 30,
l'anniversaire du 8 mai (Le Monde
du 6 mai).

Les conditions dans lesquelles 200 tonnes de minerai nucléaire ont disparu en 1968

Rome (A.F.P., Reuters, A.P.). —
L'ancien responsable des contrô-
les de sécurité de l'Euratom, le
professeur Enrico Jacchia, a
annoncé vendredi 6 mai, des pré-
visions de la sécurité nucléaire
qui ont disparu en 1968.
Les 200 tonnes de minerai
d'uranium ont disparu en 1968
entre Anvers et Gènes (Le Monde
du 2 mai).

Ce minerai d'uranium, en pro-
venance, semble-t-il, du Zaïre, a
été vendu par la Société générale
des minéraux (société belge).
L'acheteur était la firme ques-
tionnée, la firme chimique d'El-
tenheim, mais la livraison devait
être faite à la société Chimigaz
à Casablanca (Maroc). Les
comptes s'apparentent alors
qu'il fallait des autorisations spé-
ciales pour exporter l'uranium
hors de la Communauté euro-
péenne. Un autre destinataire fut
des Britanniques des Américains
et des Marocains. Le cargo con-
tenant l'uranium a quitté Anvers
le 16 novembre 1968. Le capi-
taine était un Anglais du nom
de P. Barrow. Après avoir accosté
dans plusieurs ports de la mer
du Nord, de l'Atlantique et de la
Méditerranée, le navire a été
retrouvé repêché et portant un
autre nom dans le port roumain
de Galati. Son capitaine était un
Espagnol du nom de González. La
cargaison n'a jamais été retrou-
vée. Des rumeurs persistantes
laissent penser qu'elle serait allée
en Israël, mais l'avi-avis dément
cette version. Selon M. Barrow,
la firme reçut une lettre annulant
le contrat.

Le directeur général de la com-
pagnie SAICA de Milan, M. Fran-
cesco Sartorio, a partiellement
confiriné cette version des faits.
Il a déclaré que sa firme avait
reçu une lettre d'Assamara Chemie
lui demandant de traiter l'ura-
nium expédié « avec de petites
quantités d'autres produits ». Il
répondit en acceptant, mais en
faisant remarquer que la société,
qui s'occupait généralement de
peinture, aurait de lourds frais à
assumer pour traiter l'uranium.
Elle reçut donc une somme de
20 millions de lires pour frais
supplémentaires. La SAICA atten-
dait l'arrivée de l'uranium, mais ne
le reçut pas. Selon M. Sartorio,
la firme reçut une lettre annulant
le contrat.

NEUCHÂTEL SUISSE « l'hôtel sur l'eau » Beaulac

Neuchâtel - A 750 000 F - 039 25 25 20

A Dunkerque Mme VORSTER A BAPTISÉ LE SUPER-PORT-CONTENEUR CONSTRUIT POUR L'AFRIQUE DU SUD

Le Mouvement contre le racis-
me (M.C.R.A.P.) proteste dans un
communiqué contre la présence
en France de Mme Vorster, épouse
du premier ministre de la Répu-
blique d'apartheid, qui se rend
jeudi 8 mai à Dunkerque, baptisé
l'« Hederberg », un super porte-
conteneurs construit pour l'Afri-
que du Sud par les chantiers na-
vals France-Dunkerque. Le
M.C.R.A.P. note aussi que partici-
pant à cette manifestation M. Nor-
bert Ségard, secrétaire d'Etat aux
P.T.T., et ajoute le mouvement,
« seul ministre à s'être rendu en
tant que tel au pays de l'apar-
theid ».

Le M.C.R.A.P. a été très actif poli-
tique, le lancement de l'« Heder-
berg » représente une grande pre-
mière maritime. Deux cargos
français ont été grands porte-
conteneurs devant dans l'avenir
assurer la desserte des lignes
reliant l'Europe de l'Ouest à
l'Afrique du Sud. L'« Hederberg » est
l'un des deux navires qui, com-
mandés à Dunkerque, représen-
teront la part de l'Afrique du Sud
dans le consortium d'armateurs
créé à cet effet.

La polémique sur la « politisation » dans l'enseignement

Nouvelles prises de position

La polémique sur la politisation
de l'enseignement, provoquée par
les propos du ministre de l'édu-
cation, accusant des enseignants
socialistes et communistes de
faire du « prosélytisme », a suscité
de nouvelles réactions.

Le Syndicat national des ensei-
gnements techniques et profes-
sionnels (S.N.E.T.P.) déclare que « les
enseignants des collèges d'ensei-
gnement technique n'acceptent
pas de voir leur honnêteté morale
et pédagogique mise en cause par
celui qui a mission de les gérer
et qui, en matière de déontologie,
n'a de leçons à donner à per-
sonne ».

La Ligue française de l'ensei-
gnement et de l'éducation perma-
nente déclare qu'elle « condamne
l'attitude du ministre de l'éduca-
tion, qui, après avoir demandé
aux enseignants d'être les propa-
gandistes d'une réforme qu'il a

présentée comme l'un des fonda-
ments de la « société libérale
avancée », qualifie de volonté
d'endoctrinement le désir de vo-
lonté enseignants d'attirer l'at-
tention des parents et de l'opinion
publique sur les aspects néces-
saires de la réforme proposée ».

M. Olivier Guichard, ancien
ministre, écrit dans l'« Echo » de
la presse qu'il considère que la
politisation n'est pas le même
mélange de « prosélytisme » et de
« prosélytisme », mais qu'elle a
des implications syndicales et
politiques. « Si l'existence de
vieux réflexes de clientèle entre
socialistes et communistes, con-
statés que les objectifs et les
méthodes se rapprochent, et si
l'attitude du ministre de l'éduca-
tion, qui, après avoir demandé
aux enseignants d'être les propa-
gandistes d'une réforme qu'il a

HORS SUJET

Quand M. René Haby se lance
sur le terrain de la politique,
il ne s'embarrasse pas de
nuances, et l'« agressivité » qu'il
reproche à ses adversaires
répond à la brutalité simplifica-
trice de l'offensive qu'il a lancée
le 29 avril, devant un congrès
de province sur le thème de
la politisation de l'enseignement
(Le Monde du 2 mai). Se sur-
prenant étonné : le ministre de
l'éducation connaît assez le
milieu dont il est issu pour
savoir que la question des rap-
ports entre politique et ensei-
gnement alimente depuis des
années la guerre civile rhéto-
rique que se livrent au sein de
l'éducation nationale, les ensei-
gnants de gauche et ceux qui
ne le sont pas, l'opposition et
le pouvoir.

Le thème de la politisation
permet à chacun de se draper
ventuellement dans les grands
principes et de se repaître à
l'adversaire de ce dont il s'occu-
pe. L'approche de deux schémas
capitales explique l'acharnement
de M. Haby : quatre déci-
sions en huit jours — sur ce

terrain. En septembre prochain,
le système qui porte son nom
commencera à être appliqué en
cours préparatoire et en classes
de sixième. En mars 1978, les
Français changeront peut-être
de majorité. Il est peu probable
que la réforme de l'ensei-
gnement soit l'un des thèmes
meilleurs de la campagne. Il est
sûr, en revanche, que la per-
spective d'une nationalisation de
l'enseignement privé aura une
influence déterminante : dans
certaines régions où la majorité
— ou la vu des municipalités —
est électorale menacée.

La querelle sur la politisation
rejoint la polémique sur la na-
tionalisation. En disant clairement
qu'une partie des enseignants du
public font déjà de la « propa-
gande » et du « prosélytisme
politique » dans l'enseignement
de leur métier, M. Haby allègue
le crime de nombreux parents
de prosélytisme ne serait-il pas
plus net encore si la gauche
venait au pouvoir, et ne risquer-
ait-il pas de gagner un ensei-
gnement privé nationalisé ?

Deux mythes

Depuis 1968, de nombreuses
campagnes ont été menées pour
accroître l'idée que les ensei-
gnants gauchistes « empoison-
nent » l'enseignement. Aujourd'hui,
on franchit une nouvelle
étape : ce sont des ensei-
gnants communistes et socialis-
tes qui sont désignés à l'indigna-
tion des parents et des
élèves. La « chasse aux sor-
cières » que le secrétaire gé-
néral de la Fédération de l'édu-
cation nationale voit se dessiner
derrière les propos de M. Haby
avait, jusqu'à présent, épargné
les enseignants de la gauche
« traditionnelle ».

Dans les cabinets ministériels,
à Matignon, à l'Élysée, on fait
état de nombreuses plaintes
reçues à propos de l'attitude de
tel ou tel professeur face à ses
élèves. M. Haby avait reçu, en
huit jours une trentaine de lettres
d'approbation de la part de pa-
rents d'élèves et d'enseignants
simples de la formation péda-
gique des maîtres (ou affectés
à la formation pédagogique des
maîtres) de la Fédération de l'édu-
cation nationale voit se dessiner
derrière les propos de M. Haby
avait, jusqu'à présent, épargné
les enseignants de la gauche
« traditionnelle ».

La politisation de l'ensei-
gnement n'est pas le problème
dominant de l'école : l'insuffi-
sance de la formation péda-
gique des maîtres (ou affectés
à la formation pédagogique des
maîtres) de la Fédération de l'édu-
cation nationale voit se dessiner
derrière les propos de M. Haby
avait, jusqu'à présent, épargné
les enseignants de la gauche
« traditionnelle ».

BRUNO FRAPPAT

EXCEPTIONNEL ! HOTEL DIPLOMAT, RESORT (Adriatique). Tél. 039541/8011 - 2^e cat. Dir. mar. Tres ch. av. téléph. do- ouches, w.c. ou bain, balcon sur mer. A chaque chambre une place parking auto. Pension complète de 10 000 à 15 500 lires, tout compris.

ÉLIMINEZ SANS POLLUER MOUSTIQUES ET INSECTES VOLANTS INDESIRABLES

Appareil breveté utilisant à la fois une source
lumineuse pour attirer les insectes et une source
électrique pour les anéantir, à l'aide d'un champ
électrique. Pour intérieur-extérieur et en camping
(Inventé adapté pour 12 volts)

L'INSECTRAP (220 v.) 300 F

FRANCO 325 F Spécialiste de la lutte contre les insectes
30, PLACE DE LA MADELEINE - 75008 PARIS - Tél. 077-29-81
Ouvert tous les jours Documentation sur demande

La polémique sur la « politisation » dans l'enseignement

M. Caramanlis
rencontre
M. Giscard d'Estaing
LIBRE PAGE 2

M. Carter veut renfon- cer la défen- se atlantique

Le leadership
américain

Le président américain a déclaré
qu'il était prêt à augmenter la
défense de la zone atlantique
de 10 pour cent. Cette décision
est la première prise par le
président Carter depuis son
entrée en fonction. Elle est
considérée comme une réponse
à la demande de la Grande-
Bretagne et de l'Allemagne
d'augmenter leur contribution
à la défense de l'Europe.
Carter a déclaré que cette
décision était une preuve de
l'engagement américain à
maintenir une présence forte
dans la zone atlantique.

Sans doute, ces décisions
ont été prises dans le cadre
d'une stratégie globale de
défense. Le président Carter
a déclaré qu'il était prêt à
augmenter la défense de la
zone atlantique de 10 pour
cent, mais qu'il était également
prêt à augmenter la défense
de la zone méditerranéenne
de 10 pour cent. Cette déci-
sion est la première prise par
le président Carter depuis son
entrée en fonction. Elle est
considérée comme une réponse
à la demande de la Grande-
Bretagne et de l'Allemagne
d'augmenter leur contribution
à la défense de l'Europe.

Reconcilier

1. — Les
bonnes paroles de M. Carter
ont été bien reçues dans la
zone atlantique. Les gouver-
nements de la Grande-Bre-
tagne, de l'Allemagne et de
l'Italie ont tous exprimé leur
satisfaction. Ils ont déclaré
qu'ils étaient prêts à augmen-
ter leur contribution à la
défense de l'Europe. Cette
décision est la première prise
par le président Carter depuis
son entrée en fonction. Elle
est considérée comme une
réponse à la demande de la
Grande-Bretagne et de l'Al-
lemagne d'augmenter leur
contribution à la défense de
l'Europe.

Ce

JOAILLIER - MON-
présente la collection

M. Carter a déclaré qu'il
était prêt à augmenter la
défense de la zone atlantique
de 10 pour cent. Cette déci-
sion est la première prise par
le président Carter depuis son
entrée en fonction. Elle est
considérée comme une réponse
à la demande de la Grande-
Bretagne et de l'Allemagne
d'augmenter leur contribu-
tion à la défense de l'Europe.
Carter a déclaré que cette
décision était une preuve de
l'engagement américain à
maintenir une présence forte
dans la zone atlantique.